

**PROJET DE LOI DE FINANCES N° 50-22**  
**POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2023**

PREMIERE PARTIE

**DONNEES GENERALES**  
**DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

TITRE PREMIER

**Dispositions relatives aux recettes publiques**

I.- IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS

Article premier

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2023, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1) la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2) la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le Gouvernement est autorisé à procéder au financement par l'emprunt et par le recours à tout autre instrument financier dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III. – Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat.

*Droits de douane et impôts indirects*

Article 2

I. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, autorisation est donnée au gouvernement, pendant l'année budgétaire 2023, à l'effet de :

- modifier ou suspendre par décrets à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation ainsi que les taxes intérieures de consommation prévus par le dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;
- modifier ou compléter par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, sont ratifiés, les décrets ci-après, pris en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi de finances pour l'année budgétaire 2022 :

- décret n° 2-22-393 du 2 kaada 1443 (2 juin 2022) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable à certaines graines oléagineuses et aux huiles brutes ;
- décret n° 2-22-818 du 22 rabii II 1444 (19 octobre 2022) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux bovins domestiques.

*Code des douanes et impôts indirects*

Article 3

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions des articles 18-1°, 66 bis, 68, 117, 164-1°, 182-1°, 235, 240, 252, 294, et 294 bis du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 18-1°. – A l'exportation et sur demande des exportateurs, l'administration vise, le cas échéant, les certificats attestant l'origine marocaine des produits exportés. »

« Article 66 bis. – Les effets de commerce, les avoirs sous forme de billet de banque et les autres moyens de paiement et les instruments financiers au porteur et négociables sont soumis, ..... ou supérieur à 100.000 dirhams. »

« Article 68. – 1° Nul ne peut ..... en douane ;  
« 2° L'agrément de transitaire .....  
« les conditions suivantes :

« a) .....

« b) être titulaire d'une licence ou d'un diplôme reconnu  
« équivalent. Toutefois, sont dispensés de cette obligation :

« – les agents de l'administration classés au moins à  
« l'échelle 10 du statut général de la fonction publique  
« et ayant accompli quinze (15) années d'exercice effectif  
« au sein de l'administration ;

« – les gérants des personnes morales exerçant l'activité  
« de transit ayant accompli au moins quinze (15) années  
« d'expérience en cette qualité.

« c) justifier .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 117. – Le soumissionnaire et la caution sont  
« ..... au vu du « certificat de décharge ».

« Toutefois, en cas d'apurements .....  
« « certificat de décharge partiel », au terme de chaque  
« opération d'apurement partiel et à concurrence des quantités  
« apurées. »

« Article 164. – 1° - Sont importés .....  
« l'article 5 ci-dessus :

« a) .....

« .....

« .....

« .....

« p) ..... ils sont destinés.

« Cette exonération est accordée .....  
« ..... le cadre d'une convention  
« en vigueur, avec possibilité de proroger ce délai de  
« vingt-quatre (24) mois ;

« Les importations des biens d'équipement, .....  
« promulguée par le dahir n° 1-11-44 du 29 jourmada II 1432  
« (2 juin 2011) ;

« q) les équipements .....  
« .....  
« .....  
« .....

« x) ..... (3 octobre 1963) ;

« y) les médicaments et les produits pharmaceutiques  
« des positions tarifaires suivantes :

« – 30.01 à l'exception de la sous-position tarifaire  
« 3001.90.00.21 ;

« – 30.02 à l'exception des sous-positions tarifaires  
« 3002.41.00.90 et 3002.42 ;

« – 3003.10.80.10 ; 3003.20.90.10 ; 3003.31.00.10 ;  
« 3003.39.80.10 ; 3003.41.90.00 ; 3003.42.90.00 ;  
« 3003.43.90.00 ; 3003.49.90.10 ; 3003.60.80.90 ;  
« 3003.90.94.00 et 3003.90.95.00 ;

« – 3004.10.00.20 ; 3004.10.00.40 ; 3004.20.00.20 ;  
« 3004.20.00.50 ; 3004.31.00.30 ; 3004.32.00.20 ;  
« 3004.32.00.60 ; 3004.39.00.20 ; 3004.39.00.70 ;  
« 3004.41.00.80 ; 3004.42.00.80 ; 3004.43.00.80 ;  
« 3004.49.00.20 ; 3004.49.00.35 ; 3004.50.00.81 ;  
« 3004.60.00.80 ; 3004.90.00.20 et 3004.90.00.70. »

« Article 182. – 1° L'administration est chargée .....  
« sur le territoire assujéti :

« – les limonades, .....

« .....

« .....

« – les batteries pour véhicules ;

« – les produits sucrés. »

« Article 235. – 1° Les agents verbalisateurs ont le droit  
« de saisir en tout lieu :

« – les effets de commerce, les avoirs sous forme de  
« billet de banque et les autres moyens de paiement,  
« les instruments financiers au porteur et négociables  
« en cas de défaut ou de fausse déclaration ou en cas de  
« soupçon de blanchiment de capitaux ou financement  
« du terrorisme. Dans ce dernier cas, la levée de la saisie  
« ne peut être accordée que par ordonnance du ministère  
« public ou du juge d'instruction ou par décision  
« judiciaire.

« – les marchandises et les moyens de transport passibles  
« de confiscation ainsi que tous documents relatifs à ces  
« marchandises et moyens de transport.

« 2° - a) Les effets de commerce, les avoirs sous forme  
« de billet de banque et les autres moyens de paiement ainsi  
« que les instruments financiers au porteur et négociables saisis,  
« sont remis à l'ordonnateur du bureau du lieu de la saisie ;

« b) les marchandises et moyens de transport saisis sont :  
« – soit conduits et déposés au bureau ou poste de douane  
« le plus proche du lieu de la saisie ;  
« – soit confiés à la garde du prévenu ou d'un tiers sur les  
« lieux de la saisie ou dans une autre localité.

« Le gardien dépositaire .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 240. – Les faits constatés .....  
« des procès-verbaux.

« Ceux-ci doivent énoncer :

« .....

« .....

« Une copie des procès-verbaux .....  
« doivent mentionner :

« – .....

« – la description des objets ..... et leur quantité ;

« – les effets de commerce, les avoirs sous forme de billet  
« de banque et les autres moyens de paiement et les  
« instruments financiers au porteur et négociables ;

« – les mesures prises.....

*(la suite sans modification.)*

« Article 252. – Les infractions .....  
« les règles du droit commun. »

« Article 294. – Constituent des contraventions  
« douanières de deuxième classe :

« 1°- Toute mutation d'entrepôt ..... non autorisée ;

« .....  
« .....  
« 4° – Sans préjudice des dispositions .....  
« ou cette manœuvre.

« 5° – Les infractions aux dispositions des articles 46-2°,  
« 49-3°, .....  
(la suite sans modification.)

« Article 294 bis. – Les contraventions douanières de  
« deuxième classe sont punies :

« – d'une amende ..... passibles les marchandises :

« • pour les infractions visées aux 1°, 2° et 3° de  
« l'article 294 ci-dessus ..... (9 octobre 1977) ;

« • pour l'infraction ..... au 6 bis  
« de l'article 294 précité.

« – d'une amende égale à une fois et demie le montant  
« des droits et taxes éludés ou compromis pour les  
« infractions visées au 4° de l'article 294 ci-dessus.

« – d'une amende de 3.000 à 30.000 dhs pour .....  
(la suite sans modification.)

II.– A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le code des douanes  
et impôts indirects relevant de l'administration des douanes  
et impôts indirects précité, est complété par l'article 70 bis,  
le titre VI ter, intitulé « Zones d'Accélération Industrielle »  
composé par les articles 166 quater, 166 quinquies et 166 sexies  
comme suit :

« Article 70 bis. – L'agrément de transitaire est réputé  
« nul dans les cas suivants :

« – renonciation du transitaire à l'agrément ;

« – décès du transitaire ;

« – dissolution de la société titulaire de l'agrément.

« Est réputé également avoir renoncé à son agrément,  
« tout transitaire qui, sauf cas de force majeure, n'a pas, chaque  
« année, déposé et fait enregistrer en douane un minimum de  
« deux cent cinquante (250) déclarations à compter de la date  
« de l'expiration du délai de douze (12) mois de son obtention  
« de l'agrément. »

## « TITRE VI TER

### « ZONES D'ACCELERATION INDUSTRIELLE

« Article 166 quater. – 1 – Sans préjudice des dispositions  
« législatives et réglementaires en vigueur, une surveillance  
« permanente du service des douanes est assurée aux points  
« d'accès et de sortie des zones d'accélération industrielle.

« 2 – Les personnes ainsi que les moyens de transport  
« qui entrent dans les zones d'accélération industrielle ou qui  
« en sortent sont soumis au contrôle douanier.

« 3 – Le service des douanes est autorisé, à tout moment,  
« d'effectuer des contrôles lors de l'entrée, de la sortie ou  
« du séjour des marchandises dans les zones d'accélération  
« industrielle.

« Article 166 quinquies. – Les marchandises sortant des  
« zones d'accélération industrielle peuvent être :

« – exportées ou réexportées hors du territoire assujetti ;

« – introduites dans le territoire assujetti sous l'un des  
« régimes douaniers dans les conditions prévues par les  
« textes législatifs et réglementaires en vigueur. Toutefois,  
« la mise à la consommation desdites marchandises  
« dans le territoire assujetti ne peut être autorisée que  
« lorsque, pour des raisons commerciales justifiées, ces  
« marchandises ne peuvent être exportées.

« Article 166 sexies. – 1 – Les marchandises sortant des  
« zones d'accélération industrielle sont mises à la consommation  
« d'après l'espèce tarifaire et la valeur reconnue ou admise par  
« le service le jour de l'enregistrement de la déclaration de mise  
« à la consommation.

« Le taux des droits et taxes à l'importation exigibles est  
« celui en vigueur le jour de l'enregistrement de la déclaration  
« de mise à la consommation sous réserve des dispositions de  
« l'article 164 bis 1)-i ci-dessus.

« 2 – Lorsque lesdites marchandises ont été obtenues après  
« adjonction de produits d'origine marocaine ou nationalisés  
« par le paiement des droits et taxes, la valeur desdits  
« produits est déduite de la valeur à soumettre aux droits et  
« taxes en vigueur le jour de sa mise à la consommation. »

III. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le paragraphe 4 de  
l'article 81, les articles 82, 83 et 84 du code des douanes et  
impôts indirects relevant de l'administration des douanes et  
impôts indirects précité, sont abrogés.



- Vaccin Haemophilus type B Conjugue 10µG
- Vaccin inactif de l'Hépatite A adsorbé (Vaccin pédiatrique)
- Vaccin Inactif de l'Hépatite A adsorbé (Vaccin pour adulte)
- Vaccin Meningococcique A+C
- Vaccin Meningococcique conjugué des groupes A, C, W ET Y
- Vaccin papillomavirus humain [Types 16, 18] (Recombinant, avec adjuvant, adsorbé)
- Vaccin Pneumococcique osidique conjugué
- Vaccin Pneumococcique polysidique : polysaccharides capsulaires purifiés de types streptococcus pneumoniae
- Vaccin Pneumococcique polysidique conjugué 13-VALENT
- Vaccin polysaccharidique contre la méningo
- Vaccin Typhoïdique polysidique
- Virus de la grippe
- Virus de la Grippe quadrivalent fragmenté inactif
- Virus de la Rougeole vivant atténué dérivé de la souche Edmonston-Enders
- Virus vivants atténués de la Varicelle souche

**3<sup>1</sup>/ a-** Ne rentrent aux n°s 3003.10.80.10 et 3004.10.00.40 que les médicaments contenant des pénicillines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillinique, ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits dénommés suivants :

- |   |     |
|---|-----|
| - Amikacine   | DCI |
| - Gentamicine // Dexaméthasone // Tétrazoline (Chlorhydrate)                    | DCI |
| - Piperacilline   | DCI |
| - Piperacilline // Tazobactam   | DCI |
| - Piperacilline sodique   | DCI |
| - Tobramycine // Dexaméthasone  | DCI |
| - Mélange stérile de Clavulanate de potassium et d'amoxicilline sodique stérile | DCI |

**b-** Ne rentrent aux n°s 3003.20.90.10 et 3004.20.00.50 que les médicaments contenant les autres antibiotiques dénommés suivants :

- |  |     |
|--|-----|
| - Besifloxacine  | DCI |
| - Cefpodoxime Proxétile  | DCI |
| - Ceftaroline fosamil  | DCI |
| - Ceftazidime // Avibactam   | DCI |
| - Ceftolozane // Tazobactam  | DCI |
| - Cefuroxime (Sodique)   | DCI |
| - Ciprofloxacine   | DCI |
| - Dequalinium (Chlorhydrate)   | DCI |
| - Ertapénème   | DCI |
| - Gatifloxacine  | DCI |
| - Levofloxacine hémihydrate  | DCI |
| - Linezolid  | DCI |
| - Méropénème   | DCI |
| - Méropénème trihydrate  | DCI |
| - Miocamycine  | DCI |
| - Moxifloxacine (Chlorhydrate)                                       | DCI |
| - Norfloxacine   | DCI |
| - Ofloxacine   | DCI |
| - Sulfadiazine argentine   | DCI |
| - Tazobactam // Piperacilline  | DCI |
| - Teicoplanine   | DCI |
| - Tétracycline / Métronidazole // Sous citrate de bismuth potassique | DCI |
| - Tigécycline  | DCI |
| - Vancomycine  | DCI |
| - Vancomycine chlorhydrate   | DCI |
| - Vincristine (Sulfate)  | DCI |

**4/** Ne rentrent aux n°s 3003.31.00.10, 3003.39.80.10, 3004.31.00.30, 3004.32.00.60, 3004.39.00.70 que les médicaments contenant des hormones ou d'autres produits du n° 29.37 suivants:

**a- Contenant de l'insuline**

<sup>1</sup> la note 3b vient en remplacement de la note 2 et ne comprend que les DCI qui ont été communiquées par le Département de la Santé.

- Aspart
- Degludec
- Degludec // Insuline Asprate
- Detemir
- Glargine
- Glulisine
- Lispro

**b-Contenant autres hormones ou autres produits du n° 29.37**

- Chlormadinone // Ethinylestradiol
- Chlormadione Acetate // Ethinyl Estradiol Micronise
- Choriogonadotropine Alfa
- Desogestrel // Ethinylestradiol
- Doxorubicine (Chlorhydrate)
- Drospirenone // Ethinylestradiol
- Estradiol // Cyproterone (acetate)
- Estradiol // Dienogest
- Estradiol // Dydrogesterone
- Estradiol // Norethisterone
- Estriol
- Estramustine (phosphate)
- Ethinylestradiol
- Ethinylestradiol // Levonorgestrel
- Ethinylestradiol Dienogest
- Etonogestrel
- Etonogestrel // Ethinylestradiol
- Gonadotrophine Chorionique humaine
- Hydrocortisone (Hydrogenosuccinate)
- Hydroxyprogesterone caproate
- Levonorgestrel
- Levonorgestrel micronise
- Levothyroxine
- Levothyroxine sodique
- Medroxyprogesterone acetate
- Promestriene
- Somatostatine
- Somatropine
- Testosterone (Enanthate)
- Testosterone (Undecanoate)

5/ Ne rentrent aux n°s 3003.49.90.10 et 3004.49.00.35 que les médicaments contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés suivantes :

- Ergotamine // Cafeine
- Lidocaine // Benzalkonium Chlorure
- Lidocaine // Naphazoline
- Lidocaine // Noradrenaline
- Lidocaine // Prilocaine
- Lidocaine de base // Cetrimide
- Naloxone
- Nicotine
- Vinblastine
- Vincristine (sulfate)

6<sup>2</sup>/ Ne rentrent aux n°s 3003.90.95.00, 3004.50.00.81 et 3004.90.00.70 que les médicaments contenant :

**a- des principes actifs contre le paludisme suivants :**

- Atovaquone // Proguanil (chlorhydrate)
- Proguanil // Chloroquine

**b- des anti-inflammatoires et antipyrétiques suivants :**

- Buprenorphine

<sup>2</sup> la note 6 vient en remplacement des notes 2bis et 3 et ne comprend que les DCI qui ont été communiquées par le Département de la Santé.

- Cyclobenzaprine HCL
- Dexketoprofene
- Fentanyl
- Methylprednisolone
- Nalbuphine
- Oxycodone chlorhydrate
- Parecoxib (sodium)

**c- des vitamines suivants :**

- Acide ascorbique // Alpha-Tocopherol // Rutoside
- Association vitaminique
- Calcium (carbonate) // Cholecalciferol
- Calcium // Cholecalciferol
- Folate (de calcium)

**7/ Ne rentrent au n° 3003.90.94.00 que les médicaments antidiabétiques suivants:**

- a- Biguanides (activateurs de l'AMP-kinase)
  - Metformine (DCI)
- b- Sulfonylurées (bloqueurs des canaux KATP membranaires des cellules bêta)
  - Glibenclamide DCI
  - Gliclazide "
  - Glimépiride "
  - Glipizide "
- c- Glinides (bloqueurs des canaux KATP membranaires des cellules bêta)
  - Natléglinide (DCI)
  - Répaglinide "
- d- Gliptines (inibiteurs de la dipeptidylpeptidase-4 ou DPP-4)
  - Sitagliptine (DCI)
  - Vildagliptine "
  - Saxagliptine "
  - Linagliptine "
- e- Incrétinomimétiques (agonistes/analogues du GLP-1)
  - Liraglutide (DCI)
  - Dulaglutide "
- f- Gliflozines (Inibiteurs du SGLT2)
  - Canagliflozine (DCI)
  - Dapagliflozine "
  - Empagliflozine "
- g- Inibiteurs des alpha glucosidases (DCI)
  - Acarbose

| Codification |  | Désignation des Produits   | Droit d'importation | Unité de Quantité Normalisée | Unités Complémentaires |
|--------------|--|--|---------------------|------------------------------|------------------------|
| 09.01        |  | <p>Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.</p> <p>- Café non torréfié :</p> |                     |                              |                        |

|   |       |         |    |    |   |     |    |   |
|---|-------|---------|----|----|---|-----|----|---|
| 1 |       | 0901.11 | 00 | 00 | -- Non décaféiné.....   | 2,5 | kg | - |
| 1 |       | 0901.12 | 00 | 00 | -- Décaféiné.....   | 2,5 | kg | - |
|   | 30.01 |         |    |    | <b>Glandes et autres organes à usages opothérapiques, à l'état desséché, même pulvérisés; extraits, à usages opothérapiques, de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions; héparine et ses sels; autres substances humaines ou animales préparées à des fins thérapeutiques ou prophylactiques non dénommées ni comprises ailleurs.</b>                        |     |    |   |
| 8 |       | 3001.20 | 00 | 00 | - Extraits de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions .....  | 2,5 | kg | - |
|   |       | 3001.90 | 00 |    | - Autres  |     |    |   |
|   |       |         |    | 10 | --- glandes et autres organes à usages opothérapiques, à l'état desséché, même pulvérisés .....   | 2,5 |    |   |
|   |       |         |    |    | --- héparine et ses sels :  |     |    |   |
| 5 |       |         |    | 21 | ---- énoxaparine.....   | 2,5 | kg | - |
| 5 |       |         |    | 29 | ---- autres.....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    |    | --- morceaux d'os, organes et les autres tissus humains ou animaux, vivants ou conservés, propres à la réalisation de greffes ou d'implants permanents:   |     |    |   |
| 8 |       |         |    | 31 | ---- cornée .....   | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 32 | ---- moelles .....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 33 | ---- cœurs .....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 34 | ---- reins .....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 35 | ---- foies .....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 38 | ---- autres .....   | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 90 | ---- autres.....  | 2,5 | kg | - |
|   | 30.02 |         |    |    | <b>Sang humain; sang animal préparé en vue d'usages thérapeutiques, prophylactiques ou de diagnostic; antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques, même modifiés ou obtenus par voie biotechnologique; vaccins, toxines, cultures de micro-organismes (à l'exclusion des levures) et produits similaires; cultures de cellules, même modifiées.</b> |     |    |   |
|   |       |         |    |    | - Antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques même modifiés ou obtenus par voie biotechnologiques :   |     |    |   |
|   |       | 3002.12 |    |    | -- Antisérums et autres fractions du sang   |     |    |   |
| 5 |       |         |    | 10 | 00 --- hémoglobine, globulines du sang et sérums globulines.....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 20 | 00 --- sérums normaux et sérums spécifiques.....  | 2,5 | kg | - |
|   |       |         |    |    | --- autres :  |     |    |   |
| 8 |       |         |    | 92 | 00 ---- d'origine animale.....  | 2,5 | kg | - |
|   |       |         |    | 98 | ---- autres :   |     |    |   |
| 8 |       |         |    | 10 | ---- conditionnés pour la vente au détail.....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 90 | ---- non conditionnés pour la vente au détail.....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       | 3002.13 | 00 | 00 | -- Produits immunologiques, non mélangés et ni présentés sous forme de doses, ni conditionnés pour la vente au détail.....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       | 3002.14 | 00 | 00 | -- Produits immunologiques, mélangés et non présentés sous forme de doses, ni conditionnés pour la vente au détail.....   | 2,5 | kg | - |
| 8 |       | 3002.15 | 00 | 00 | -- Produits immunologiques, présentés sous forme de doses, ou conditionnés pour la vente au détail.....   | 2,5 | kg | - |
|   |       |         |    |    | - Vaccins, toxines, cultures de micro-organismes (à l'exclusion des levures) et produits similaires :   |     |    |   |
|   |       | 3002.41 | 00 |    | -- Vaccins pour la médecine humaine   |     |    |   |
| 8 |       |         |    | 10 | --- visés à la note complémentaire n° 2 du présent Chapitre.....  | 2,5 | kg | - |
| 8 |       |         |    | 90 | --- autres.....   | 40  | kg | - |
|   |       | 3002.42 |    |    | -- Vaccins pour la médecine vétérinaire   |     |    |   |
| 8 |       |         |    | 10 | 00 --- vaccins antiaphteux.....   | 10  | kg | - |

|   |                |    |    |  |      |    |   |  |
|---|----------------|----|----|--|------|----|---|--|
| 8 |                | 91 | 00 | --- autres :   |      |    |   |  |
| 8 |                | 99 | 00 | ---- vaccins visés à la note complémentaire n° 1 du présent Chapitre.....  | 40   | kg | - |  |
|   |                | 00 |    | ---- autres .....  | 2,5  | kg | - |  |
|   | <b>3002.49</b> |    |    | <b>-- Autres</b>   |      |    |   |  |
|   |                |    |    | --- toxines:   |      |    |   |  |
| 8 |                | 11 |    | ---- saxitoxine d'origine animale.....   | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 12 |    | ---- ricine.....   | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 19 |    | ---- autres.....   | 2,5  | kg | - |  |
|   |                |    |    | --- cultures de micro-organismes (à l'exclusion des levures):  | 2,5  |    |   |  |
| 8 |                | 21 |    | ---- ferments lactiques .....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 29 |    | ---- autres.....   | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 30 |    | --- virus humains, animaux ou végétaux, ainsi que les antivirus  | 2,5  | kg | - |  |
|   |                |    |    | --- autres :   |      |    |   |  |
| 8 |                | 91 |    | ---- d'origine animale.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 99 |    | ---- autres .....  | 2,5  | kg | - |  |
|   |                |    |    | <b>- Cultures de cellules, même modifiées :</b>  |      |    |   |  |
| 5 | <b>3002.51</b> | 00 | 00 | <b>-- Produits de thérapie cellulaire</b>  | 2,5  | kg | - |  |
|   | <b>3002.59</b> | 00 | 00 | <b>-- Autres</b>   | 2,5  | kg | - |  |
|   | <b>3002.90</b> | -  |    | <b>- Autres</b>  |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 | 00 | --- sang humain.....   | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 20 | 00 | --- sang animal préparé en vue d'usages thérapeutiques, prophylactiques ou de diagnostic.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 90 | 00 | --- autres   | 2,5  | kg | - |  |
|   | <b>30.03</b>   |    |    | <b>Médicaments (à l'exclusion des produits des n°s 30.02, 30.05 ou 30.06) constitués par des produits mélangés entre eux, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, mais ni présentés sous forme de doses, ni conditionnés pour la vente au détail.</b> |      |    |   |  |
|   |                |    |    | <b>- Contenant des pénicillines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits</b>   |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 | 00 | --- pour la médecine vétérinaire.....  | 10   | kg | - |  |
|   |                | 80 |    | --- autres :   |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 |    | ---- autres, visés à la note complémentaire n° 3a du présent Chapitre....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 90 |    | ---- autres.....   | 17,5 | kg | - |  |
|   | <b>3003.20</b> |    |    | <b>- Autres, contenant des antibiotiques</b>   |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 | 00 | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10   | kg | - |  |
|   |                | 90 |    | --- autres :   |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 |    | ---- autres, visés à la note complémentaire n° 3b du présent Chapitre....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 90 |    | ---- autres.....   | 17,5 | kg | - |  |
|   |                |    |    | <b>- Contenant des hormones ou d'autres produits du n° 29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques :</b>  |      |    |   |  |
|   | <b>3003.31</b> | 00 |    | <b>-- Contenant de l'insuline</b>  |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 |    | --- visés à la note complémentaire n° 4a du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 90 |    | --- autres.....  | 17,5 | kg | - |  |
|   | <b>3003.39</b> |    |    | <b>-- Autres</b>   |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 | 00 | --- pour la médecine vétérinaire.....  | 10   | kg | - |  |
|   |                | 80 |    | --- autres :   |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 |    | ---- autres, visés à la note complémentaire n° 4b du présent Chapitre....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |                | 90 |    | ---- autres.....   | 17,5 | kg | - |  |
|   |                |    |    | <b>- Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n° 29.37, ni antibiotiques</b>  |      |    |   |  |
|   | <b>3003.41</b> |    |    | <b>-- Contenant de la pseudoéphédrine (DCI) ou ses sels</b>  |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 | 00 | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10   | kg | - |  |
| 8 |                | 90 | 00 | --- autres .....   | 17,5 | kg | - |  |
|   | <b>3003.42</b> |    |    | <b>-- Contenant de la pseudoéphédrine (DCI) ou ses sels</b>  |      |    |   |  |
| 8 |                | 10 | 00 | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10   | kg | - |  |
| 8 |                | 90 | 00 | --- autres .....   | 17,5 | kg | - |  |

|   |              |                |  |      |    |   |  |
|---|--------------|----------------|--|------|----|---|--|
|   |              | <b>3003.43</b> | <b>-- Contenant de la noréphédrine ou ses sels</b>   |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | 00 --- pour la médecine vétérinaire.....   | 10   | kg | - |  |
| 8 |              | 90             | 00 --- autres .....  | 17,5 | kg | - |  |
|   |              | <b>3003.49</b> | <b>-- Autres</b>   |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | 00 --- pour la médecine vétérinaire.....   | 10   | kg | - |  |
|   |              | 90             | --- autres :   |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | ---- autres, visés à la note complémentaire n° 5 du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 90             | ---- autres.....   | 17,5 | kg | - |  |
|   |              | <b>3003.60</b> | <b>- Autres, contenant des principes actifs contre le paludisme décrits dans la Note 2 de sous-positions du présent Chapitre</b>   |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | 00 --- pour la médecine vétérinaire .....  | 10   | kg | - |  |
|   |              | 80             | --- autres :   |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | ---- chloroquine.....  | 17,5 | kg | - |  |
| 8 |              | 90             | ---- autres.....   | 2,5  | kg | - |  |
|   |              | <b>3003.90</b> | <b>- Autres</b>  |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | 00 --- pour la médecine vétérinaire .....  | 10   | kg | - |  |
|   |              |                | --- autres :   |      |    |   |  |
| 8 |              | 94             | 00 --- médicaments visés à la note complémentaire n° 7 du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 95             | 00 --- autres, visés à la note complémentaire n° 6 du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 98             | 00 --- autres.....   | 17,5 | kg | - |  |
|   | <b>30.04</b> |                | <b>Médicaments (à l'exclusion des produits des n°s 30.02, 30.05 ou 30.06) constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses (y compris ceux destinés à être administrés par voie percutanée) ou conditionnés pour la vente au détail.</b> |      |    |   |  |
|   |              | <b>3004.10</b> | <b>00 - Contenant des pénicillines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits</b>  |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | --- pour la médecine vétérinaire.....  | 10   | kg | - |  |
| 8 |              | 20             | --- autres, antimétabolites y compris les spécialités des traitements préopératoires ou postopératoires en chimiothérapie ou en radiothérapie ....   | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 40             | --- autres, visés à la note complémentaire n° 3a du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 80             | --- autres.....  | 40   | kg | - |  |
|   |              | <b>3004.20</b> | <b>00 - Autres, contenant des antibiotiques</b>  |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10   | kg | - |  |
| 8 |              | 20             | --- autres, antimétabolites y compris les spécialités des traitements préopératoires ou postopératoires en chimiothérapie ou en radiothérapie ....   | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 50             | --- autres, visés à la note complémentaire n° 3b du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 80             | --- autres.....  | 40   | kg | - |  |
|   |              |                | <b>- Contenant des hormones ou d'autres produits du n° 29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques :</b>  |      |    |   |  |
|   |              | <b>3004.31</b> | <b>00 -- Contenant de l'insuline</b>   |      |    |   |  |
| 8 |              | 30             | --- visés à la note complémentaire n° 4a du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 80             | --- autres.....  | 40   | kg | - |  |
|   |              | <b>3004.32</b> | <b>00 - - Contenant des hormones corticostéroïdes, leurs dérivés et analogues structurels</b>  |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10   | kg | - |  |
| 8 |              | 20             | --- autres, antimétabolites y compris les spécialités des traitements préopératoires ou postopératoires en chimiothérapie ou en radiothérapie....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 60             | --- autres, visés à la note complémentaire n° 4b du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 80             | --- autres.....  | 40   | kg | - |  |
|   |              | <b>3004.39</b> | <b>00 -- Autres</b>  |      |    |   |  |
| 8 |              | 10             | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10   | kg | - |  |
| 8 |              | 20             | --- autres, antimétabolites y compris les spécialités des traitements préopératoires ou postopératoires en chimiothérapie ou en radiothérapie ....   | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 70             | --- autres, visés à la note complémentaire n° 4b du présent Chapitre.....  | 2,5  | kg | - |  |
| 8 |              | 80             | --- autres.....  | 40   | kg | - |  |
|   |              |                | <b>- Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n° 29.37, ni antibiotiques</b>  |      |    |   |  |

|   |         |    |  |     |    |   |  |
|---|---------|----|--|-----|----|---|--|
| 8 | 3004.41 | 00 | -- Contenant de l'éphédrine ou ses sels  |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10  | kg | - |  |
| 8 |         | 80 | --- autres .....   | 2,5 | kg | - |  |
| 8 | 3004.42 | 00 | -- Contenant de la pseudoéphédrine (DCI) ou ses sels   |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10  | kg | - |  |
| 8 |         | 80 | --- autres.....  | 2,5 | kg | - |  |
| 8 | 3004.43 | 00 | -- Contenant de la noréphédrine ou ses sels  |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10  | kg | - |  |
| 8 |         | 80 | --- autres.....  | 2,5 | kg | - |  |
| 8 | 3004.49 | 00 | -- Autres  |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | --- pour la médecine vétérinaire.....  | 10  | kg | - |  |
| 8 |         | 20 | --- autres, antimitotiques y compris les spécialités des traitements<br>préopératoires ou postopératoires en chimiothérapie ou en radiothérapie....  | 2,5 | kg | - |  |
| 8 |         | 35 | --- autres, visés à la note complémentaire n° 5 du présent Chapitre.....   | 2,5 | kg | - |  |
| 8 |         | 80 | --- autres.....  | 2,5 | kg | - |  |
| 8 | 3004.50 | 00 | - Autres, contenant des vitamines ou d'autres produits du n° 29.36   |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | --- pour la médecine vétérinaire.....  | 10  | kg | - |  |
| 8 |         |    | --- autres :   |     |    |   |  |
| 8 |         | 81 | ----- autres, visés à la note complémentaire n° 6c du présent Chapitre....   | 2,5 | kg | - |  |
| 8 |         | 89 | ----- autres.....  | 40  | kg | - |  |
| 8 | 3004.60 | 00 | - Autres, contenant des principes actifs contre le paludisme décrits dans la<br>Note 2 de sous-positions du présent Chapitre   |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | --- pour la médecine vétérinaire .....   | 10  | kg | - |  |
| 8 |         |    | --- autres :   |     |    |   |  |
| 8 |         | 40 | ---- chloroquine.....  | 40  | kg | - |  |
| 8 |         | 80 | ---- autres.....   | 2,5 | kg | - |  |
| 8 | 3004.90 | 00 | - Autres   |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | --- pour la médecine vétérinaire.....  | 10  | kg | - |  |
| 8 |         | 20 | --- autres, antimitotiques y compris les spécialités des traitements<br>préopératoires ou postopératoires en chimiothérapie ou en radiothérapie ....   | 2,5 | kg | - |  |
| 8 |         | 70 | --- autres, visés à la note complémentaire n° 6a ou 6b du présent Chapitre   | 2,5 | kg | - |  |
| 8 |         | 80 | --- autres.....  | 2,5 | kg | - |  |
| 8 | 30.05   |    | <b>Ouates, gazes, bandes et articles analogues (pansements, sparadraps,<br/>sinapismes, par exemple), imprégnés ou recouverts de substances<br/>pharmaceutiques ou conditionnés pour la vente au détail à des fins<br/>médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires.</b>  |     |    |   |  |
| 8 |         |    | <b>- Pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive</b>  |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | --- imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques (y compris<br>les timbres transdermiques ou "patch") :   |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | ---- sparadraps.....   | 2,5 | kg | - |  |
| 8 |         | 90 | ---- autres.....   | 2,5 | kg | - |  |
| 8 |         | 90 | --- autres :   |     |    |   |  |
| 8 |         | 11 | ---- articles en ouate.....  | 40  | kg | - |  |
| 8 |         | 12 | ---- articles en gaze.....   | 40  | kg | - |  |
| 8 |         | 19 | ---- autres.....   | 40  | kg | - |  |
| 8 | 3005.90 |    | <b>- Autres</b>  |     |    |   |  |
| 8 |         | 10 | 00 --- imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques (y compris<br>les timbres transdermiques ou "patch") :  | 40  | kg | - |  |
| 8 |         | 90 | --- autres :   |     |    |   |  |
| 8 |         | 11 | ---- ouates.....   | 40  | kg | - |  |
| 8 |         | 12 | ---- gazes.....  | 40  | kg | - |  |
| 8 |         | 13 | ---- bandes plâtrées .....   | 40  | kg | - |  |
| 8 |         | 19 | ---- autres.....   | 40  | kg | - |  |
| 8 | 30.06   |    | <b>Préparations et articles pharmaceutiques visés à la Note 4 du présent<br/>Chapitre.</b>   |     |    |   |  |
| 8 |         |    | <b>- Catguts stériles, ligatures stériles similaires pour sutures chirurgicales ( y<br/>compris les fils résorbables stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire) et<br/>adhésifs stériles pour tissus organiques utilisés en chirurgie pour refermer<br/>les plaies; laminaires stériles; hémostatiques résorbables stériles pour la</b> |     |    |   |  |
| 8 | 3006.10 |    |  |     |    |   |  |

|   |                |    |    |   |      |    |   |
|---|----------------|----|----|---|------|----|---|
|   |                |    |    | <b>chirurgie ou l'art dentaire ; barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire, résorbables ou non</b>  |      |    |   |
| 5 |                | 10 | 00 | --- catguts stériles .....  | 40   | kg | - |
| 5 |                | 50 | 00 | --- ligatures stériles similaires pour sutures chirurgicales ( y compris les fils résorbables stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire) .....   | 40   | kg | - |
| 5 |                | 80 | 00 | --- autres.....   | 2,5  | kg | - |
|   | <b>3006.30</b> |    |    | <b>- Préparations opacifiantes pour examens radiographiques; réactifs de diagnostic conçus pour être employés sur le patient</b>  |      |    |   |
|   |                | 10 | 00 | --- préparations opacifiantes pour examens radiographiques.....   | 2,5  | kg | - |
|   | <b>3006.40</b> | 20 | 00 | --- réactifs de diagnostic conçus pour être employés sur le patient.....  | 2,5  | kg | - |
|   |                |    |    | <b>- Ciments et autres produits d'obturation dentaire; ciments pour la réfection osseuse</b>  |      |    |   |
| 8 |                | 10 | 00 | --- ciments et autres produits d'obturation dentaire.....   | 2,5  | kg | - |
| 8 |                | 20 | 00 | --- ciments pour la réfection osseuse.....  | 2,5  | kg | - |
| 8 | <b>3006.50</b> | 00 | 00 | <b>- Trousses et boîtes de pharmacie garnies, pour soins de première urgence</b>  | 2,5  | kg | - |
|   | <b>3006.60</b> |    |    | <b>- Préparations chimiques contraceptives à base d'hormones, d'autres produits du n° 29.37 ou de spermicides</b>   |      |    |   |
| 8 |                | 10 | 00 | --- préparations chimiques contraceptives à base d'hormones .....   | 2,5  | kg | - |
| 8 |                | 90 | 00 | --- autres.....   | 2,5  | kg | - |
| 8 | <b>3006.70</b> | 00 | 00 | <b>- Préparations présentées sous forme de gel conçues pour être utilisées en médecine humaine ou vétérinaire comme lubrifiant pour certaines parties du corps lors des opérations chirurgicales ou des examens médicaux ou comme agent de couplage entre le corps et les instruments médicaux</b>                              | 2,5  | kg | - |
|   |                |    |    | <b>- Autres:</b>  |      |    |   |
| 8 | <b>3006.91</b> | 00 | 00 | -- Appareillages identifiables de stomie.....   | 2,5  | kg | - |
| 8 | <b>3006.92</b> | 00 | 00 | -- Déchets pharmaceutiques.....   | 2,5  | kg | - |
|   | <b>3006.93</b> | 00 |    | <b>-- Placebos et trousse pour essais cliniques masqués (ou à double insu), destinés à un essai clinique reconnu, présentés sous forme de doses</b>   |      |    |   |
| 8 |                | 10 |    | --- placebos.....   | 2,5  | kg | - |
| 8 |                | 20 |    | --- trousse.....  | 2,5  | kg | - |
|   | <b>34.02</b>   |    |    | <b>Agents de surface organiques (autres que les savons); préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que celles du n° 34.01.</b>   |      |    |   |
|   |                |    |    | .....   |      |    |   |
|   | <b>3402.90</b> |    |    | <b>- Autres</b>   |      |    |   |
|   |                |    |    | --- préparations tensio-actives :   |      |    |   |
|   |                |    |    | .....   |      |    |   |
|   |                | 17 |    | ---- autres:  |      |    |   |
|   |                |    |    | .....   |      |    |   |
| 8 |                | 90 |    | .....   |      |    |   |
| 8 |                | 80 | 00 | --- préparations de nettoyage.....  | 40   | kg | - |
|   |                | 90 |    | .....   |      |    |   |
|   | <b>40.16</b>   |    |    | <b>Autres ouvrages en caoutchouc vulcanisé non durci.</b>   |      |    |   |
|   |                |    |    | .....   |      |    |   |
|   | <b>4016.93</b> | 00 |    | <b>-- Joints :</b>  |      |    |   |
| 8 |                | 10 |    | --- circulaires des types utilisés dans la fabrication des filtres de véhicules, d'un diamètre maximum de 160mm.....  | 17,5 | kg | - |
| 8 |                | 90 |    | --- autres.....   | 40   | Kg | - |
| 8 | <b>4016.94</b> | 00 | 00 | .....   |      |    |   |
|   | <b>48.10</b>   |    |    | <b>Papiers et cartons couchés au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, avec ou sans liants, à l'exclusion de tout autre couchage ou enduction, même coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format.</b> |      |    |   |
|   |                |    |    | .....   |      |    |   |
|   |                |    |    | <b>- Autres papiers et cartons :</b>  |      |    |   |

|   |       |         |    |    |   |      |    |   |
|---|-------|---------|----|----|---|------|----|---|
| 5 |       | 4810.92 | 00 | 10 | -- Multicouches   |      |    |   |
| 5 |       |         |    | 10 | --- papier duplex.....  | 10   | kg | - |
| 5 |       |         |    | 90 | --- autres.....   | 17,5 | kg | - |
| 5 |       | 4810.99 | 00 | 00 | .....   |      |    |   |
|   | 48.11 |         |    |    | Papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, couchés, enduits, imprégnés, recouverts, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles, de forme carrée ou rectangulaire, de tout format, autres que les produits des types décrits dans les libellés des n°s 48.03, 48.09 ou 48.10. |      |    |   |
|   |       | 4811.59 | 00 |    | --- Autres  |      |    |   |
| 5 |       |         |    | 70 | .....   |      |    |   |
| 5 |       |         |    | 80 | --- papiers imprégnés de résines acryliques ou phénoliques d'une épaisseur ne dépassant pas 1mm, présentés en bobines d'un diamètre compris entre 370 et 1100 mm et d'une hauteur comprise entre 100 et 1100 mm.....  | 2,5  | kg | - |
| 5 |       |         |    | 99 | --- autres, y compris le calque imprégné.....   | 17,5 | kg | - |
|   |       | 4811.60 |    |    | .....   |      |    |   |
|   | 84.21 |         |    |    | Centrifugeuses, y compris lesessoreuses centrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz.   |      |    |   |
|   |       | 8421.99 |    |    | --- Autres  |      |    |   |
|   |       |         | 21 |    | --- de moteurs pour véhicules automobiles :   |      |    |   |
| 7 |       |         |    | 10 | --- embase en métaux communs sous forme cylindrique d'une épaisseur comprise entre 2,5 et 4 mm et d'un diamètre externe excédant 95mm.....  | 17,5 | kg | - |
| 7 |       |         |    | 90 | --- autres.....   | 40   | kg | - |
| 7 |       |         | 29 | 00 | .....   |      |    |   |

Taxes intérieures de consommation

Article 5

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions des articles premier et 9 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages, tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées ou complétées comme suit :

« Article premier. – L'administration .....  
« dans le territoire assujetti :

« 1 – les limonades, .....  
« .....  
« .....  
« .....

« 13 – les batteries pour véhicules ;

« 14 – les produits sucrés. »

« Article 9. – Les quotités ..... sont fixées aux  
« tableaux A, C, F, G, H, I, J, K et L ci-après :

« A – .....

« C – Taxes intérieures de consommation applicables  
« aux produits énergétiques et aux bitumes.

| DÉSIGNATION DES PRODUITS   | UNITÉ DE PERCEPTION | QUOTITÉ (DH) |
|--|---------------------|--------------|
| Huiles brutes .....  | .....               | .....        |
| .....  | .....               | .....        |
| .....  | .....               | .....        |
| - Préparation non dénommées .....<br>dont ces huiles constituent l'élément de base ..... | .....               | .....        |
| - Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux :<br>-- A l'état liquéfié :              |                     |              |
| --- Gaz naturel .....  | 100 kgs             | 0,00         |
| --- Autres .....   | -id-                | 4,60         |
| -- A l'état gazeux :   |                     |              |
| --- Gaz naturel .....  | 1000 m <sup>3</sup> | 0,00         |
| --- Autres .....   | -id-                | 2,00         |
| - Supercarburant du 27-07 NGP .....  | .....               | .....        |

« F – .....  
« .....  
« .....  
« K – .....

« L – Taxes intérieures de consommation applicables  
« sur les produits sucrés.

| DÉSIGNATION DES PRODUITS  | TENEUR EN SUCRE AJOUTÉ EN g/100g ou g/100ml | UNITÉ DE PERCEPTION | QUOTITÉ (EN DH) |
|---|---|---------------------|-----------------|
| - Biscuits .....  | Plus de 50                                  | 100 Kgs             | 70              |
| - Confiserie .....  | Plus de 70                                  | -id-                | 300             |
| - Chocolaterie :  |   |                     |                 |
| -- Barres chocolatées, chocolat en tablettes et en poudre ..... | Plus de 60                                  | 100 Kgs             | 200             |
| -- Autres (chocolat fourré et pâte à tartiner) .....            | Plus de 50                                  | -id-                | 150             |
| - Produits de la laiterie :                                     |   |                     |                 |
| -- Yoghourt présenté comme boisson .....                        | Plus de 10                                  | 100 Kgs             | 40              |
| -- Desserts lactés .....  | Plus de 20                                  | -id-                | 40              |
| -- Lait concentré .....   | Plus de 50                                  | -id-                | 40              |
| - Confiture et marmelade...                                     | Plus de 60                                  | 100 Kgs             | 50              |

II. – Les taxes intérieures de consommation applicables sur les produits sucrés prévus au (tableau L) de l'article 9 du dahir portant loi n° 1-77-340 précité tel qu'ajouté par le paragraphe (I) ci-dessus, sont perçues selon les quotités et les teneurs en sucre conformément aux indications du tableau ci-après :

| DÉSIGNATION DES PRODUITS                                  | Date d'application                          |                              | QUOTITÉ (DH)                 |                              |
|---|---|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
|   | 1 <sup>er</sup> janvier 2024                | 1 <sup>er</sup> janvier 2025 | 1 <sup>er</sup> janvier 2024 | 1 <sup>er</sup> janvier 2025 |
|   | Teneur en sucre ajouté en g/100g ou g/100ml |                              | En DH/100kg                  |                              |
| - Biscuits  | Plus de 40                                  | Plus de 30                   | 140                          | 210                          |
| - Confiserie  | Plus de 60                                  | Plus de 50                   | 600                          | 900                          |
| - Chocolaterie :  |   |                              |                              |                              |
| -- Barres chocolatées, chocolat en tablettes et en poudre | Plus de 50                                  | Plus de 40                   | 400                          | 600                          |
| -- Autres (chocolat fourré et pâte à tartiner)            | Plus de 40                                  | Plus de 30                   | 300                          | 450                          |
| - Produits de la laiterie :                               |   |                              |                              |                              |
| -- Yoghourt présenté comme boisson                        | Plus de 9                                   | Plus de 8                    | 80                           | 120                          |
| -- Desserts lactés  | Plus de 15                                  | Plus de 10                   | 80                           | 120                          |
| -- Lait concentré   | Plus de 40                                  | Plus de 30                   | 80                           | 130                          |
| - Confiture et marmelade                                  | Plus de 50                                  | Plus de 40                   | 100                          | 150                          |

Code général des impôts

Article 6

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions des articles 4, 6, 13, 19, 20, 28, 31, 40-I, 42 bis, 47, 57, 58, 59, 60, 61-II, 63, 64, 68, 73, 82-I, 82 quater-I, 86, 99, 124, 139-VI, 144-I-(C et D), 146, 151, 152, 156, 157, 160 bis, 165, 170, 171, 173, 174, 184, 191, 194, 222, 224, 228, 232-VIII, 241 bis, 247 (XXXVII et XXXVIII), 268, 270 et 273 du code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hja 1427 (31 décembre 2006), tel que modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 4. – Produits soumis à l'impôt retenu à la source

« Sont soumis à la retenue à la source au titre de l'impôt « sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, telle que prévue « aux articles 157-I, 158, 159 et 160 ci-dessous :

« I. – .....

« II. – .....

« III. – ..... non résidentes ;

« IV. – Les rémunérations allouées à des tiers visées à « l'article 15 bis ci-dessous, versées, mises à la disposition ou « inscrites en compte des personnes morales ou des personnes « physiques dont les revenus sont déterminés selon le régime « du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié ayant au « Maroc leur siège social, leur domicile fiscal ou un « établissement auquel se rattachent les produits servis.

« L'inscription en compte visée aux paragraphes I, II, « III et IV ci-dessus s'entend .....

(la suite sans modification.)

« Article 6. – Exonérations

« I. – Exonérations permanentes

« .....

« B. – (abrogé)

« C. – Exonérations permanentes en matière d'impôt « retenu à la source

« Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés retenu à la « source :

« 1°– Les produits des actions, parts sociales et revenus « assimilés suivants :

« – les dividendes .....

« .....l'impôt sur les sociétés.

« Ces produits, .....  
« ..... abattement de 100%.

« Toutefois, cet abattement ne s'applique pas aux produits  
« des actions, parts sociales et revenus assimilés perçus par  
« les sociétés soumises ou exonérées de l'impôt sur les sociétés  
« et provenant des bénéfices distribués par les O.P.C.I. précités ;

« – les sommes distribuées.....

« .....

« ..... loi n° 41-05 précitée ;

« – les dividendes perçus par les (O.P.C.I) précités ;

« – les dividendes et autres produits de participations  
« similaires de source étrangère versés, mis à la  
« disposition ou inscrits en compte des non-résidents,  
« par les sociétés installées dans les zones d'accélération  
« industrielle, régies par la loi n° 19-94 promulguée par  
« le dahir n° 1-95-1 du 24 chaabane 1415 (26 janvier 1995) ;

« – les dividendes et autres produits de participations  
« similaires de source étrangère versés, mis à la  
« disposition ou inscrits en compte des non-résidents  
« par les sociétés ayant le statut "Casablanca Finance City"  
« conformément aux textes législatifs et réglementaires  
« en vigueur, à l'exclusion des entreprises financières  
« visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 4 du décret-  
« loi n° 2-20-665 du 12 safar 1442 (30 septembre 2020)  
« portant réorganisation de "Casablanca Finance City"  
« tel que ratifié par la loi n° 70-20 promulguée par  
« le dahir n° 1-20-102 du 16 jourmada I 1442 (31 décembre  
« 2020) ;

« – les bénéfices.....

« .....

« ..... d'aéronefs affectés au transport international.

« D. – (abrogé)

« II.– EXONERATIONS TEMPORAIRES

« .....

« B.– Exonérations temporaires

« .....

« .....

« 4°– Bénéficiaire de l'exonération .....

« ..... et réglementaires en vigueur.

« 5°– Les entreprises hôtelières bénéficient, au titre  
« de leurs établissements hôteliers pour la partie de la base  
« imposable correspondant à leur chiffre d'affaires réalisé  
« en devises dûment rapatriées directement par elles ou pour  
« leur compte par l'intermédiaire d'agences de voyages de  
« l'exonération totale de l'impôt sur les sociétés pendant une  
« période de cinq (5) ans consécutifs qui court à compter de  
« l'exercice au cours duquel la première opération  
« d'hébergement a été réalisée en devises.

« Bénéficiaire également de l'exonération précitée, pour  
« la partie de la base imposable correspondant à leur chiffre  
« d'affaires réalisé en devises dûment rapatriées directement  
« par elles ou pour leur compte par l'intermédiaire d'agences  
« de voyages :

« – les sociétés de gestion des résidences immobilières de  
« promotion touristique, telles que définies par la  
« loi n° 01-07 édictant des mesures particulières relatives  
« aux résidences immobilières de promotion touristique  
« et modifiant et complétant la loi n° 61-00 portant  
« statut des établissements touristiques, promulguée par  
« le dahir n° 1-08-60 du 17 jourmada I 1429 (23 mai 2008) ;

« – les établissements d'animation touristique dont les  
« activités sont fixées par voie réglementaire.

« Cette exonération est accordée à condition que les  
« entreprises hôtelières et les établissements d'animation  
« touristique concernés produisent, en même temps que les  
« déclarations prévues aux articles 20, 82, 85 et 150 ci-dessous,  
« un état faisant ressortir :

« – l'ensemble des produits correspondants à la base  
« imposable ;

« – le chiffre d'affaires réalisé en devises par chaque  
« établissement hôtelier, ainsi que la partie de ce chiffre  
« d'affaires exonéré de l'impôt.

« L'inobservation des conditions précitées entraîne  
« la déchéance du droit à l'exonération, sans préjudice de  
« l'application de la pénalité et des majorations prévues aux  
« articles 186 et 208 ci-dessous.

« 6°– Les sociétés de services ayant le statut  
« "Casablanca Finance City ", conformément à la législation  
« et la réglementation en vigueur, à l'exclusion des entreprises  
« financières visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 4 du  
« décret-loi n° 2-20-665 précité, bénéficiaire de l'exonération  
« totale de l'impôt sur les sociétés pendant une période de  
« cinq (5) exercices consécutifs, à compter du premier exercice  
« d'octroi du statut précité.

« 7°– Les sociétés sportives constituées conformément  
« aux dispositions de la loi n° 30-09 relative à l'éducation  
« physique et aux sports, promulguée par le dahir n° 1-10-150  
« du 13 ramadan 1431 (24 août 2010), bénéficiaire de l'exonération  
« totale de l'impôt sur les sociétés pendant une période de  
« cinq (5) exercices consécutifs, à compter du premier exercice  
« d'exploitation.

« 8° – Les entreprises qui exercent leurs activités dans  
« les zones d'accélération industrielle, régies par la loi n° 19-94  
« précitée, bénéficient de l'exonération totale de l'impôt sur les  
« sociétés durant les cinq (5) premiers exercices consécutifs, à  
« compter de la date du début de leur exploitation.

« Toutefois et nonobstant toutes dispositions contraires,  
« cette exonération ne s'applique pas aux entreprises suivantes :

« – les sociétés qui exercent leurs activités dans lesdites  
« zones dans le cadre d'un chantier de travaux de  
« construction ou de montage ;

« – les établissements de crédit et organismes assimilés  
« ayant cette qualité conformément à la législation en  
« vigueur ;

« – les entreprises d'assurances et de réassurance et  
« les intermédiaires d'assurances, ayant cette qualité  
« conformément à la législation en vigueur.

« 9° – L'Agence spéciale Tanger-Méditerranée, ainsi que  
« les sociétés intervenant dans la réalisation, l'aménagement,  
« l'exploitation et l'entretien du projet de la zone spéciale de  
« développement Tanger-Méditerranée et qui s'installent dans  
« les zones d'accélération industrielle visées à l'article premier  
« du décret-loi n° 2-02-644 précité, bénéficient de l'exonération  
« totale de l'impôt sur les sociétés durant les cinq (5) premiers  
« exercices accordée aux entreprises installées dans lesdites  
« zones.

« C. – (abrogé)

« III. – .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 13. – Produits des actions, parts sociales et  
« revenus assimilés

« Les produits des actions, parts sociales et revenus  
« assimilés soumis .....

« I. – .....

« II. – des produits provenant de la distribution des  
« bénéfiques par les sociétés installées dans les zones  
« d'accélération industrielle et par celles ayant le statut  
« "Casablanca Finance City", à l'exclusion des dividendes et  
« autres produits de participations similaires de source  
« étrangère versés aux non-résidents visés à l'article 6-I-C-1°  
« ci-dessus.

« III. – des revenus et autres .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 19. – Taux d'imposition

« I. – Taux normal de l'impôt

« Sous réserve des dispositions du paragraphe  
« XXXVII-A de l'article 247 ci-dessous, le taux de l'impôt  
« sur les sociétés est fixé à :

« A. – 20% ;

« B. – 35%, en ce qui concerne les sociétés dont le  
« montant du bénéfice net est égal ou supérieur à cent millions  
« (100 000 000) de dirhams ;

« C. – 40%, en ce qui concerne les établissements de  
« crédit et organismes assimilés, Bank Al-Maghrib, la Caisse  
« de dépôt et de gestion et les entreprises d'assurances et de  
« réassurance.

« Les entreprises d'assurances .....

« .....Takaful.

« II. – (abrogé)

« III. – .....

« IV. – Taux de l'impôt retenu à la source

« Les taux de l'impôt sur les sociétés retenu à la source  
« sont fixés à :

« .....

« B. – 10% du :

« – montant des produits bruts, hors taxe sur la valeur  
« ajoutée, perçus par les personnes physiques ou morales  
« non résidentes, énumérés à l'article 15 ci-dessus ;

« – montant des produits des actions, parts sociales et  
« revenus assimilés, énumérés à l'article 13 ci-dessus,  
« sous réserve des dispositions du paragraphe  
« XXXVII-C de l'article 247 ci-dessous ;

« C. – 20 % du montant, hors taxe sur la valeur ajoutée :

« 1°– des produits de placements ..... l'impôt  
« sur les sociétés ;

« 2°– des rémunérations allouées à des tiers visées à  
« l'article 15 *bis* ci-dessus.

« D. – (abrogé) »

« Article 20. – Déclaration du résultat fiscal et du chiffre  
« d'affaires

« I. – Les sociétés qu'elles .....  
« .....  
« ..... établi par l'administration.

« Concernant les sociétés civiles professionnelles  
« d'avocats, cette déclaration doit comporter, également, les  
« avances versées au titre de l'impôt sur les sociétés, au cours  
« de l'exercice clos, en vertu des dispositions de l'article 170-I  
« ci-dessous.

« Les sociétés à prépondérance .....  
*(la suite sans modification.)*

« Article 28. – Déductions sur le revenu global imposable  
« Sont déductibles du revenu ..... 25 ci-dessus :

« I. – .....  
« II. – .....  
« III.– A. – dans la limite de 10% .....  
« .....  
« .....  
« ..... l'article 200 ci-dessous.

« Lorsque l'assuré procède au rachat de ses cotisations  
« avant la durée de huit (8) ans et/ou avant l'âge de cinquante  
« ans, le montant total du rachat est .....  
« ..... concerné au taux visé à l'article 73-II-G-8°  
« ci-dessous sans abattement, sans préjudice.....  
*(la suite sans modification.)*

« Article 31. – Exonérations et réduction d'impôt

« I. – Exonérations

« A.– .....  
« B. – Exonérations temporaires  
« .....  
« 2° – Les entreprises hôtelières et les établissements  
« d'animation touristique bénéficient de l'exonération totale  
« de l'impôt sur le revenu, pendant une période de cinq (5) ans,  
« dans les conditions prévues à l'article 6 (II-B-5°) ci-dessus.

« 3°– Les entreprises qui exercent leurs activités dans les  
« zones d'accélération industrielle bénéficient de l'exonération  
« totale durant les cinq (5) premiers exercices consécutifs à  
« compter de la date du début de leur exploitation.

« Toutefois, sont soumises à l'impôt sur le revenu dans  
« les conditions de droit commun, les entreprises qui exercent  
« leurs activités dans lesdites zones dans le cadre d'un chantier  
« de travaux de construction ou de montage ainsi que les  
« intermédiaires d'assurances ayant cette qualité conformément  
« à la législation en vigueur.

« C. – (abrogé)  
« II. – (abrogé)  
« III. – .....  
*(la suite sans modification.)*

« Article 40.– I.– Les personnes.....  
« .....  
« ..... ou activité.

« Toutefois, lorsque le chiffre d'affaires annuel au titre  
« des prestations de service réalisées, pour le compte d'un  
« même client, dépasse cinquante mille (50 000) dirhams, le  
« surplus est soumis à l'impôt sur le revenu, par voie de retenue  
« à la source opérée par ledit client au taux prévu à l'article  
« 73-II-G-9° ci-dessous. »

« Article 42 bis.– Détermination de la base imposable  
« Les personnes .....  
« ..... l'article 73-III ci-dessous.

« Toutefois, lorsque le chiffre d'affaires annuel au titre  
« des prestations de service réalisées, pour le compte d'un  
« même client, dépasse cinquante mille (50 000) dirhams, le  
« surplus est soumis à l'impôt sur le revenu, par voie de retenue  
« à la source opérée par ledit client au taux prévu à l'article  
« 73-II-G-9° ci-dessous.

« Les plus-values nettes résultant de la cession .....  
*(la suite sans modification.)*

« Article 47. – Exonération permanente et réduction  
« d'impôt

« I. – .....

« II. – (abrogé)

« III. – .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 57. – Exonérations

« Sont exonérés de l'impôt :

« 1° – .....

« .....

« .....

« 20° – le salaire mensuel brut .....

« ..... au 31 décembre 2026 dans la limite de dix  
« (10) salariés.

« L'exonération visée .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 58. – Détermination du revenu imposable

« I. – .....

« II. – Cas particuliers :

« A. – .....

« .....

« C. – Les rémunérations et les indemnités, occasionnelles  
« ou non

« Les rémunérations .....

« ..... à l'article 73-II-G-1° ci-dessous.

« Ladite retenue à la source est appliquée sur le montant  
« brut des rémunérations .....

« ..... à l'article 174-I ci-dessous.

« La retenue à la source visée ci-dessus ne dispense pas  
« les bénéficiaires des rémunérations susvisées de la déclaration  
« prévue à l'article 82 ci-dessous.

« Article 59. – Déductions

« Sont déductibles ..... l'article 57 ci-dessus :

« I. – Les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi,  
« calculés aux taux forfaitaires suivants :

« A. – 35% pour les personnes ne relevant pas des  
« catégories professionnelles visées aux B et C ci-après, dont  
« le revenu brut annuel imposable est inférieur ou égal à  
« soixante-dix-huit mille (78.000) dirhams.

« Ce taux est fixé à 25% pour les personnes dont le revenu  
« brut annuel imposable est supérieur à soixante-dix-huit  
« mille (78.000) dirhams, sans que cette déduction puisse  
« excéder trente-cinq mille (35.000) dirhams ;

« B. – pour les personnes relevant des catégories  
« professionnelles suivantes aux taux désignés ci-après  
« sans que cette déduction puisse excéder trente-cinq mille  
« (35.000) dirhams :

« – 25% pour le personnel .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 60. – Abattement forfaitaire

« I. – Pour la détermination du revenu net imposable ...

« ..... un abattement forfaitaire de :

« – 70% sur le montant brut qui ne dépasse pas

« annuellement .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 61. – II. – Sont considérés comme profits fonciers ..

« .....

« ..... en bourse des valeurs.

« Sont considérées comme sociétés à prépondérance

« immobilière toute société dont l'actif brut est constitué pour

« 50% au moins de sa valeur .....

« .....

« ..... toute opération visée ci-dessus. »

« Article 63. – Exonérations

« Sont exonérés de l'impôt :

« I. – (abrogé)

« II. – A. – .....

« B. – .....

« ..... superficie couverte.

« C. – le profit réalisé .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 64. – Détermination du revenu foncier  
« imposable

« I. – .....

« ..... pour le compte des locataires.

« II. – Le revenu net imposable des immeubles visés à

« l'article 61-I (A-1°, B et C) ci-dessus est obtenu en appliquant

« un abattement de 40% sur le montant du revenu foncier brut

« tel qu'il est défini au I ci-dessus.

« III. – Le revenu brut imposable .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 68. – Exonérations

« Sont exonérés de l'impôt :

« I. – .....

« .....

« .....

« III. – les dividendes et autres produits de participations

« similaires de source étrangère versés, mis à la disposition ou

« inscrits en compte des non-résidents par les sociétés installées

« dans les zones d'accélération industrielle et par celles ayant

« le statut "Casablanca Finance City" précitées, visées à

« l'article 6-I-C-1° ci-dessus ;

« IV. – les intérêts .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 73. – Taux de l'impôt

« I. – .....

« II. – Taux spécifiques

« le taux de l'impôt .....

« B.- 10 % :

« 1° – .....

« .....

« 6° – .....

« 7°- pour le montant des produits des actions, parts  
« sociales et revenus assimilés, énumérés à l'article 13 ci-dessus,  
« sous réserve des dispositions du paragraphe XXXVII-C de  
« l'article 247 ci-dessous.

« C. – 15% :

« 1° – .....

« 2° – pour les revenus .....de source étrangère ;

« 3°- (abrogé)

« 4°- pour le montant .....

« ..... (120.000) dirhams.

« D. – (abrogé)

« F. – 20% :

« 1° – .....

« .....

« .....

« 7° – (abrogé)

« 9° – pour les traitements, émoluments et salaires bruts  
« versés aux salariés qui travaillent pour le compte des sociétés  
« ayant le statut " Casablanca Finance City ", conformément à  
« la législation et la réglementation en vigueur, à l'exclusion des  
« entreprises financières visées aux paragraphes 1 et 2 de  
« l'article 4 du décret-loi n° 2-20-665 précité, pour une période  
« maximale de dix (10) ans, à compter de la date de prise de  
« leurs fonctions.

« Toutefois, les salariés .....

« ..... prévu au I ci-dessus ;

« 10° – .....

« 11° – ..... 40-II ci-dessus ;

« 12°– pour le montant, hors taxe sur la valeur ajoutée,  
« des rémunérations visées à l'article 45 bis-I ci-dessus.

« G.– 30% :

« 1° – pour les rémunérations .....

« ..... ne faisant pas partie du personnel  
« permanent de l'employeur ;

« 2°– (abrogé)

« 3°– pour les produits .....

« .....

« 7°– pour les profits.....144-II ci-dessous ;

« 8°– pour le montant brut des rachats des cotisations  
« et primes avant la durée de huit (8) ans et/ou avant l'âge de  
« cinquante ans, prévu à l'article 28-III-A ci-dessus ;

« 9°– pour le surplus du chiffre d'affaires visé à l'article  
« 45 bis-II ci-dessus.

« III.– .....

« ..... réglementaire.

« Les prélèvements aux taux fixés aux B (1°, 6° et 7°),  
« C (1°et 2°), F ....., G (3°, 7° et 9°) du paragraphe II  
« et au paragraphe III ci-dessus sont libératoires de l'impôt  
« sur le revenu. »

« Article 82.– I.– Sous réserve .....

« .....

« ..... résidence habituelle.

« Pour les propriétaires ou usufruitiers d'immeubles  
« titulaires de revenus fonciers, cette déclaration doit  
« comporter les indications suivantes :

« 1°– le nom et prénom ou la raison sociale de chaque  
« locataire ;

« 2°– le lieu de situation de chaque immeuble donné  
« en location, sa consistance ainsi que le numéro d'article  
« d'imposition à la taxe de services communaux ;

« 3°– le montant brut et net des loyers.

« En outre, la déclaration .....

« .....les indications suivantes :

« a) .....

« b) .....

« c) le nom ou ..... débirentier  
« ou toute personne, chargé d'opérer la retenue.

« La déclaration doit .....

« ..... par l'administration.

« Pour les avocats, cette déclaration doit comporter,  
« également, les avances versées au titre de l'impôt sur le  
« revenu, au cours de l'exercice clos, conformément aux  
« dispositions de l'article 173-III ci-dessous. »

« Article 82 quater – I.– Le contribuable .....

« .....

« 7°-..... 41-II-b ci-dessus, le cas échéant ;

« 8°- le montant du chiffre d'affaires annuel au titre des  
« prestations de service réalisées pour le compte du même  
« client qui dépasse cinquante mille (50 000) dirhams. »

« Article 86. – Dispense de la déclaration annuelle du  
« revenu global

« Ne sont pas tenus.....

« ..... 74 ci-dessus :

« 1° – (abrogé)

« 2°– les contribuables.....

*(la suite sans modification.)*

« Article 99. – Taux réduits

« Sont soumis à la taxe aux taux réduits :

« 1° – de 7% avec droit à déduction :

« .....

« .....

« 2° – de 10% avec droit à déduction :

« • les opérations d'hébergement .....

« .....

« .....

« • les transactions portant..... dahir portant

« loi n°1-93-213 précité ;

« • (abrogé)

« • Lorsqu'ils sont destinés à usage .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 124. – Modalités d'exonérations

« I. – Les exonérations prévues aux articles 91 (I-E-2°),  
« 92-I (5°,6°, .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 139.– VI. – Les notaires, .....

« ..... doivent donner lecture aux

« parties des dispositions des articles 83, 173-I, 186-B-2°, 187,  
« 208, 217 et 234 *quinquies* du présent code. »

« Article 144-I-C. – Exonération de la cotisation minimale

« 1° – .....

« 2° – .....

« 3°– Les personnes ..... la cotisation  
« minimale visé au D (2<sup>ème</sup> alinéa) ci-dessous, dû au titre des  
« exercices concernés par cette déclaration.

« D.– Taux de la cotisation minimale

« Le taux de la cotisation minimale est fixé à :

« – 0,25% ;

« – 4%, pour les professions définies .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 146. – Pièces justificatives de dépenses

« Tout achat .....

« .....

« ..... à l'article 231 ci-dessous.

« En outre, lorsque l'administration fiscale constate  
« l'émission d'une facture par ou au nom d'une entreprise  
« inactive au sens de l'article 228 *bis* ci-dessous la déduction  
« correspondante à cette facture n'est pas admise.

« La facture ou le document .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 151. – Déclaration des rémunérations allouées  
« à des tiers

« I. – Toute entreprise .....

« .....

« La déclaration dont il est délivré .....

« 1° – .....

« .....

« 5°– le montant, par catégorie, des sommes allouées  
« comptabilisées au titre des :

« .....

« – rabais, ..... après  
« facturation ;

« 6°– le montant, par catégorie, des rémunérations  
« versées, mises à la disposition ou inscrites en compte,  
« soumises à la retenue à la source ainsi que le montant de  
« l'impôt retenu à la source.

« II. – (abrogé)

« III. – (abrogé)

« IV. – Les entreprises qui versent des rémunérations,  
« aux personnes physiques dont le revenu professionnel est  
« déterminé selon le régime de la contribution professionnelle  
« unique ou celui de l'autoentrepreneur, en contrepartie  
« des prestations de service rendues, doivent joindre à la  
« déclaration prévue au paragraphe I du présent article, un  
« état détaillé de ces rémunérations selon un modèle établi  
« par l'administration.

« Article 152. – Déclaration des produits des actions, « parts sociales et revenus assimilés

« I – Les contribuables .....  
 « ..... , comportant :  
 « 1° .....  
 « 2° .....  
 « 3° – les éléments chiffrés de l'imposition :  
 « – date de ..... des produits distribués ;  
 « – montant global des produits distribués et les  
 « exercices sur lesquels ces produits ont été prélevés ;  
 « – date de la retenue à la source .....  
 (la suite sans modification.)

« Article 156. – Retenue à la source par les employeurs « et les débirentiers sur les salaires et rentes viagères

« I. – La retenue à la source .....  
 « .....  
 « .....  
 « Les rémunérations ..... prévu à l'article « 73 (II-G-1°) ci-dessus.

« La retenue à la source sur les rémunérations visées « à l'alinéa précédent est appliquée sur le montant brut .....  
 (la suite sans modification.)

« Article 157. – Retenue à la source sur les rémunérations « allouées à des tiers

« I. – La retenue à la source sur les honoraires, « commissions, courtages et autres rémunérations de même « nature prévus à l'article 15 bis ci-dessus doit être opérée, pour « le compte du Trésor, par les personnes morales de droit « public ou privé ainsi que par les personnes physiques dont « les revenus sont déterminés selon le régime du résultat net « réel ou celui du résultat net simplifié, qui versent, mettent à « la disposition ou inscrivent en compte des bénéficiaires « lesdites rémunérations.

« La retenue à la source précitée est imputable sur le « montant de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le « revenu, avec droit à restitution.

« II. – La retenue à la source sur le surplus prévu à « l'article 45 bis-II ci-dessus doit être opérée, pour le compte « du Trésor, par les personnes morales de droit public ou privé « ainsi que par les personnes physiques dont les revenus sont « déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du « résultat net simplifié. »

« Article 160 bis . – Retenue à la source au titre des « revenus fonciers versés à des personnes physiques par des « personnes morales de droit public ou privé ainsi que par « des personnes physiques dont les revenus professionnels sont « déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui du « résultat net simplifié

« La retenue à la source .....  
 « ..... l'article 198 ci-dessous.

« Toutefois, les personnes ..... à la source « susvisée, lorsque le montant des revenus fonciers annuels « brut imposable versé à un propriétaire ne dépasse pas trente « mille (30 000) dirhams. »

« Article 165. – Non cumul des avantages

« I. – Les avantages accordés aux entreprises installées dans « les zones d'accélération industrielle en vertu des dispositions « des articles 6 (I-C-1° et II-B-8°), 31 (I-B-3°), 68-III, 92-I-36° et « 129-IV-5° ci-dessus, sont exclusifs .....  
 (la suite sans modification.)

« Article 170. – Recouvrement par paiement spontané

« I. – A – L'impôt sur les sociétés donne lieu, « .....  
 « .....  
 « ..... sont dispensés du « versement des acomptes provisionnels dus au cours de leur « premier exercice d'imposition.

« B. – Les sociétés civiles professionnelles d'avocats « doivent en outre verser spontanément auprès du « secrétaire-greffier, à la caisse du tribunal, pour le compte « du receveur de l'administration fiscale, une avance sur l'impôt « sur les sociétés, au titre de l'exercice en cours, une seule fois « pour chaque dossier dans chaque niveau de juridiction, lors « du dépôt ou de l'enregistrement d'une requête, d'une demande « ou d'un recours ou lors de l'enregistrement d'un mandatement « ou d'une assistance dans une affaire devant les tribunaux « du Royaume. Le secrétaire-greffier doit s'assurer du « recouvrement de ladite avance lors de l'accomplissement « des formalités précitées.

« Le montant de l'avance précitée est déterminé selon « le tableau suivant :

| Tribunal                    | Montant de l'avance en dirhams |
|-----------------------------|--------------------------------|
| Tribunaux de premier degré  | 300                            |
| Tribunaux du deuxième degré | 400                            |
| Cour de cassation           | 500                            |

« Toutefois, pour les requêtes relatives aux ordonnances « sur requêtes et des constats conformément aux dispositions « de l'article 148 du code de procédure civile, le montant de « l'avance est fixé à cent (100) dirhams.

« Chaque versement de l'avance précitée est effectué par « un bordereau-avis selon un modèle établi par l'administration, « comportant les indications suivantes :

- « • la raison sociale et l'adresse du siège social ;
- « • le numéro d'identification fiscale ;
- « • la nature de l'affaire et le numéro du dossier ;
- « • le tribunal compétent et son siège ;
- « • le montant de l'avance sur l'impôt sur les sociétés « versé ;
- « • la date de versement de l'avance.

« Le secrétaire-greffier précité est tenu de verser à « l'administration fiscale, par procédé électronique, le montant « de ladite avance devant être recouvrée lors de « l'accomplissement des formalités précitées, durant le « mois qui suit celui au cours duquel l'encaissement a eu lieu, « accompagné d'un état récapitulatif selon un modèle établi « par l'administration.

« Les avances sur l'impôt sur les sociétés payées au cours  
« de l'exercice, sont imputables sur le montant de l'impôt sur  
« les sociétés dû au titre dudit exercice. Le montant du reliquat  
« éventuel reste acquis au Trésor.

« II. – .....  
« .....

« III. – En ce qui concerne les sociétés .....  
« ..... en vertu de l'article 6-II-B ci-dessus,  
« l'exercice de référence .....  
« .....

« VIII. – Le versement de l'impôt dû .....  
« ..... prévues aux articles 184 et 208  
« ci-dessous.

« L'impôt dû est calculé sur la base des plus-values  
« réalisées au taux prévu à l'article 19-I ci-dessus.

« Chaque versement .....  
(la suite sans modification.)

« Article 171. – Recouvrement par voie de retenue à la  
« source

« I. – A- l'impôt retenu à la source sur les produits visés  
« aux articles 13, 14, 14 bis, 15 et 15 bis ci-dessus, doit être versé  
« ..... d'effectuer la retenue à  
« la source.

« B- .....

« II. – Chaque versement est accompagné d'un  
« bordereau-avis selon un modèle établi par l'administration. »

« Article 173. – Recouvrement par paiement spontané

« I. – Est versé spontanément ..... fiscale :

« – le montant ..... année ;

« – l'impôt dû par le cédant afférent aux profits  
« constatés ou réalisés à l'occasion de la cession de biens  
« immobiliers ou de droits réels s'y rattachant, dans le  
« délai de déclaration prévu à l'article 83 ci-dessus, au  
« receveur de l'administration fiscale.

« Les personnes n'ayant pas souscrit la déclaration sur  
« la base des éléments de l'attestation de liquidation ainsi que  
« les personnes n'ayant pas demandé l'avis de l'administration  
« fiscale, visés à l'article 234 *quinquies* ci-dessous, sont  
« tenues de verser, à titre provisoire, auprès du receveur de  
« l'administration fiscale la différence entre le montant de  
« l'impôt déclaré et 10% du prix de cession, à l'exclusion des  
« personnes qui réalisent les opérations suivantes :

« • les opérations exonérées visées à l'article 63  
« (II et III) ci-dessus ;

« • les opérations d'apport de biens immeubles et/ou  
« des droits réels immobiliers à l'actif d'une société  
« ou d'un OPCI, prévues aux articles 161 bis-II et  
« 161 *quinquies* ci-dessus ;

« – l'impôt dû par le cédant afférent aux profits constatés  
« ou réalisés à l'occasion de la cession de valeurs  
« mobilières et autres titres de capital et de créance,  
« dans le délai de déclaration prévu à l'article 84  
« ci-dessus, au receveur de l'administration fiscale ;

« – l'impôt dû au titre des revenus .....  
« ..... du bénéficiaire ;

« – l'impôt dû par les contribuables qui souscrivent  
« les déclarations prévues aux articles 82,  
« 82 *quater*-II, 85 et 150 ci-dessus, dans les mêmes délais  
« prévus respectivement pour les déclarations précitées ;

« – l'impôt dû par ..... les délais suivants :

« • en cas d'option ..... a été réalisé ;

« • en cas d'option .....  
« ..... avril de l'année suivant celle au cours

« de laquelle le chiffre d'affaires a été réalisé.

« Le versement de l'impôt s'effectue .....  
« ..... de l'impôt acquité.

« II. – ..... article 82 *bis* ci-dessus.

« III. – Les avocats doivent verser spontanément auprès  
« du secrétaire-greffier, à la caisse du tribunal, pour le compte  
« du receveur de l'administration fiscale, une avance sur l'impôt  
« sur le revenu, au titre de l'exercice en cours, une seule fois  
« pour chaque dossier dans chaque niveau de juridiction, lors  
« du dépôt ou de l'enregistrement d'une requête, d'une demande  
« ou d'un recours ou lors de l'enregistrement d'un mandatement  
« ou d'une assistance dans une affaire devant les tribunaux  
« du Royaume. Le secrétaire-greffier doit s'assurer du  
« recouvrement de ladite avance lors de l'accomplissement  
« des formalités précitées.

« Le montant de l'avance est déterminé tel que prévu à  
« l'article 170-I- B ci-dessus.

« Chaque versement de l'avance est effectué par un  
« bordereau-avis selon un modèle établi par l'administration,  
« comportant les indications suivantes :

« • le nom, prénom et adresse du domicile fiscal de  
« l'avocat concerné ou le lieu de situation de son  
« principal établissement ;

« • l'identifiant national professionnel ;

« • le numéro d'identification fiscale ;

« • la nature de l'affaire et le numéro du dossier ;

« • le tribunal compétent et son siège ;

« • le montant de l'avance sur impôt sur le revenu  
« versée ;

« • la date de versement de l'avance.

« Le secrétaire-greffier est tenu de verser à l'administration  
« fiscale, par procédé électronique, le montant de ladite avance  
« devant être recouvrée lors de l'accomplissement des formalités  
« précitées, durant le mois qui suit celui au cours duquel  
« l'encaissement a eu lieu, accompagné d'un état récapitulatif  
« selon un modèle établi par l'administration.

« Les avances versées par l'avocat au cours de l'année  
« sont imputables sur le montant de la cotisation minimale de  
« l'impôt sur le revenu visée à l'article 144-I ci-dessus, due au  
« titre de ladite année.

« Toutefois, lorsque le montant de la cotisation minimale  
« ne permet pas l'imputation de la totalité des avances  
« versées au titre de l'impôt sur le revenu, le surplus demeure  
« imputable sur la fraction du montant de l'impôt sur le  
« revenu correspondant au revenu professionnel. Le montant  
« du reliquat éventuel reste acquis au Trésor.

« Article 174. – Recouvrement par voie de retenue à la  
« source

« I. – Revenus salariaux et assimilés

« Les retenues à la source prévues à  
« l'article 156 ci-dessus afférentes aux paiements  
« .....

« II. – .....

« III. – .....

« IV. – .....

« V. – Honoraires, commissions, courtages et autres  
« rémunérations

« Le montant de la retenue à la source prévue à l'article 157  
« ci-dessus doit être versé, à l'administration fiscale, par  
« les personnes visées audit article, avant l'expiration du mois  
« suivant celui au cours duquel la retenue à la source a été  
« opérée.

« Ce versement s'effectue par bordereau-avis, selon un  
« modèle établi par l'administration. »

« Article 184. – Sanctions pour défaut ou retard dans  
« le dépôt des déclarations fiscales et des actes et conventions

« Des majorations ....., du revenu global, des  
« profits immobiliers, ..... suivants :

« – 5% :

« .....

« .....

« Les majorations précitées sont calculées sur le montant :

« 1°- soit ....., aux plus-values, aux  
« profits immobiliers .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 191. – Sanctions pour infraction aux dispositions  
« relatives au droit de contrôle et aux programmes de logements  
« sociaux et de logements de la classe moyenne

« I. – .....

« II. – A défaut de réalisation, dans les conditions  
« définies par l'article 247-XVI ci-dessous, de tout ou partie  
« des programmes de construction de logements sociaux,  
« prévus dans le cadre .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 194. – Sanctions pour infraction en matière de  
« déclaration de rémunérations allouées à des tiers

« I. – Le contribuable encourt une majoration de :

« – 5% :

« • dans le cas de dépôt de la déclaration prévue à

« l'article 151 ci-dessus .....

« .....

« ..... déclaration incomplète ou insuffisante.

« Cette majoration est calculée sur le montant :

« – de l'impôt retenu à la source sur les rémunérations  
« visées aux articles 15 bis et 45 bis ci-dessus ;

« – ou de l'impôt qui aurait dû être retenu pour les  
« rémunérations non passibles de la retenue à la source  
« prévue à l'article 157 ci-dessus.

« Lorsque le contribuable ..... sont  
« calculées sur l'impôt retenu à la source ou l'impôt qui aurait  
« dû être retenu correspondant aux renseignements incomplets  
« ou aux montants insuffisants.

« Le montant des majorations prévues ci-dessus ne peut  
« être inférieur à cinq cents (500) dirhams.

« II. – (abrogé)

« III. – (abrogé)

« IV. – (abrogé) »

« Article 222. – Régularisation de l'impôt retenu à la  
« source

« A. – L'inspecteur des impôts .....

« ..... de déclaration :

« .....

« .....

« ..... prévue à l'article 174-IV ci-dessus ;

« – des rémunérations allouées à des tiers visées aux  
« articles 15 bis et 45 bis ci-dessus.

« Dans ces cas, il notifie aux personnes chargées de la  
« retenue .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 224. – Rectification en matière de profits fonciers

« Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 234 *quinquies* ci-dessous, en matière de profits fonciers, lorsqu'au vu .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 228. – Taxation d'office pour défaut de déclaration ou de présentation d'actes et de conventions

« I. – Lorsque le contribuable :

« 1°- .....

« .....  
« .....  
« .....  
« - ..... prévue à l'article 114 ci-dessus ;  
« - la déclaration des revenus fonciers prévue à l'article 154 *bis* ci-dessus ;  
« - la déclaration des rémunérations allouées à des tiers prévue à l'article 151 ci-dessus ;  
« 2°- ou produit une déclaration .....  
« 3°- n'effectue pas ..... des articles 79, 154 *bis*, 156, 157 et 160 *bis* ci-dessus,  
« Il est invité .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 232 – VIII. – Par dérogation aux dispositions relatives aux délais de prescription visés ci-dessus :

« 1°- .....

« .....  
« .....  
« 20°- ..... même si le délai de prescription a expiré ;  
« 21°- le montant de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu ainsi que la pénalité et les majorations y afférentes dont sont redevables les contribuables contrevenants visés à l'article 161 *quinquies* ci-dessus, sont immédiatement établis et exigibles en totalité, même si le délai de prescription a expiré ;  
« 22°- l'administration peut engager la procédure de taxation d'office prévue à l'article 228 ci-dessus à l'encontre des entreprises qui ne sont plus considérées comme inactives au sens de l'article 228 *bis* ci-dessus, même si le délai de prescription a expiré.  
« Toutefois, ce délai ne peut être supérieur à dix (10) ans.»

« Article 241 bis. – Restitution en matière d'impôt sur le revenu

« I. – Restitution en matière d'impôt retenu à la source

« Lorsque le montant des retenues effectuées à la source et versées au Trésor par les personnes visées aux articles 156, 157-I, 159-II et 160 *bis* ci-dessus, excède celui de l'impôt correspondant ..... visée à l'article 84 ci-dessus.

« II. – Restitution en matière d'impôt versé spontanément

« A. – .....

« B. – (Abrogé)

« C. – Le reliquat du montant versé à titre provisoire, visé à l'article 173-I ci-dessus, après déduction du montant de l'impôt supplémentaire émis suite à la procédure de rectification, prévue à l'article 224 ci-dessus, est restitué d'office.

« Est également restitué d'office le montant versé à titre provisoire, lorsque l'administration n'engage pas la procédure de rectification prévue à l'article 224 ci-dessus. »

« Article 247- XXXVII. – A- A titre transitoire, les taux de l'impôt sur les sociétés prévus par l'article 19 en vigueur au 31 décembre 2022, seront majorés ou minorés, selon le cas, pour chaque exercice progressivement, au titre des exercices ouverts durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2026, comme suit :

« 1 – Le taux du barème 10% appliqué aux sociétés dont le bénéfice net est inférieur ou égal à 300 000 dirhams est majoré comme suit :

« – 12,50%, au titre de l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

« – 15%, au titre de l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

« – 17,50%, au titre de l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

« – 20%, au titre de l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« 2 – Le taux spécifique de 15% appliqué aux sociétés installées dans les « Zones d'Accélération Industrielle » et à celles ayant le statut « Casablanca Finance City » est majoré comme suit :

« • Pour les sociétés dont le montant du bénéfice net est inférieur à 100 000 000 de dirhams :

« – 16,25%, au titre de l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

« – 17,50%, au titre de l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

« – 18,75%, au titre de l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

« – 20%, au titre de l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« • Pour les sociétés dont le montant du bénéfice net  
« est égal ou supérieur à 100 000 000 de dirhams :  
« – 20%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;  
« – 25%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;  
« – 30%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;  
« – 35%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« 3 – Le taux de 20%, en vigueur au 31 décembre 2022,  
« appliqué aux sociétés visées à l'article 6 [I (B-3°  
« et 5°, D-1°, 3°et 4°) et II (B-4°, C-1°(b et c) et 2°)]  
« dans les mêmes conditions prévues à l'article 7  
« (II, IV, VI et X) en vigueur à cette date, et dont le  
« bénéfice net est égal ou supérieur à 100 000 000  
« de dirhams, est majoré comme suit :  
« – 23,75%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;  
« – 27,50%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;  
« – 31,25%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;  
« – 35%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« Toutefois, le taux de 20% précité demeure applicable :  
« – aux sociétés visées à l' article 6 [I (B-3°  
« et 5°, D-1°, 3°et 4°) et II (B-4°, C-1°(b et c) et 2°)]  
« en vigueur au 31 décembre 2022 dans les mêmes  
« conditions prévues à l'article 7 (II, IV, VI et X) en  
« vigueur à cette date, et dont le montant du bénéfice  
« net est supérieur à 1 000 000 de dirhams et  
« inférieur à 100 000 000 de dirhams ;  
« – aux sociétés dont le montant du bénéfice net est  
« de 300 001 à 1 000 000 de dirhams.

« 4 – Le taux de 26% appliqué aux sociétés exerçant  
« une activité industrielle dont le bénéfice net est inférieur à  
« 100 000 000 de dirhams est minoré comme suit :  
« – 24,50%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;  
« – 23%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;  
« – 21,50%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;  
« – 20%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« 5 – Le taux du barème de 31% est majoré ou minoré,  
« selon le cas, comme suit :  
« • Pour les sociétés dont le bénéfice net est supérieur  
« à 1 000 000 de dirhams et inférieur à 100 000 000  
« de dirhams, ce taux est minoré comme suit :  
« – 28,25%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;  
« – 25,50%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;  
« – 22,75%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;  
« – 20%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« • Pour les sociétés dont le bénéfice net est égal ou  
« supérieur à 100 000 000 de dirhams, ce taux est  
« majoré comme suit :  
« – 32%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;  
« – 33%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;  
« – 34%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;  
« – 35%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« 6 – Le taux de 37% appliqué aux établissements de  
« crédit et organismes assimilés, Bank Al-Maghrib, la Caisse  
« de dépôt et de gestion et les entreprises d'assurances et de  
« réassurance, est majoré comme suit :  
« – 37,75%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;  
« – 38,50%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;  
« – 39,25%, au titre de l'exercice ouvert à compter  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;  
« – 40%, au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« B– A titre transitoire, les acomptes provisionnels dus,  
« au titre de chaque exercice ouvert durant la période allant  
« du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2026, sont calculés selon  
« les taux d'impôt sur les sociétés applicables à cet exercice.

« C- A titre transitoire, le taux de l'impôt retenu  
« à la source de 15% en vigueur au 31 décembre 2022 prévu  
« aux articles 19 et 73 (II-C-3°) dudit code sera minoré  
« progressivement, pour les produits des actions, parts sociales  
« et revenus assimilés distribués et provenant des bénéficiaires  
« réalisés au titre de chaque exercice ouvert durant la période  
« allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2026, comme suit :

« – 13,75% au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

« – 12,50% au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

« – 11,25% au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

« – 10% au titre de l'exercice ouvert à compter du  
« 1<sup>er</sup> janvier 2026.

« Toutefois, les produits des actions, parts sociales  
« et revenus assimilés distribués et provenant des bénéficiaires  
« réalisés au titre des exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023,  
« demeurent soumis au taux de 15%.

« Les produits des actions, parts sociales et revenus  
« assimilés distribués sont considérés avoir été prélevés sur  
« les exercices les plus anciens.

« XXXVIII- A titre transitoire et nonobstant toutes  
« dispositions contraires, les contribuables n'ayant réalisé  
« aucun chiffre d'affaires ou ayant versé le minimum de la  
« cotisation minimale visé à l'article 144-I-D (2<sup>ème</sup> alinéa)  
« ci-dessus, au titre des quatre (4) derniers exercices, peuvent  
« bénéficier de la dispense du contrôle fiscal, dans les conditions  
« suivantes :

« – la souscription de la déclaration de cessation totale  
« d'activité prévue à l'article 150 ci-dessus au cours de  
« l'année 2023 ;

« – le versement spontané, dans le même délai de la  
« déclaration précitée, d'un montant forfaitaire d'impôt  
« sur les sociétés ou d'impôt sur le revenu selon le cas,  
« de vingt mille (20 000) dirhams, au titre de chaque  
« exercice non prescrit.

« Toutefois, les plus-values de cession ou de retrait des  
« éléments corporels ou incorporels de l'actif immobilisé ainsi  
« que les indemnités perçues en contrepartie de la cessation  
« de l'exercice de l'activité ou du transfert de la clientèle, sont  
« imposables selon le cas, soit à l'impôt sur les sociétés ou à  
« l'impôt sur le revenu, dans les conditions de droit commun.

« Lorsque l'administration constate des opérations de  
« fraude, de falsification ou d'utilisation de factures fictives,  
« elle peut engager la procédure de contrôle selon les règles  
« de droit commun.

« Sont exclus du régime transitoire prévu ci-dessus le  
« ou les exercices ayant fait l'objet de l'une des procédures de  
« rectification des bases d'imposition prévues par les articles  
« 220 et 221 ci-dessus. »

« Article 268. – Liquidation

« Pour les sociétés, ..... même  
« montant du bénéfice net servant pour le calcul de l'impôt sur  
« les sociétés .....

(la suite sans modification.)

« Article 270. – Obligations de déclaration

« Les sociétés visées à l'article 267 .....

« ..... suivent la date de clôture de  
« chaque exercice comptable.

« Les personnes physiques ..... la contribution y  
« afférent, avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année concernée. »

« Article 273. – Durée d'application

« La contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires  
« et les revenus s'applique au titre des années 2022, 2023, 2024  
« et 2025. »

II. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le code général des  
impôts est complété par les articles 15 bis, 45 bis, 161 quinquies,  
169 ter, 228 bis et 234 quinquies comme suit :

« Article 15 bis. – Rémunérations allouées à des tiers

« Les rémunérations allouées à des tiers soumises à la  
« retenue à la source prévue à l'article 4-IV ci-dessus sont les  
« honoraires, commissions, courtages et autres rémunérations  
« de même nature, versés, mis à la disposition ou inscrits en  
« compte des personnes morales ou des personnes physiques  
« dont les revenus sont déterminés selon le régime du résultat  
« net réel ou celui du résultat net simplifié. »

« Article 45 bis. – Rémunérations allouées à des tiers

« I. – Les rémunérations allouées à des tiers visées  
« à l'article 4-IV ci-dessus, s'entendent des honoraires,  
« commissions, courtages et autres rémunérations de même  
« nature, tels que définis à l'article 15 bis ci-dessus.

« II. – Le surplus soumis à la retenue à la source en  
« vertu des dispositions des articles 40-I et 42 bis ci-dessus  
« s'entend du montant du chiffre d'affaires annuel réalisé  
« par les personnes physiques dont le revenu professionnel  
« est déterminé selon le régime de la contribution professionnelle  
« unique ou celui de l'auto-entrepreneur qui dépasse cinquante  
« mille (50 000) dirhams pour le compte d'un même client au  
« titre de prestation de services. »

« Article 161 quinquies. – Régime incitatif applicable aux  
« opérations d'apport des biens immeubles à un O.P.C.I.

« A – Par dérogation aux dispositions des articles 8,  
« 33-II et 38-II ci-dessus, les personnes morales soumises à  
« l'impôt sur les sociétés ou les contribuables soumis à  
« l'impôt sur le revenu au titre de leurs revenus professionnels  
« déterminés selon le régime du résultat net réel ou celui  
« du résultat net simplifié qui procèdent à l'apport de biens  
« immeubles inscrits à leur actif immobilisé à un organisme  
« de placement collectif immobilier (O.P.C.I), bénéficient d'un  
« sursis de paiement de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt  
« sur le revenu correspondant à la plus-value nette réalisée à  
« la suite dudit apport, sous réserve du respect des conditions  
« suivantes :

« – l'entreprise doit souscrire une déclaration, par  
« procédé électronique, selon un modèle établi par  
« l'administration, dans un délai de soixante (60) jours  
« suivant la date de l'acte d'apport, accompagnée de  
« l'acte d'apport comportant :

« • le nombre et la nature des biens immeubles de  
« l'entreprise concernée ;

« • leur prix d'acquisition, leur valeur nette comptable  
« et leur valeur réelle à la date d'apport ;

« • la plus-value nette résultant de l'apport et le  
« montant de l'impôt correspondant ayant fait  
« l'objet du sursis du paiement ;

« • les nom et prénom ou la raison sociale de la  
« personne ayant effectué l'apport et son numéro  
« d'identification fiscale ;

« • le numéro d'identification fiscale de l'OPCI devenu  
« propriétaire des biens immeubles apportés ;

« - les biens immeubles apportés doivent être évalués par  
« un commissaire aux apports choisi parmi les personnes  
« habilitées à exercer les fonctions de commissaire aux  
« comptes ;

« - l'entreprise ayant effectué l'apport s'engage dans  
« l'acte d'apport à payer spontanément l'impôt sur les  
« sociétés ou l'impôt sur le revenu, au titre de la plus-  
« value nette résultant de l'apport ayant fait l'objet de  
« sursis du paiement, lors de la cession ultérieure totale  
« ou partielle des titres, au prorata des titres cédés, dans  
« le mois qui suit celui au cours duquel la cession a eu  
« lieu.

« L'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur le revenu objet  
« du sursis de paiement précité est calculé sur la base des  
« plus-values nettes réalisées aux taux en vigueur lors de la  
« réalisation de l'opération d'apport.

« Lorsqu'une entreprise réalise, au titre d'un même  
« exercice, plusieurs opérations d'apport dont le montant  
« global des plus-values nettes est supérieur ou égal à cent  
« millions (100 000 000) de dirhams, elle doit en outre, dans  
« les trois (3) mois qui suivent la date de clôture de l'exercice  
« concerné, souscrire une déclaration, par procédé électronique,  
« selon un modèle établi par l'administration, comportant :

« – le montant des plus-values nettes réalisées par  
« opération d'apport et le montant de l'impôt ayant fait  
« l'objet de sursis du paiement pour chaque opération,

« – le montant de l'impôt objet de sursis du paiement  
« déterminé sur la base du montant global des plus-  
« values réalisées au titre de l'exercice, calculé au taux  
« en vigueur au titre de cet exercice,

« – et éventuellement, le nombre de titres cédés ainsi que  
« le montant de l'impôt payé spontanément.

« Lorsque l'entreprise visée à l'alinéa précédent cède  
« totalement ou partiellement les titres obtenus au cours du  
« même exercice de l'apport, elle doit régulariser sa situation  
« et verser spontanément, en même temps que la déclaration  
« visée ci-dessus, le complément d'impôt.

« Toutefois, en cas de non-respect des conditions citées  
« ci-dessus, l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur le revenu, au  
« titre de la plus-value nette résultant de l'apport ayant fait l'objet  
« de sursis du paiement, devient exigible immédiatement, sans  
« préjudice de l'application de la pénalité et des majorations  
« prévues aux articles 186 et 208 ci-dessous.

« B– Par dérogation aux dispositions des articles 61-II  
« et 161 bis-II ci-dessus, les personnes physiques qui procèdent  
« à l'apport de leurs biens immeubles à l'actif immobilisé d'un  
« OPCI, ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu au titre  
« des profits fonciers réalisés suite audit apport, sous réserve  
« du respect des conditions suivantes :

« – le contribuable doit déposer la déclaration prévue à  
« l'article 83-II ci-dessus ;

« – les biens immeubles apportés doivent être évalués par  
« un commissaire aux apports choisi parmi les personnes  
« habilitées à exercer les fonctions de commissaire aux  
« comptes ;

« – le contribuable s'engage dans l'acte d'apport à payer  
« l'impôt sur le revenu au titre des profits fonciers lors  
« de la cession ultérieure totale ou partielle des titres,  
« au prorata des titres cédés, dans le mois qui suit celui  
« au cours duquel la cession a eu lieu.

« Le profit foncier imposable est égal à la différence entre  
« le prix d'acquisition desdits biens immeubles et la valeur de  
« leur inscription à l'actif immobilisé de l'OPCI, sous réserve  
« des dispositions de l'article 224 ci-dessous.

« Toutefois, en cas de non-respect des conditions citées  
« ci-dessus, la situation du contribuable est régularisée selon  
« les règles de droit commun. »

« Article 169 ter. – Echange d'informations

« L'administration fiscale peut procéder à l'échange  
« d'informations avec les autres administrations et organismes  
« publics habilités par leur textes législatifs et réglementaires  
« à procéder audit échange, dans le cadre d'une convention,  
« conformément à la législation relative à la protection des  
« personnes physiques à l'égard du traitement des données  
« à caractère personnel et sous réserve du respect du secret  
« professionnel, conformément aux dispositions de la  
« législation pénale en vigueur. »

« Article 228 bis. – Suspension de la procédure de  
« taxation d'office des entreprises inactives

« Les entreprises n'ayant respecté aucune obligation  
« de déclaration et de paiement des impôts prévus par le  
« présent code, au titre des trois (3) derniers exercices clos  
« et n'ayant réalisé aucune opération ou n'ayant exercé aucune  
« activité au titre de cette période, d'après les informations  
« dont dispose l'administration, sont invitées par lettre notifiée,  
« dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessus, à souscrire  
« la déclaration de cessation d'activité prévue à l'article 150  
« ci-dessus, dans un délai de trente (30) jours suivant la date  
« de réception de ladite lettre.

« Passé ce délai, lesdites entreprises sont inscrites dans  
« le registre des entreprises inactives et la procédure de taxation  
« d'office prévue à l'article 228 ci-dessus est suspendue.

« Lorsque l'administration constate qu'une entreprise  
« inactive a réalisé des opérations ou a repris l'exercice d'une  
« activité imposable, elle retire ladite entreprise du registre  
« des entreprises inactives et engage la procédure de taxation  
« d'office dans les formes prévues à l'article 228 ci-dessus. »

« Article 234 quinquies. – Demande d'avis préalable de  
« l'administration en matière d'impôt sur le revenu au titre  
« des profits fonciers

« Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu au  
« titre des profits fonciers peuvent demander à l'administration  
« fiscale un avis préalable concernant les éléments de  
« détermination du profit foncier net imposable et le montant  
« de l'impôt correspondant ou, le cas échéant, concernant le  
« droit au bénéfice de l'exonération dudit impôt.

« Cette demande doit être souscrite, par voie électronique  
« selon un modèle établi par l'administration, dans les trente (30)  
« jours suivant la date du compromis de vente, accompagnée :

« – d'une présentation des éléments relatifs à l'opération  
« de cession envisagée,

« – des pièces justificatives relatives à la détermination  
« de l'impôt ou à l'exonération,

« – de tout autre document ou renseignement justifiant  
« sa demande.

« La réponse de l'administration qui vaut attestation  
« de liquidation de l'impôt ou d'exonération doit être  
« communiquée au demandeur dans un délai de soixante (60)  
« jours suivant la date de la réception de la demande précitée.  
« Elle demeure valable pour une période de six (6) mois.

« Après cession, si le contribuable souscrit sa déclaration  
« et procède, le cas échéant, au paiement de l'impôt sur la  
« base des éléments de l'attestation de liquidation précitée,  
« conformément aux dispositions des articles 83 et 173  
« ci-dessus, il sera dispensé du contrôle fiscal en matière  
« d'impôt sur le revenu au titre des profits fonciers.

« La déclaration souscrite peut faire l'objet de  
« rectification en matière de profits fonciers, conformément  
« aux dispositions de l'article 224 ci-dessus, si elle n'a pas été  
« établie sur la base des éléments de l'attestation de liquidation  
« précitée. »

III. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les paragraphes  
II, IV, VI et X de l'article 7 et l'article 82 *ter* du Code général  
des impôts sont abrogés.

IV. – Dates d'effet et mesures transitoires

1 – Les dispositions des articles 4-IV, 15 *bis*, 19-IV-C-2°,  
45 *bis*-I, 73-II (F-12°), 151-I, 157-I, 171, 174 -V, 194, 222-A, 228-I  
et 241 *bis*-I du Code général des impôts, telles que modifiées  
et complétées par les paragraphes I et II ci-dessus, sont  
applicables aux rémunérations allouées à des tiers à compter  
du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

2 – Les dispositions de l'article 6 (I-C-1°) du code  
général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-  
dessus, sont applicables aux bénéfices distribués par les OPCI  
provenant des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

3 – Les dispositions des articles 6 (I-C-1°), 13-II et 68-III  
du code général des impôts, telles que modifiées et complétées  
par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux dividendes  
et autres produits de participations similaires distribués,  
provenant des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

4 – Nonobstant toutes dispositions contraires :

– les dispositions des articles 6 (II-B-8°) et  
31-I- B-3° du Code général des impôts, telles que  
modifiées et complétées par le paragraphe I  
ci-dessus, sont applicables aux entreprises installées  
dans les zones d'accélération industrielle au titre  
des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

– les entreprises visées aux articles 6 (II-B-8<sup>o</sup>-2<sup>ème</sup> alinéa) et 31-I-B-3<sup>o</sup> (2<sup>ème</sup> alinéa) précitées, installées dans les zones d'accélération industrielle avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021, seront soumises aux taux de droit commun visés à l'article 19-I ou 73-I ou 247-XXXVII-A dudit code, au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Les acomptes provisionnels dus, au titre de chaque exercice ouvert à compter de cette date, sont calculés selon les taux d'impôt sur les sociétés applicables à cet exercice.

5 – Les dispositions des articles 20-I, 82-I (dernier alinéa), 170-I et 173-III du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

6 – Les dispositions des articles 28-III et 73-II-G-8<sup>o</sup> du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux montants bruts des rachats des cotisations et primes versés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

7 – A titre transitoire, le taux réduit de 20% prévu par les dispositions des articles 31 ((I-B et C) et II-B), 47-II, 73 (II-F-7<sup>o</sup>) et 191-II du code général des impôts, supprimé par le paragraphe I ci-dessus, demeure applicable jusqu'au 31 décembre 2024, pour les entreprises existantes au 31 décembre 2022. Au-delà de cette date, elles seront soumises aux taux du barème visé à l'article 73-I dudit code.

8 – Les dispositions des articles 40-I, 42 *bis*, 45 *bis*-II, 73-II-G-9<sup>o</sup>, 82 *quater*-I, 151-IV, 157-II, 174-V, 194, 222-A et 228-I du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par les paragraphes I et II ci-dessus, sont applicables aux rémunérations de prestations de service versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

9 – Les dispositions des articles 58-II-C, 73 (II-D et le dernier alinéa) et 156-I du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux rémunérations et indemnités acquises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

10 – Les dispositions des articles 59-I et 60-I du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables au titre des revenus acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

11 – Les dispositions de l'article 61-II du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux opérations de cession et d'apport des actions ou des parts sociales des sociétés à prépondérance immobilières réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

12 – Les dispositions des articles 63-I, 64, 73 (dernier alinéa), 82-I, 160 *bis*, 173- I, 184, 228-I et 241 *bis*-I du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

13 – Les dispositions des articles 63-II et 241 *bis*-II-B du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux opérations de cession réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

14 – Les dispositions de l'article 73 (II-F-9<sup>o</sup>) du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux traitements, émoluments et salaires acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

15 – Les dispositions des articles 73 (II-G-2<sup>o</sup> et le dernier alinéa), 151-III, 157 et 194-III du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus sont applicables aux honoraires et rémunérations acquises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

16 – Les dispositions de l'article 86 du code général des impôts, telles que modifiées par les dispositions du paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

17 – Les dispositions de l'article 144-I-D du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

18 – Les dispositions de l'article 161 *quinquies* du code général des impôts, tel qu'ajouté par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux opérations d'apport des biens immeubles réalisées, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

19 – Les dispositions des articles 173-I, 224 et 241 *bis*-II-C du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus et celles de l'article 234 *quinquies* telles qu'ajoutées par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux opérations réalisées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

20 – Nonobstant toutes dispositions contraires, les entreprises installées dans les zones d'accélération industrielle avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et imposables selon le régime fiscal en vigueur avant cette date, à l'exclusion des entreprises visées aux articles 6 (II-B-8<sup>o</sup>-2<sup>ème</sup> alinéa) et 31 (I-B-3<sup>o</sup>-2<sup>ème</sup> alinéa) du Code général des impôts, seront soumises, après l'expiration de la période des vingt (20) exercices consécutifs suivant la période d'exonération totale de l'impôt, aux taux suivants :

- pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés :
  - les taux prévus à l'article 247-XXXVII-A du code général des impôts pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2026 ;
  - le taux prévu à l'article 19-I (A ou B) dudit code, selon le cas, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 ;
- pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu :
  - le taux prévu à l'article 73-II-F-7<sup>o</sup> dudit code au titre des années 2023 et 2024 ;
  - les taux du barème prévus à l'article 73-I dudit code, au titre des années suivantes.

*Incitation à l'emploi*

Article 7

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions de l'article 7 de la loi de finances n° 100-14 pour l'année budgétaire 2015, promulguée par le dahir n° 1-14-195 du 1<sup>er</sup> rabii I 1436 (24 décembre 2014), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées comme suit :

« Article 7. – I.– Les entreprises ..... ci-après :

« – l'entreprise, ..... 2015 au 31 décembre 2026 ;

« – le recrutement .....

*(la suite sans modification.)*

*Aide de l'Etat pour le soutien au logement*

Article 8

Il est institué une aide de l'Etat pour le soutien au logement au profit des acquéreurs de logements destinés à l'habitation principale. Les formes et les modalités d'octroi de ladite aide sont fixées par voie réglementaire.

Les acquéreurs desdits logements bénéficient de l'aide de l'Etat pour le soutien au logement dans les conditions suivantes :

1– l'acquéreur doit être de nationalité marocaine, n'ayant bénéficié d'aucun avantage accordé par l'Etat en matière de logement et ne pas être propriétaire, à la date de l'acquisition, d'un bien immobilier destiné au logement;

2– le compromis de vente et le contrat de vente définitif doivent être passés par devant notaire ;

3– le contrat de vente définitif doit indiquer l'engagement de l'acquéreur à :

– affecter le logement à son habitation principale pendant une durée de quatre (4) années à compter de la date de conclusion du contrat d'acquisition définitif ;

– consentir au profit de l'Etat une hypothèque de premier ou deuxième rang en garantie de la restitution de l'aide accordée, en cas de manquement à l'engagement précité.

La mainlevée de l'hypothèque ne peut être délivrée qu'après production par l'intéressé des documents justifiant que le logement acquis a été affecté à son habitation principale pendant une durée de quatre (4) années. Ces documents sont :

– une demande de mainlevée ;

– une copie du contrat de vente ;

– une copie de la carte nationale d'identité électronique comportant l'adresse du logement objet de l'hypothèque ou un certificat administratif indiquant la durée d'habitation effective ;

– des copies des quittances de paiement de la taxe de services communaux.

II. – RESSOURCES AFFECTEES

*Affectation de ressources aux régions*

Article 9

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions, promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2023, 5% du produit de l'impôt sur les sociétés.

Article 10

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique précitée n° 111-14, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2023, 5% du produit de l'impôt sur le revenu.

*Confirmation des affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor*

Article 11

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor, ouverts à la date du 31 décembre 2022, sont confirmées pour l'année budgétaire 2023.

SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME

*Modification des services de l'Etat gérés de manière autonome*

Article 12

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les intitulés des services de l'Etat gérés de manière autonome ci-après sont modifiés comme suit :

– « Hôpital militaire à Laâyoune » rattaché à l'autorité gouvernementale chargée de l'Administration de la défense nationale en « Hôpital militaire Hassan II à Laâyoune » ;

– « Hôpital militaire à Dakhla » rattaché à l'autorité gouvernementale chargée de l'Administration de la défense nationale en « Hôpital militaire Mohammed VI à Dakhla » ;

– « Hôpital militaire à Guelmim » rattaché à l'autorité gouvernementale chargée de l'Administration de la défense nationale en « Hôpital militaire Moulay El Hassan à Guelmim » ;

– « Centre médico-chirurgical des Forces Armées Royales à Agadir » rattaché à l'autorité gouvernementale chargée de l'Administration de la défense nationale en « Hôpital militaire Oued Eddahab à Agadir ».

*Suppression des services de l'Etat  
gérés de manière autonome*

Article 13

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, sont supprimés les services de l'Etat gérés de manière autonome suivants :

- « Service de la valorisation des produits forestiers » rattaché au ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts ;
- « Parc national de Souss-Massa » rattaché au ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts.

Le solde, disponible au 31 décembre 2022, inscrit au budget de chaque service de l'Etat géré de manière autonome, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.0.13.000, service 8100, nature de recette 70 " recettes diverses ".

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de développement industriel et des investissements »*

Article 14

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions de l'article 29 de la loi de finances n° 26-99 pour l'année budgétaire 1999-2000, promulguée par le dahir n° 1-99-184 du 16 rabii I 1420 (30 juin 1999), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 29. – I. – En vue de permettre la comptabilisation « des opérations afférentes à la prise en charge par l'Etat du « coût des avantages accordés aux investisseurs dans le cadre « des dispositifs de soutien à l'investissement et des mesures « afférentes à l'incitation à l'investissement ainsi que la prise « en charge de toutes autres dépenses relatives au soutien et « à la promotion des investissements, le compte d'affectation « spéciale intitulé « Fonds de développement industriel et « des investissements », sera désormais intitulé « Fonds de « promotion des investissements ».

« Les ordonnateurs ..... vigueur.

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« 1 – les versements ..... général ;

« 2 – les versements ..... dans le cadre « du soutien et de la promotion des investissements ;

« 3 – les sommes ..... des appuis « aux investisseurs et au secteur privé ;

« 4 – toutes ..... conventionnel ;

« 5 – les recettes ..... ;

« 6 – les dons .....

« *Au débit :*

« 1 – les dépenses de soutien aux investissements relatives « aux :

« – versements au titre du dispositif de soutien principal ;

« – versements au titre du dispositif de soutien spécifique ;

« 2 – les dépenses de promotion des investissements « relatives à :

« – l'acquisition du terrain nécessaire à la réalisation de « l'investissement ;

« – la réalisation de l'infrastructure externe ;

« – la formation professionnelle ;

« 3 – toutes autres dépenses relatives au soutien et à la « promotion des investissements ;

« 4 – ..... ;

« 5 – ..... ;

« 6 – les versements au budget général ;

« 7 – la restitution des sommes indûment imputées au « compte. »

II. – Continuent à être exécutés et comptabilisés dans le cadre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de promotion des investissements », les conventions et contrats d'investissement conclus avec le Gouvernement :

– dans le cadre des contrats de performance des écosystèmes industriels, des accords-cadres relatifs aux projets stratégiques et des conventions découlant de la mise en œuvre du Plan d'accélération industrielle ;

– dans le cadre de la promotion des investissements objet du paragraphe 2 du débit de ce compte.

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Part des collectivités territoriales dans le produit de la taxe  
sur la valeur ajoutée »*

Article 15

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions du paragraphe II de l'article 33 bis de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 33 bis. – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....  
« .....  
« .....  
« *Au débit :*

« .....  
« .....  
« .....  
« – les dépenses ....., fiscaux ;

« – les versements au profit de la Fondation des œuvres  
« sociales du personnel des collectivités territoriales,  
« leurs groupements et leurs instances, au titre de la  
« contribution desdites collectivités territoriales ;

« – la restitution des sommes indûment imputées au  
« compte. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds d'assainissement liquide d'épuration des eaux usées  
et leur réutilisation »*

Article 16

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions de l'article 17  
de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007,  
promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hija 1427  
(31 décembre 2006), tel qu'il a été modifié et complété, sont  
modifiées et complétées comme suit :

« Article 17. – I. – En vue ..... des opérations  
« relatives à l'assainissement liquide et solide et l'épuration  
« .....intitulé « Fonds d'assainissement liquide  
« et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation »  
« dont ..... ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« .....

« – toutes ..... vigueur ;

« – les recettes diverses.

« Au débit :

« .....

« .....

« – les versements ..... opérateurs ;

« – les dépenses afférentes à la réalisation des études  
« portant sur les déchets ménagers et assimilés ;

« – les versements au profit des collectivités territoriales  
« et de leurs groupements et les établissements de  
« coopération intercommunale pour la réalisation des  
« études et des projets relatifs aux déchets ménagers et  
« assimilés. Ces versements font l'objet de conventions de  
« partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales  
« et de leurs groupements et les établissements de  
« coopération intercommunale ;

« – les versements au profit des opérateurs publics ou  
« privés au titre des projets relatifs aux déchets ménagers  
« et assimilés. Ces versements font l'objet de conventions  
« de partenariat entre l'Etat et lesdits opérateurs ;

« – la restitution des sommes indûment imputées au  
« compte. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds national du développement du sport »*

Article 17

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions du  
paragraphe II de l'article 32 de la loi de finances pour l'année 1987  
n° 29-86, promulguée par le dahir n° 1-86-352 du 28 rabii II 1407  
(31 décembre 1986), tel qu'il a été modifié et complété, sont  
complétées comme suit :

« Article 32. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« .....

« 7) la part du ..... 2006 ;

« 8) les recettes diverses.

« Au crédit :

« .....

« .....

« 5) les dépenses ..... suivi de ces travaux ;

« 6) les dépenses afférentes aux prestations de gardiennage,  
« de nettoyage et d'entretien des infrastructures  
« sportives ;

« 7) les versements au budget général ;

« 8) la restitution des sommes indûment imputées au  
« compte. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de modernisation de l'administration publique »*

Article 18

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions  
de l'article 36 de la loi de finances n° 26-04 pour l'année  
budgétaire 2005, promulguée par le dahir n° 1-04-255  
du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004), tel qu'il a été modifié et  
complété, sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article 36. – I. – En vue de permettre la comptabilisation  
« des opérations de modernisation des services publics, de  
« transition numérique et de l'utilisation de l'amazighe visant  
« à appuyer :

« 1 – les projets et solutions innovants afférents à  
« la modernisation des services publics inscrits dans les  
« domaines du développement du système d'organisation  
« des services publics notamment, l'amélioration de la  
« qualité des services rendus au public et la consécration de  
« l'intégrité et de la transparence dans le service public, d'appui  
« à la déconcentration administrative et d'adoption des modes  
« et procédés efficaces et efficients en matière de gestion des  
« ressources humaines, et au renforcement de l'efficacité des  
« services publics dans la gestion de leurs ressources ;

« 2 – les initiatives et projets afférents aux programmes  
« de transformation numérique inscrits principalement  
« dans les domaines de l'administration électronique, de  
« la simplification, de la numérisation des procédures et  
« des parcours administratifs et de l'offshoring ainsi que les  
« entreprises œuvrant dans les domaines de la transformation  
« numérique, de la numérisation des entreprises du secteur  
« privé, de l'inclusion numérique et de soutien de l'encadrement,  
« de la formation et du renforcement des capacités et des  
« compétences ;

« 3 – les programmes, projets et opérations afférents à  
« l'utilisation de l'amazighe notamment, dans les  
« administrations, les services publics et les espaces publics,  
« outre son intégration dans d'autres domaines se rapportant  
« en particulier au système de l'éducation et de la formation,  
« à la législation et à la réglementation, à l'information et à la  
« communication, à la créativité culturelle et artistique et au  
« recours à la justice.

« Le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de  
« modernisation de l'administration publique » sera  
« désormais intitulé « Fonds de modernisation de l'administration  
« publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation  
« de l'amazighe ».

« L'ordonnateur de ce compte est l'autorité  
« gouvernementale chargée de la transition numérique et de  
« la réforme de l'administration.

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« 1 – les versements du budget général ;

« 2 – les montants versés par les départements ministériels  
« et institutions, les collectivités territoriales, les établissements  
« et entreprises publics pour la réalisation des projets et  
« opérations communs portant sur la modernisation des  
« services publics, la transformation numérique et l'utilisation  
« de l'amazighe ;

« 3 – les versements provenant de partenaires publics et  
« privés, des associations, des coopératives et des  
« établissements et instituts de formation dans le cadre de la  
« transformation numérique et de l'utilisation de l'amazighe ;

« 4 – les contributions des organisations et institutions  
« internationales ;

« 5 – la restitution des sommes versées et non utilisées ;

« 6 – les dons et legs ;

« 7 – les recettes diverses.

« *Au débit :*

« 1 – les dépenses afférentes à la réalisation des opérations  
« portant sur la modernisation des services publics, la  
« transformation numérique et l'utilisation de l'amazighe ;

« 2 – les dépenses liées à la réalisation des projets communs,  
« dans un cadre conventionnel, entre les départements  
« ministériels et institutions, les collectivités territoriales  
« et les établissements et entreprises publics portant sur  
« la modernisation des services publics, la transformation  
« numérique et l'utilisation de l'amazighe ;

« 3 – les montants versés au profit du budget général  
« pour contribuer aux dépenses afférentes aux opérations de  
« modernisation des services publics, de transformation  
« numérique et de l'utilisation de l'amazighe, proposées  
« par les départements ministériels et les institutions. Ces  
« opérations sont réalisées dans un cadre conventionnel ;

« 4 – les montants versés aux établissements et entreprises  
« publics, aux collectivités territoriales, aux institutions  
« internationales et aux autres acteurs pour la réalisation  
« des opérations de modernisation des services publics, de  
« transformation numérique et de l'utilisation de l'amazighe,  
« dans un cadre conventionnel ;

« 5 – les montants versés au secteur privé, aux  
« associations, aux coopératives et aux établissements et  
« instituts de formation sous forme d'aides pour contribuer à  
« la réalisation des opérations de transformation numérique  
« et de l'utilisation de l'amazighe, dans un cadre conventionnel ;

« 6 – les montants versés à un prestataire public ou  
« privé pour gérer les contributions de l'Etat et veiller aux  
« opérations d'appui, d'encadrement, d'accompagnement, de  
« soutien et de suivi de la mise en œuvre des projets proposés  
« par le secteur privé, les associations, les coopératives et les  
« établissements et instituts de formation, pour la réalisation  
« des initiatives et projets de transformation numérique et de  
« l'utilisation de l'amazighe selon les conditions définies dans  
« un cadre conventionnel ;

« 7 – les versements au budget général ;

« 8 – la restitution des sommes indûment imputées au  
« compte.

« III. – Les formes et modalités des versements et d'octroi  
« de l'appui, cités au débit, paragraphes 3, 4, 5 et 6 ci-dessus  
« sont fixées par voie réglementaire.»

II. – Les conventions conclues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023  
continuent à être exécutées dans les mêmes conditions  
et comptabilisées dans le cadre du compte d'affectation  
spéciale intitulé « Fonds de modernisation de l'administration  
publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation  
de l'amazighe ».

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds solidarité habitat et intégration urbaine »*

Article 19

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions de l'article 24 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 24.– I. – En vue ..... afférentes à l'aide  
« de l'Etat pour le soutien au logement, aux projets .....  
« intitulé « Fonds solidarité pour le soutien au logement,  
« d'habitat et intégration urbaine » dont ..... ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« .....

« Au débit :

« .....

« .....

« – les dépenses ..... l'urbanisme ;

« – les dépenses afférentes à l'aide de l'Etat pour le soutien  
« au logement instituée par l'article 8 de la loi de finances  
« n° 50-22 pour l'année budgétaire 2023 ;

« – la restitution ..... compte ;

« – les dépenses ....., fiscaux. »

*Modification du compte de dépenses sur dotations intitulé  
« Acquisition et réparation des matériels des Forces  
Armées Royales »*

Article 20

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions de l'article 43 de la loi de finances pour l'année 1969, promulguée par le dahir n° 1012-68 du 11 chaoual 1388 (31 décembre 1968), sont modifiées et complétés comme suit :

« Article 43.– I.– En vue de permettre, d'une part, la  
« réalisation des dépenses liées aux opérations afférentes  
« à l'acquisition et à la réparation des matériels des Forces  
« Armées Royales ainsi qu'à la réalisation des différents  
« équipements, fournitures et prestations de services nécessaires  
« aux Forces Armées Royales, et d'autre part, la prise en charge  
« du dispositif de soutien spécifique lié au développement  
« de l'industrie de défense, le compte de dépenses sur  
« dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels  
« des Forces Armées Royales » sera dénommé « Acquisition  
« et réparation des matériels des Forces Armées Royales et  
« soutien au développement de l'industrie de défense » dont le  
« ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé  
« de l'Administration de la défense nationale est ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« – les versements du budget général ;

« – les versements effectués, par le ministre délégué auprès  
« du Chef du gouvernement chargé de l'Administration  
« de la défense nationale, par prélèvement sur les  
« dotations des rubriques correspondantes du budget  
« de l'Administration de la défense nationale ;

« – les dons et legs ;

« – les recettes diverses et accidentelles.

« Au débit :

« – les versements au budget général ;

« – les dépenses liées à l'acquisition et à la réparation des  
« matériels des Forces Armées Royales ;

« – les dépenses liées aux équipements, fournitures et  
« prestations de services au profit des Forces Armées  
« Royales ;

« – le soutien accordé aux investisseurs dans le cadre du  
« développement de l'industrie de défense.

« III. – (abrogé)

« IV. – Pour les acquisitions, les réparations et les  
« réalisations des différents équipements, matériels, fournitures  
« et prestations de services opérées auprès des fournisseurs à  
« l'étranger, le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement  
« chargé de l'Administration de la défense nationale est, dans  
« le cadre des conventions, ..... bancaires.

« V. – Une instruction conjointe du ministre délégué  
« auprès du Chef du gouvernement chargé de l'Administration  
« de la défense nationale et du ministre chargé des finances  
« fixera ..... fonctionnement  
« de ce compte. »

TITRE II

**Dispositions relatives aux charges**

I. – BUDGET GENERAL

*Habilitation*

Article 21

Conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le Gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse et imprévue d'intérêt national, à ouvrir en cours d'année, par décrets, des crédits supplémentaires.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

*Ratification*

Article 22

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, sont ratifiés les décrets ci-après, pris en vertu des dispositions de l'article 19 de la loi de finances n° 76-21 pour l'année budgétaire 2022 :

– décret n° 2-22-410 du 13 kaada 1443 (13 juin 2022)  
portant ouverture de crédits supplémentaires au profit  
du budget de fonctionnement - Charges communes ;

– décret n° 2-22-780 du 10 rabii I 1444 (7 octobre 2022)  
portant ouverture de crédits supplémentaires au profit  
du budget général.

*Création de postes budgétaires*

Article 23

Il est créé 28.212 postes budgétaires, au titre du budget général pour l'année budgétaire 2023.

1 – 27.662 postes budgétaires, au profit des ministères et institutions suivants :

| MINISTÈRES ET INSTITUTIONS  | NOMBRE DE POSTES BUDGÉTAIRES |
|---|------------------------------|
| Ministère de l'intérieur .....  | 7.544                        |
| Administration de la défense nationale .....  | 7.000                        |
| Ministère de la santé et de la protection sociale ....  | 5.500                        |
| Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation .....  | 2.349                        |
| Ministère de l'économie et des finances .....   | 1.200                        |
| Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion .....  | 1.000                        |
| Ministère de la justice .....   | 505                          |
| Ministère des Habous et des affaires islamiques ...   | 400                          |
| Ministère de l'éducation nationale, du préscolaire et des sports .....  | 374                          |
| Ministère de l'équipement et de l'eau .....   | 250                          |
| Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts .....  | 210                          |
| Cour Royale .....   | 200                          |
| Ministère des affaires étrangères et de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger .....                                     | 125                          |
| Ministère de la jeunesse, de la culture et de la communication .....  | 110                          |
| Ministère de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville .....                              | 100                          |
| Chef du Gouvernement .....  | 90                           |
| Ministère du transport et de la logistique .....  | 80                           |
| Juridictions financières .....  | 60                           |
| Ministère de l'inclusion économique, de la petite entreprise, de l'emploi et des compétences .....  | 60                           |
| Haut commissariat au plan .....   | 60                           |
| Ministère du tourisme, de l'artisanat et de l'économie sociale et solidaire .....   | 50                           |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé de l'investissement, de la convergence et de l'évaluation des politiques publiques ..... | 50                           |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé de la transition numérique et de la réforme de l'administration .....                    | 50                           |
| Conseil supérieur du pouvoir judiciaire .....   | 50                           |
| Ministère de la transition énergétique et du développement durable .....  | 40                           |
| Ministère de l'industrie et du commerce .....   | 40                           |

|  |        |
|--|--------|
| Chambre des représentants .....  | 30     |
| Chambre des conseillers .....  | 30     |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des relations avec le parlement ..... | 30     |
| Ministère de la solidarité, de l'insertion sociale et de la famille .....                      | 30     |
| Conseil national des droits de l'Homme .....   | 15     |
| Secrétariat général du gouvernement .....  | 10     |
| Haut commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération .....     | 10     |
| Conseil économique, social et environnemental ...  | 10     |
| TOTAL .....  | 27.662 |

2 – Le Chef du gouvernement est habilité à répartir 550 postes budgétaires entre les différents départements ministériels ou institutions, dont 200 sont réservés au profit des personnes en situation de handicap.

3 – Outre les postes budgétaires créés en vertu du tableau mentionné au paragraphe 1 du présent article, il est créé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, 4.300 postes budgétaires au profit du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire réservés exclusivement aux magistrats qui occupent des postes budgétaires au niveau du ministère de la justice ainsi que les magistrats en position de détachement.

Sont supprimés, à compter de la même date, les postes budgétaires occupés par les intéressés au sein du ministère de la justice à l'exception des postes budgétaires occupés par les magistrats en position de détachement au niveau dudit ministère.

4 – Outre les postes budgétaires créés en vertu du tableau mentionné au paragraphe 1 du présent article, il est créé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, 150 postes budgétaires au profit du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire en vue de régulariser la situation administrative des attachés de justice, qui ont subi avec succès l'examen de fin de stage et nommés magistrats du corps de la magistrature. Les dépenses résultant de ladite régularisation sont imputées sur le budget du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire.

Sont supprimés, à compter de la date de ladite régularisation, les postes budgétaires occupés par les intéressés au sein du ministère de la justice.

5 – Sont supprimés, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les postes budgétaires relevant du ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, occupés par le personnel titulaire et stagiaire ainsi que le personnel contractuel, en fonction dans les services centraux et déconcentrés relevant de l'Administration des eaux et forêts, concomitamment à leur détachement d'office, à compter de la même date, auprès de l'Agence nationale des eaux et forêts.

*Suppression des postes budgétaires devenus vacants  
par suite de mise à la retraite*

Article 24

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions du troisième alinéa de l'article 43 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 12 safar 1417 (29 juin 1996), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 43 (3<sup>ème</sup> alinéa). – Les dispositions .....  
« protection civile et aux postes budgétaires du Conseil  
« supérieur du pouvoir judiciaire. »

*Rationalisation de l'utilisation des postes budgétaires  
devenus vacants en cours d'année budgétaire*

Article 25

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions de l'article 22 de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014, promulguée par le dahir n° 1-13-115 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 22. – A compter ..... judiciaires.  
« Les dispositions ..... n° 48-09 précitée.  
« Les dispositions ..... protection  
« civile et aux postes budgétaires du Conseil supérieur du  
« pouvoir judiciaire. »

*Annulation des crédits de paiement  
n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

Article 26

I. – Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2022, au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2022, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par les services de la Trésorerie générale du Royaume.

II. – Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2022 au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours.

III. – Le plafond de 30%, prévu au deuxième alinéa de l'article 63 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, n'est pas applicable aux crédits de paiement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général et les reliquats d'engagement, visés et non ordonnancés, au profit des programmes et projets bénéficiant des fonds de concours.

IV. – Sont annulés de droit, les crédits d'investissement reportés relatifs aux :

- marchés achevés ainsi que les engagements correspondants auxdits crédits ;
- projets achevés bénéficiant de fonds de concours.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

II. – SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME

*Habilitation*

Article 27

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à créer, par décrets, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant l'année budgétaire 2023.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

III. – COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

*Habilitation*

Article 28

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le Gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse et imprévue, à créer, par décrets, des comptes spéciaux du Trésor pendant l'année budgétaire 2023.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation  
spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale  
pour le développement humain »*

Article 29

Le montant des dépenses que le Chef du gouvernement est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain", par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation  
spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale »*

Article 30

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds de soutien à la sûreté nationale", par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à cent millions de dirhams (100.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage »*

Article 31

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à six cent millions de dirhams (600.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial de la pharmacie centrale »*

Article 32

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la santé est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial de la pharmacie centrale », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à cinq cent millions de dirhams (500.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier »*

Article 33

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à deux milliards cinq cent millions de dirhams (2.500.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne »*

Article 34

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée du développement rural est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à deux milliards de dirhams (2.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport »*

Article 35

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée des sports est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »*

Article 36

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la culture est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à cinquante millions de dirhams (50.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires »*

Article 37

Le montant des dépenses que le délégué général à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à huit cent millions de dirhams (800.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense »*

Article 38

Le montant des dépenses que le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'Administration de la défense nationale est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à cent dix-neuf milliards sept cent soixante-six millions de dirhams (119.766.000.000 DH).

*Opérations des comptes spéciaux du Trésor*

Article 39

Par dérogation aux dispositions de l'article 28, 6<sup>ème</sup> alinéa de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2022, ainsi que l'imputation sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement des traitements, salaires ou indemnités, continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2023, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

TITRE III

**Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges de l'Etat**

Article 40

Pour l'année budgétaire 2023, les ressources affectées au budget général, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de

finances, ainsi que les plafonds de charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

|   |                         |
|---|-------------------------|
| <b>RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (1) :</b>  | <b>294.719.508.000</b>  |
| <b>- Recettes fiscales :</b>  | <b>264.899.244.000</b>  |
| - Impôts directs et taxes assimilées .....  | 113.295.829.000         |
| - Impôts indirects .....  | 120.620.920.000         |
| - Droits de douane .....  | 14.849.849.000          |
| - Droits d'enregistrement et de timbre .....  | 16.132.646.000          |
| <b>- Recettes non fiscales :</b>  | <b>29.820.264.000</b>   |
| - Produits des cessions de participations de l'Etat.....  | 5.000.000.000           |
| - Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat .....  | 19.463.940.000          |
| - Revenus du domaine de l'Etat.....   | 354.500.000             |
| - Recettes diverses.....  | 3.501.824.000           |
| - Dons et legs .....  | 1.500.000.000           |
| <b>DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (2) :</b>  | <b>302.106.125.000</b>  |
| <b>- Dépenses de fonctionnement :</b>   | <b>271.139.576.000</b>  |
| - Dépenses de Personnel .....   | 155.750.296.000         |
| - Dépenses de Matériel et Dépenses Diverses .....   | 64.866.867.000          |
| - Charges Communes .....  | 38.674.400.000          |
| - Dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux .....  | 9.648.013.000           |
| - Dépenses Imprévues et Dotations Provisionnelles ...   | 2.200.000.000           |
| <b>- Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique .....</b>  | <b>30.966.549.000</b>   |
| <b>SOLDE ORDINAIRE (3)=(1)-(2).....</b>   | <b>-7.386.617.000</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL (4) .....</b>  | <b>106.027.304.000</b>  |
| <b>SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (5)=(3)-(4) .....</b> | <b>-113.413.921.000</b> |
| <b>SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME :</b>   |                         |
| <b>- Recettes des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome .....</b>  | <b>2.299.703.000</b>    |
| <b>- Dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome :</b>  | <b>2.299.703.000</b>    |
| - Dépenses d'exploitation.....  | 2.016.918.000           |
| - Dépenses d'investissement.....  | 282.785.000             |
| <b>SOLDE DES SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME (6) .....</b>   | <b>-</b>                |
| <b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR :</b>   |                         |
| - Recettes des comptes spéciaux du Trésor.....  | 110.374.805.000         |
| - Dépenses des comptes spéciaux du Trésor.....  | 111.786.619.000         |
| <b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (7) .....</b>   | <b>-1.411.814.000</b>   |

|   |                         |
|---|-------------------------|
| <b>SOLDE DU BUDGET DE L'ETAT (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (8)=(5)+(6)+(7) .....</b> | <b>-114.825.735.000</b> |
| <b>AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES (9) :</b>  | <b>78.253.012.000</b>   |
| - Interne .....   | 70.784.700.000          |
| - Externe .....   | 7.468.312.000           |
| <b>BESOINS BRUTS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)=(8)-(9).....</b>   | <b>-193.078.747.000</b> |
| <b>RECETTES D'EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERMES (11) :</b>  | <b>129.041.300.000</b>  |
| - Interne .....   | 69.041.300.000          |
| - Externe .....   | 60.000.000.000          |
| <b>BESOINS RESIDUELS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)+(11).....</b>  | <b>-64.037.447.000</b>  |

*Autorisation de financement par l'emprunt et tout autre instrument financier*

#### Article 41

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier, à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2023, dans la limite du montant de la prévision des recettes inscrites au chapitre 1.1.0.0.13.000, service 8500, nature de recette 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

#### Article 42

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2023, l'ensemble des charges du Trésor, le Gouvernement est autorisé à procéder au financement par l'émission d'emprunts intérieurs et le recours à tout autre instrument financier.

*Gestion active de la dette intérieure*

#### Article 43

Le Gouvernement est autorisé à émettre des emprunts intérieurs et à recourir à tout autre instrument financier pour effectuer des opérations de gestion active de la dette intérieure à travers des rachats, des échanges et des mises en pension des bons du Trésor et de tout autre instrument financier.

*Gestion active des dépenses d'investissement*

#### Article 44

Le Gouvernement est autorisé, au cours de l'année budgétaire 2023, à appliquer des réserves de précaution aux crédits de paiement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général.

Le taux de mise en réserve desdits crédits est fixé à 15%.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL,  
DES BUDGETS DES SERVICES DE L'ETAT  
GERES DE MANIERE AUTONOME  
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

I. – BUDGET GENERAL

Article 45

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2023, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général, est fixé à la somme de deux cent soixante-et-onze milliards cent trente-neuf millions cinq cent soixante-seize mille dirhams (271.139.576.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

Article 46

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général est fixé à la somme de cent soixante-dix-huit milliards cent soixante-quatre millions huit cent quatre-vingt-treize mille dirhams (178.164.893.000 DH), dont cent six milliards vingt-sept millions trois cent quatre mille dirhams (106.027.304.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

Article 47

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2023, au titre des dépenses de la dette publique du budget général, est fixé à la somme de cent neuf milliards deux cent dix-neuf millions cinq cent soixante-et-un mille dirhams (109.219.561.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

II. – SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

Article 48

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2023, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à la somme de deux milliards seize millions neuf cent dix-huit mille dirhams (2.016.918.000 DH).

Ces crédits sont répartis par département ministériel ou institution et par service, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

Article 49

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à la somme de trois cent soixante-dix-huit millions sept cent quatre-vingt-cinq mille dirhams (378.785.000 DH) dont deux cent quatre-vingt-deux millions sept cent quatre-vingt-cinq mille dirhams (282.785.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis par département ministériel ou institution et par service, conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 50

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2023, au titre des dépenses des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de cent onze milliards sept cent quatre-vingt-six millions six cent dix-neuf mille dirhams (111.786.619.000 DH).

Ces crédits sont répartis par catégorie et par compte, conformément au tableau « G » annexé à la présente loi de finances.

\*

\* \*

**Tableau (A)**  
**(Article 40)**  
**EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL, DES SERVICES DE L'ETAT**  
**GERES DE MANIERE AUTONOME ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR**  
**L'ANNEE BUDGETAIRE 2023**  
**(En dirhams)**  
**I. BUDGET GÉNÉRAL**

| Chapitre       | Service | Nature de Recette                                 | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|----------------|---------|---|--|--|
| 1.1.0.0.02.000 | 0000    |   | <b>COUR ROYALE</b>   |  |
|                |         |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                |         | 10  | Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons  | Mémoire                                  |
|                |         | 20  | Recettes au titre des ordres du Royaume  | 50 000                                   |
|                |         | 30  | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
|                |         |   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>50 000</b>                            |
|                |         | <b>TOTAL DU CHAPITRE COUR ROYALE</b>              | <b>50 000</b>  |  |
| 1.1.0.0.05.000 | 0000    |   | <b>JURIDICTIONS FINANCIERES</b>  |  |
|                |         |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                |         | 10  | Débets juridictionnels   | Mémoire                                  |
|                |         | 20  | Condamnations au remboursement prononcées par les juridictions financières                                   | Mémoire                                  |
|                |         | 30  | Amendes, astreintes et autres sanctions prononcées par les juridictions financières                          | Mémoire                                  |
|                |         | 40  | Intérêts de retard au titre des sanctions prononcées par les juridictions financières                        | Mémoire                                  |
|                |         | 50  | Reprographie pour consultation des dossiers  | Mémoire                                  |
|                |         |   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>Mémoire</b>                           |
|                |         | <b>TOTAL DU CHAPITRE JURIDICTIONS FINANCIERES</b> | <b>Mémoire</b>   |  |
| 1.1.0.0.06.000 | 9400    |   | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>   |  |
|                |         |   | <b>SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE</b>  |  |
|                |         | 10  | Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions   | 40 000 000                               |
|                |         | 20  | Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions                      | 400 000 000                              |
|                |         | 30  | Recettes diverses  | 2 000 000                                |
|                |         |   | <b>TOTAL DES RECETTES SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE</b>   | <b>442 000 000</b>                       |
|                |         | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JUSTICE</b>  | <b>442 000 000</b>   |  |
| 1.1.0.0.07.000 | 9100    |   | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER</b> |  |
|                |         |   | <b>MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES</b>   |  |
|                |         | 10  | Droits de chancellerie   | 310 000 000                              |

| Chapitre         | Service   | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|-------------------|--|--|
| 1.1.0.0.08.000   | 0000  | 20                | Taxes perçues par les agents diplomatiques et consulaires au titre des actes relatifs à la navigation, au commerce et aux divers certificats d'origine, de débarquement, de provenance et de douanes | 200 000                                  |
|                  |   | 30                | Recettes diverses  | 2 500 000                                |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DES RECETTES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES</b>  | <b>312 700 000</b>                       |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER</b>   | <b>312 700 000</b>                       |
|                  |   |                   | <b>MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR</b>  |  |
|                  |   |                   | <b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>   |  |
|                  |   | 10                | Produits des confiscations, transactions et condamnations pour contravention à la réglementation des prix  | 100 000                                  |
|                  |   | 20                | Recettes diverses  | 5 500 000                                |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>  | <b>5 600 000</b>                         |
|                  |   |                   | <b>DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE</b>   |  |
| 1.1.0.0.0.10.000 | 7100  | 10                | Redevances pour délivrance de copies des procès-verbaux des accidents de la circulation  | 300 000                                  |
|                  |   | 20                | Vacations pour services payés de police  | Mémoire                                  |
|                  |   | 30                | Recettes diverses  | 1 000 000                                |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE</b>  | <b>1 300 000</b>                         |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INTÉRIEUR</b>  | <b>6 900 000</b>                         |
|                  |   |                   | <b>MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION</b>  |  |
|                  |   |                   | <b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>   |  |
|                  |   | 10                | Droits d'inscription   | Mémoire                                  |
|                  |   | 20                | Recettes diverses  | 200 000                                  |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>  | <b>200 000</b>                           |
|                  | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION</b> | <b>200 000</b>    |  |  |

| Chapitre         | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2023   |             |
|------------------|---------|-------------------|---|--|-------------|
| 1.1.0.0.0.11.000 | 0000    | 10                | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b>                   |  |             |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |  |             |
|                  |         |                   | Recettes diverses   | 1 000 000  |             |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>1 000 000</b>   |             |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b> | <b>1 000 000</b>   |             |
| 1.1.0.0.0.12.000 | 0000    | 10                | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                  |  |             |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |  |             |
|                  |         |                   | Droits de police sanitaire et de visite sanitaire   | 12 000   |             |
|                  |         |                   | 20  | Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires              | 10 000      |
|                  |         |                   | 30  | Droits d'analyse des laboratoires  | Mémoire     |
|                  |         |                   | 40  | Recettes diverses  | 2 000 000   |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>2 022 000</b>   |             |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                | <b>2 022 000</b>   |             |
| 1.1.0.0.0.13.000 | 8100    | 10                | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>  |  |             |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |  |             |
|                  |         |                   | Pénalités et amendes autres que fiscales  | 50 000   |             |
|                  |         |                   | 20  | Reversement par la Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL) des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles | Mémoire     |
|                  |         |                   | 30  | Créances sur le Trésor prescrites  | 100 000 000 |
|                  |         |                   | 40  | Prélèvement sur les produits des jeux de hasard  | Mémoire     |
|                  |         |                   | 50  | Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers  | Mémoire     |
|                  |         |                   | 60  | Contribution des collectivités territoriales aux dépenses supportées par le budget général   | Mémoire     |

| Chapitre | Service     | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2023              |
|----------|-------------|-------------------|---|---|
|          |             | 70                | Recettes diverses   | 150 000 000   |
|          | <b>8200</b> |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                             | <b>250 050 000</b>                                    |
|          |             |                   | <b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES</b>                    |   |
|          |             | 10                | Recettes diverses   | 100 000   |
|          | <b>8300</b> |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES</b> | <b>100 000</b>  |
|          |             |                   |   | <b>ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS</b> |
|          |             | <b>10</b>         | <b>Droits de douane</b>   |   |
|          |             | 11                | Droits d'importation  | 14 849 649 000  |
|          |             | 12                | Prélèvement fiscal à l'importation  | Mémoire   |
|          |             | 13                | Redevance sur l'exploitation des phosphates                                   | Mémoire   |
|          |             | 14                | Taxe uniforme   | 200 000   |
|          |             | 15                | Droits de timbre recouverts par l'administration des douanes                  | 176 000 000   |
|          |             | 16                | Droits de chancellerie  | 18 420 000  |
|          |             | 17                | Taxes sur les transports privés   | 3 604 000   |
|          |             | <b>20</b>         | <b>Taxes intérieures de consommation</b>                                      |   |
|          |             | 21                | Taxes sur les vins et alcools   | 859 215 000   |
|          |             | 22                | Taxe sur les bières   | 1 110 287 000   |
|          |             | 23                | Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades                              | 655 083 000   |
|          |             | 24                | Taxe sur les produits sucrés  | Mémoire   |
|          |             | 25                | Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine   | 86 455 000  |
|          |             | 26                | Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques  | Mémoire   |
|          |             | 27                | Taxe sur les produits énergétiques  | 16 857 162 000  |
|          |             | 28                | Taxe sur les tabacs manufacturés  | 12 500 020 000  |
|          |             | <b>30</b>         | <b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>   |   |
|          |             | 31                | Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation                                    | 54 238 444 000  |
|          |             | 32                | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur                                      | 10 341 000  |
|          |             | 40                | Produits des confiscations  | 48 000 000  |

| Chapitre | Service     | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|----------|-------------|-------------------|---|--|
|          |             | <b>50</b>         | <b>Taxe d'inspection</b>  |  |
|          |             | 51                | Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation                               | Mémoire                                  |
|          |             | 52                | Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux   | Mémoire                                  |
|          |             | 60                | Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard   | 15 600 000                               |
|          |             | 70                | Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects | 104 000 000                              |
|          |             | 80                | Redevance gazoduc   | Mémoire                                  |
|          |             | 90                | Recettes diverses   | 104 603 000                              |
|          |             |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS</b>  | <b>101 637 083 000</b>                   |
|          | <b>8400</b> |                   | <b>DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>  |  |
|          |             | <b>10</b>         | <b>Impôts directs</b>   |  |
|          |             | 11                | Impôt sur les sociétés  | 61 544 795 000                           |
|          |             | 12                | Impôt sur le revenu   | 48 068 719 000                           |
|          |             | <b>20</b>         | <b>Taxes assimilées</b>   |  |
|          |             | 21                | Taxe de licence sur les débits de boissons  | 29 607 000                               |
|          |             | 22                | Taxe professionnelle  | 128 076 000                              |
|          |             | 23                | Taxe d'habitation   | 13 718 000                               |
|          |             | 24                | Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique  | 800 000 000                              |
|          |             | 30                | Impôts sur les tabacs   | Mémoire                                  |
|          |             | <b>40</b>         | <b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>   |  |
|          |             | 41                | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur  | 33 503 913 000                           |
|          |             | <b>50</b>         | <b>Droits d'enregistrement</b>  |  |
|          |             | 51                | Droits sur les mutations  | 8 800 107 000                            |
|          |             | 52                | Droits sur les autres conventions   | 417 262 000                              |
|          |             | 53                | Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires   | Mémoire                                  |
|          |             | 54                | Taxes judiciaires   | Mémoire                                  |
|          |             | 55                | Taxe sur les actes et conventions   | Mémoire                                  |
|          |             | 56                | Assistance judiciaire   | Mémoire                                  |

| Chapitre | Service     | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|----------|-------------|-------------------|--|--|
|          |             | 57                | Taxe sur les contrats d'assurances   | 1 227 917 000                            |
|          |             | 58                | Droits divers et recettes accessoires  | Mémoire                                  |
|          |             | <b>60</b>         | <b>Droits de timbre</b>  |  |
|          |             | 61                | Timbre unique et papier de dimension   | 241 000                                  |
|          |             | 62                | Timbre sur ordonnancement  | 760 402 000                              |
|          |             | 63                | Carte d'identité   | Mémoire                                  |
|          |             | 64                | Passeports   | 602 715 000                              |
|          |             | 65                | Immatriculation des étrangers  | Mémoire                                  |
|          |             | 66                | Permis de chasse et de port d'armes  | 27 044 000                               |
|          |             | 67                | Timbre sur documents automobiles   | 1 179 673 000                            |
|          |             | 68                | Droit de timbre spécial sur les titres d'importation   | 28 089 000                               |
|          |             | <b>70</b>         | <b>Taxe spéciale annuelle sur les véhicules</b>  |  |
|          |             | 71                | Taxe principale et duplicata   | 2 913 196 000                            |
|          |             | <b>80</b>         | <b>Majorations de retard et pénalités</b>  |  |
|          |             | 81                | Majoration pour défaut, retard ou insuffisance de déclaration  | 1 098 861 000                            |
|          |             | 82                | Pénalités pour paiement tardif   | 806 737 000                              |
|          |             | 83                | Majoration de retard   | 1 605 316 000                            |
|          |             | 84                | Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale  | Mémoire                                  |
|          |             | <b>90</b>         | <b>Recettes diverses et exceptionnelles</b>  |  |
|          |             | 91                | Recettes fiscales exceptionnelles  | Mémoire                                  |
|          |             | 92                | Produit de la contribution de régularisation volontaire de l'ensemble de la situation fiscale relative à l'évaluation des dépenses des contribuables | Mémoire                                  |
|          |             | 93                | Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices   | Mémoire                                  |
|          |             | 94                | Produit de la contribution spontanée de régularisation au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger  | Mémoire                                  |
|          |             | 95                | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
|          |             |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>  | <b>163 556 388 000</b>                   |
|          | <b>8500</b> |                   | <b>DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES</b>   |  |
|          |             | <b>10</b>         | <b>Recettes ordinaires</b>   |  |
|          |             | 11                | Produits à provenir de Bank Al Maghrib   | 660 000 000                              |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|----------|---------|-------------------|---|--|
|          |         | 12                | Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion   | Mémoire                                  |
|          |         | 13                | Produits à provenir de l'Office des changes   | 130 000 000                              |
|          |         | 14                | Produits à provenir du crédit agricole du Maroc (CAM)   | 100 000 000                              |
|          |         | 15                | Produits à provenir du Fonds d'Equipement Communal (FEC)  | 100 000 000                              |
|          |         | 16                | Produits à provenir de la Société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise S.A   | Mémoire                                  |
|          |         | 17                | Intérêts sur prêts et avances   | 4 729 000                                |
|          |         | 18                | Intérêts sur les opérations de gestion de la Trésorerie Publique  | 100 000 000                              |
|          |         | <b>20</b>         | <b>Recettes d'emprunt</b>   |  |
|          |         | 21                | Emprunts intérieurs à moyen et long termes  | 69 041 300 000                           |
|          |         | 22                | Contre-valeur des emprunts extérieurs   | 60 000 000 000                           |
|          |         | 23                | Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement  | Mémoire                                  |
|          |         | 24                | Recettes provenant de l'emprunt obligatoire   | Mémoire                                  |
|          |         | <b>30</b>         | <b>Dons et legs</b>   |  |
|          |         | 31                | Dons  | 1 500 000 000                            |
|          |         | 32                | Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux      | Mémoire                                  |
|          |         | 40                | Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante  | 1 000 000 000                            |
|          |         | 50                | Commissions sur prêts rétrocédés  | Mémoire                                  |
|          |         | 60                | Commission de garantie sur emprunts intérieurs et extérieurs  | Mémoire                                  |
|          |         | 70                | Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux                                       | Mémoire                                  |
|          |         | 80                | Remboursement de l'avance de l'Etat au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'accès à la propriété de logements sociaux | Mémoire                                  |
|          |         | <b>90</b>         | <b>Recettes diverses</b>  |  |
|          |         | 91                | Produits à provenir de la Société Centrale de Réassurance (SCR)   | 54 000 000                               |
|          |         | 92                | Remboursements au titre des échéances de prêts octroyés à certains promoteurs   | Mémoire                                  |
|          |         | 93                | Recettes au titre des certificats de Sukuk  | Mémoire                                  |

| Chapitre | Service | Nature de Recette   | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|----------|---------|---|--|--|
|          |         | 94  | Autres recettes  | Mémoire                                  |
|          | 8600    |   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES</b>  | <b>132 690 029 000</b>                   |
|          |         | <b>10</b>   | <b>DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION</b><br><b>Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions des établissements publics</b> |  |
|          |         | 11  | Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)  | 3 500 000 000                            |
|          |         | 12  | Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)  | 100 000 000                              |
|          |         | 13  | Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)  | Mémoire                                  |
|          |         | 14  | Produits à provenir de l'Agence Nationale des Ports (ANP)  | 60 000 000                               |
|          |         | 15  | Produits à provenir de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC)  | 14 000 000                               |
|          |         | 16  | Produits à provenir de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC)   | 14 940 000                               |
|          |         | 17  | Produits à provenir de l'Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE)  | 15 000 000                               |
|          |         | 18  | Produits à provenir de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM)  | Mémoire                                  |
|          |         | 19  | Produits à provenir de l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL)   | 60 000 000                               |
|          |         | <b>20</b>   | <b>Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions d'autres établissements publics</b>   |  |
|          |         | 21  | Produits à provenir de la Centrale d'achat et de développement de la région minière de tafilalet et de Figuig (CADETAF)  | 2 000 000                                |
|          |         | 22  | Produits à provenir du Laboratoire Officiel d'analyses et de recherches chimiques de Casablanca (LOARC)  | 2 000 000                                |
|          |         | 23  | Produits à provenir de l'Office National des Pêches (ONP)  | 10 000 000                               |
|          |         | 29  | Produits à provenir des autres établissements publics  | Mémoire                                  |
|          |         | <b>30</b>   | <b>Dividendes à provenir des sociétés à participation publique</b>   |  |
|          |         | 31  | Dividendes à provenir de la société Office chérifien des phosphates "OCP S.A"  | 10 160 000 000                           |
|          |         | 32  | Dividendes à provenir de la Société Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO)  | 121 000 000                              |
|          |         | 33  | Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL)  | 40 000 000                               |
|          | 34      | Dividendes à provenir de Barid Al Maghrib (BAM)   | 100 000 000  |  |
|          | 35      | Dividendes à provenir de la Compagnie Nationale de Transport Aérien Royal Air Maroc (RAM) | Mémoire  |  |
|          | 36      | Dividendes à provenir de l'Agence Spéciale Tanger-Méditerranée- TMSA                      | 12 000 000   |  |

| Chapitre | Service     | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|----------|-------------|-------------------|---|--|
|          |             | 37                | Dividendes à provenir de Tanger Med Port Authority (TMPA)   | 46 000 000                               |
|          |             | <b>40</b>         | <b>Dividendes à provenir d'autres sociétés</b>  |  |
|          |             | 41                | Dividendes à provenir de la société de productions biologiques et pharmaceutiques vétérinaires (BIOPHARMA)        | 2 000 000                                |
|          |             | 42                | Dividendes à provenir de la Société Royale d'Encouragement du Cheval (SOREC)                                      | 25 000 000                               |
|          |             | 43                | Dividendes à provenir de la Société Nationale de Commercialisation de Semences (SONACOS)                          | Mémoire                                  |
|          |             | 44                | Dividendes à provenir des participations financières de l'Etat à diverses sociétés                                | 906 000 000                              |
|          |             | <b>50</b>         | <b>Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits</b>  |  |
|          |             | 51                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant des exploitants de réseaux publics de télécommunications | Mémoire                                  |
|          |             | 52                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA)                | 120 000 000                              |
|          |             | 53                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP)                    | 110 000 000                              |
|          |             | 54                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'autres organismes                                      | Mémoire                                  |
|          |             | 55                | Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications  | Mémoire                                  |
|          |             | 56                | Produits divers   | 3 000 000 000                            |
|          |             | 60                | Produits de cession des participations de l'Etat  | 5 000 000 000                            |
|          |             | 70                | Produits de licences à provenir d'opérateurs de télécommunications  | Mémoire                                  |
|          |             |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION</b>                              | <b>23 419 940 000</b>                    |
|          |             |                   | <b>DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT</b>   |  |
|          |             | 10                | Vente d'immeubles domaniaux ruraux  | 5 000 000                                |
|          |             | 20                | Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...)   | 300 000 000                              |
|          |             | 30                | Successions vacantes et en déshérence   | Mémoire                                  |
|          |             | 40                | Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques  | 500 000                                  |
|          |             | 50                | Produits de vente de meubles, épaves et matériel réformé  | 47 000 000                               |
|          |             | 60                | Recettes diverses   | 2 500 000                                |
|          |             |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT</b>  | <b>355 000 000</b>                       |
|          |             |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>  | <b>421 908 590 000</b>                   |
|          | <b>8800</b> |                   |   |  |

| Chapitre         | Service   | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2023                 |  |
|------------------|---|-------------------|--|--|--|
| 1.1.0.0.0.14.000 | 6100  |                   | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>                   |  |  |
|                  |   |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |  |
|                  |   | 10                | Taxe d'estampillage  | Mémoire  |  |
|                  |   | 20                | Taxe d'inspection  | Mémoire  |  |
|                  |   | 30                | Recettes diverses  | Mémoire  |  |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>Mémoire</b>   |  |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b> | <b>Mémoire</b>   |  |
| 1.1.0.0.0.17.000 | 8100  |                   | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>   |  |  |
|                  |   |                   | <b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES</b>  |  |  |
|                  |   | 10                | Redevances pour l'extraction de matériaux  | 3 000 000  |  |
|                  |   | 20                | Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public  | Mémoire  |  |
|                  |   | 30                | Redevance pour l'occupation du domaine public  | 25 000 000   |  |
|                  |   | 40                | Recettes diverses  | 10 000 000   |  |
|                  |   |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES</b>                       | <b>38 000 000</b>  |  |
|                  | 8200  |                   |  | <b>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</b> |  |
|                  |   | 10                | <b>Droits de port</b>  |  |  |
|                  |   | 11                | Droits de port sur les navires   | Mémoire  |  |
|                  |   | 12                | Pilotage et remorquage   | Mémoire  |  |
|                  |   | 13                | Droits de port sur les passagers et touristes en croisière   | Mémoire  |  |
|                  |   | 14                | Droits de port sur les marchandises  | Mémoire  |  |
|                  |   | 20                | <b>Taxes de débarquement</b>   |  |  |
|                  |   | 21                | Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac  | Mémoire  |  |
|                  |   | 22                | Taxes de péage sur le poisson débarqué   | Mémoire  |  |
| 30               | Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes | Mémoire           |  |  |  |
| 40               | Vente de matériel de port réformé                       | Mémoire           |  |  |  |
| 50               | Droit d'usage du réseau des voies ferrées portuaires    | Mémoire           |  |  |  |
| 60               | Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage     | Mémoire           |  |  |  |

| Chapitre       | Service | Nature de Recette                               | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2023  |             |
|----------------|---------|---|---|---|-------------|
| 1.1.0.0.18.000 | 0000    | 70  | Recettes diverses   | 200 000   |             |
|                |         |   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</b>   | <b>200 000</b>  |             |
|                |         |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>  | <b>38 200 000</b>   |             |
|                |         |   | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>   |   |             |
|                |         |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |   |             |
|                |         | 10  | Taxes sur les transports privés   | 12 000 000  |             |
|                |         | 20  | Recettes diverses   | Mémoire   |             |
|                |         |   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>12 000 000</b>   |             |
|                |         |   | <b>DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</b>  |   |             |
|                |         |   | 10  | Taxes perçues sur les aéroports   | Mémoire     |
| 1.1.0.0.20.000 | 0000    | 20  | Recettes diverses   | Mémoire   |             |
|                |         |   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</b>   | <b>Mémoire</b>  |             |
|                |         |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>   | <b>12 000 000</b>   |             |
|                |         |   | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b>                       |   |             |
|                |         |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |   |             |
|                |         | 10  | Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais  | 50 000  |             |
|                |         | 20  | Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles | Mémoire   |             |
|                |         | 30  | Droits d'analyse des laboratoires   | 50 000  |             |
|                |         | 40  | Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc                           | Mémoire   |             |
|                |         | 50  | Recettes des haras  | Mémoire   |             |
|                |         | 60  | Recettes diverses   | 10 000 000  |             |
|                |         |   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>10 100 000</b>   |             |
|                |         |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |   |             |
|                |         |   | 10  | Redevances pour la concession d'emplacement de madragues sur le domaine public maritime | 7 300 000   |
|                | 20      | Droits de licences dus par les navires de pêche | 38 877 000  |   |             |
|                | 30      | Redevances de pêches maritimes                  | 158 374 000   |   |             |
| 1.1.0.0.20.000 | 9100    |   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>10 100 000</b>   |             |
|                |         |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |   |             |
|                |         |   | 10  | Redevances pour la concession d'emplacement de madragues sur le domaine public maritime | 7 300 000   |
|                |         |   | 20  | Droits de licences dus par les navires de pêche   | 38 877 000  |
|                |         |   | 30  | Redevances de pêches maritimes  | 158 374 000 |

| Chapitre         | Service  | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|-------------------|---|--|
| 1.1.0.0.0.27.000 | 0000   | 40                | Contribution au titre de la pêche maritime  | 231 871 000                              |
|                  |  | 50                | Transactions avant jugement sur délits de pêche   | 4 000 000                                |
|                  |  | 60                | Redevances annuelles dues au titre des conventions de concessions de fermes aquacoles                                   | 1 184 000                                |
|                  |  | 70                | Recettes diverses   | 190 000                                  |
|                  |  |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>441 796 000</b>                       |
|                  |  |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b> | <b>451 896 000</b>                       |
|                  |  |                   | <b>MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>   |  |
|                  |  |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |  |
|                  |  | 10                | Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation                                     | 1 000 000                                |
|                  |  | 20                | Droits d'analyse des laboratoires   | 4 000 000                                |
| 30               | Recettes relatives à la prospection des hydrocarbures et leur exploitation   | Mémoire           |   |  |
| 40               | Recettes diverses  | 7 000 000         |   |  |
| 1.1.0.0.0.28.000 | 0000   |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>12 000 000</b>                        |
|                  |  |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                             | <b>12 000 000</b>                        |
|                  |  |                   | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>  |  |
|                  |  |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |  |
|                  |  | 10                | Taxe de vérification des poids et mesures   | 13 000 000                               |
|                  |  | 20                | Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc...                  | Mémoire                                  |
|                  |  | 30                | Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce                            | Mémoire                                  |
| 40               | Recettes diverses  | Mémoire           |   |  |
| 1.1.0.0.0.29.000 | 8100   |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>13 000 000</b>                        |
|                  |  |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>  | <b>13 000 000</b>                        |
|                  |  |                   | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>   |  |
|                  |  |                   | <b>DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES</b>   |  |
| 10               | Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hébergement dans les centres et dans les camps | Mémoire           |   |  |

| Chapitre  | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|---|---------|-------------------|---|--|
| 1.1.0.0.0.34.000  | 0000    | 20                | Recettes diverses   | Mémoire                                  |
|   |         | 10                | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES</b>  | <b>Mémoire</b>                           |
|   |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>   | <b>Mémoire</b>                           |
|   |         |                   | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b><br><b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
| 1.1.0.0.0.46.000  | 0000    | 10                | Recettes diverses   | 4 000 000                                |
|   |         | 10                | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>4 000 000</b>                         |
|   |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   | <b>4 000 000</b>                         |
|   |         |                   | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b><br><b>ADMINISTRATION GENERALE</b> |  |
| 1.1.0.0.0.51.000  | 0000    | 10                | Recettes diverses   | 200 000                                  |
|   |         | 10                | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>200 000</b>                           |
|   |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>                 | <b>200 000</b>                           |
|   |         |                   | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b><br><b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                       |  |
| 1.1.0.0.0.00.000  | 0000    | 10                | Produits divers du service pénitentiaire  | 150 000                                  |
|   |         | 20                | Recettes diverses   | 500 000                                  |
|   |         | 10                | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>650 000</b>                           |
|   |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>   | <b>650 000</b>                           |
| <b>ADMINISTRATIONS DIVERSES</b><br><b>ADMINISTRATION GENERALE</b> |         |                   |   |  |
|   |         | 10                | Cartes et documents divers édités par les ministères  | 400 000                                  |
|   |         | 20                | Reversements sur traitements et salaires  | 300 000 000                              |
|   |         | 30                | Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires  | 180 000 000                              |
|   |         | 40                | Fonds de concours   |  |
|   |         | 41                | Fonds de concours (coopération internationale)  | Mémoire                                  |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2023 |
|----------|---------|-------------------|--|--|
|          |         | 42                | Fonds de concours à rattacher à divers services  | Mémoire                                  |
|          |         | 50                | Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques  | Mémoire                                  |
|          |         | 60                | Recettes exceptionnelles d'ordre   | Mémoire                                  |
|          |         | 70                | Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente                             | Mémoire                                  |
|          |         | 80                | Recettes diverses en atténuation de dépenses   | 5 000 000                                |
|          |         | <b>90</b>         | <b>Recettes diverses</b>   |  |
|          |         | 91                | Recettes au titre des versements à partir des comptes d'affectation spéciale               | Mémoire                                  |
|          |         | 92                | Recettes au titre des versements à partir des services de l'Etat gérés de manière autonome | Mémoire                                  |
|          |         | 93                | Autres recettes  | 70 000 000                               |
|          |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>555 400 000</b>                       |
|          |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES</b>  | <b>555 400 000</b>                       |
|          |         |                   | <b>TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL</b>   | <b>423 760 808 000</b>                   |

II. Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome  
(En dirhams)

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>PREMIERE PARTIE : - RECETTES D'EXPLOITATION</b>   |   |
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM  | 18 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>18 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION                                 | 900 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>900 000</b>                          |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER</b> |   |
| 4.1.1.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES   | 20 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>20 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE                                  | 80 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>80 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b>                                      |   |
| 4.1.1.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION   | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.11.004 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA                                     | 15 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.11.005 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES   | 20 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.11.006 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  | 12 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>52 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE   | 11 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL  | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT  | 12 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT   | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA   | 13 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA  | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA  | 21 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI   | 17 500 000                              |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                    | 18 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT                                       | 16 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE                                    | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU                                       | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA                                      | 25 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM                                   | 16 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN                                  | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE                                      | 15 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER                                      | 28 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN                                      | 20 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                   | 21 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE                                       | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA                                     | 13 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA                                   | 23 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA   | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG                                       | 6 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR  | 24 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE                                      | 9 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                | 7 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE                                    | 15 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN                                      | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                 | 27 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR                                       | 23 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                   | 16 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 14 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE    | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID           | 15 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA                                  | 14 000 000                              |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 4.1.1.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA                         | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE                               | 20 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA                     | 20 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET                          | 15 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES                             | 31 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA                               | 27 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE          | 44 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                | 23 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE                                       | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                        | 20 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                           | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI       | 7 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE                            | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT                              | 28 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                            | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                    | 7 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK         | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE                          | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA                                | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ                            | 7 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA                              | 6 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR                            | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ                            | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM                            | 11 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA                             | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR                            | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL                              | 8 500 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB   | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ  | 11 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE  | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA  | 9 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK                   | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES   | 32 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR  | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI  | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE   | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE   | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID  | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA   | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR   | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA  | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH                                       | 8 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT   | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF  | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.087 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA   | 6 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>1 061 500 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>                                     |   |
| 4.1.1.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION   | -                                       |
| 4.1.1.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME   | 50 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE  | -                                       |
| 4.1.1.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                                     | 55 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>105 000 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b> |   |
| 4.1.1.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                             | 11 016 000                              |
| 4.1.1.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 1 542 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 4.1.1.0.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER      | 1 315 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 865 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES                                      | 375 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH                                | 400 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES                                   | 375 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT                                    | 300 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE                               | 300 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE                                 | 400 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>16 888 000</b>                       |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  | 24 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>24 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES                                 | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL                         | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES   | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT                                       | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH                                   | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES                                      | -                                       |
| 4.1.1.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA  | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA                                  | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR                                       | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER                            | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE  | 1 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE                                    | 2 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER                                      | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL                                 | 2 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE   | 40 000 000                              |

| <b>Code Chapitre</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Ressources pour l'année budgétaire 2023</b> |
|----------------------|---|--|
| 4.1.1.0.0.17.023     | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS  | 5 000 000                                      |
|                      | <b>TOTAL</b>  | <b>102 000 000</b>                             |
|                      | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>   |  |
| 4.1.1.0.0.18.001     | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES   | 6 000 000                                      |
| 4.1.1.0.0.18.002     | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE  | 2 500 000                                      |
| 4.1.1.0.0.18.003     | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE   | 10 000 000                                     |
|                      | <b>TOTAL</b>  | <b>18 500 000</b>                              |
|                      | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b> |  |
| 4.1.1.0.0.20.001     | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE    | 3 200 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.002     | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA                             | 3 200 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.003     | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA   | 1 750 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.004     | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET   | 2 100 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.005     | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR   | 2 100 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.006     | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA   | 2 650 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.007     | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES                                     | 19 400 000                                     |
| 4.1.1.0.0.20.008     | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA  | 2 400 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.009     | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI  | 2 759 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.010     | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES  | 5 073 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.011     | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN   | 2 600 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.012     | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE   | 2 657 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.013     | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -  | 2 426 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.014     | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS   | 5 600 000                                      |
| 4.1.1.0.0.20.015     | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES  | 11 800 000                                     |
|                      | <b>TOTAL</b>  | <b>69 715 000</b>                              |
|                      | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>  |  |
| 4.1.1.0.0.23.001     | DIVISION DU PELERINAGE  | 20 000 000                                     |
| 4.1.1.0.0.23.002     | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC  | 500 000  |
|                      | <b>TOTAL</b>  | <b>20 500 000</b>                              |

| Code Chapitre   | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|---|--|---|
| <b>MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                           |  |   |
| 4.1.1.0.0.27.001  | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT                                     | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.27.002  | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH                                    | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.27.004  | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION | 800 000                                 |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>6 300 000</b>                        |
| <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>                               |  |   |
| 4.1.1.0.0.29.001  | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | 1 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.29.007  | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA  | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.29.008  | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION         | 4 080 000                               |
| 4.1.1.0.0.29.009  | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA      | 8 060 000                               |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>21 140 000</b>                       |
| <b>MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES</b> |  |   |
| 4.1.1.0.0.31.004  | DIVISION DE LA FORMATION   | 400 000                                 |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>400 000</b>                          |
| <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |  |   |
| 4.1.1.0.0.34.001  | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE                             | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.002  | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT                 | 170 000 000                             |
| 4.1.1.0.0.34.003  | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH                             | 52 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.004  | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES                           | 50 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.005  | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE                             | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.006  | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA                             | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.007  | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM                       | 21 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.008  | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR                            | 33 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.009  | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA     | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.010  | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE           | 2 474 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.011  | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS      | -                                       |
| 4.1.1.0.0.34.012  | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA   | 4 000 000                               |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>362 474 000</b>                      |

| Code Chapitre   | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|---|--|---|
| <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  |  |   |
| 4.1.1.0.0.42.001  | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 13 850 000                              |
| 4.1.1.0.0.42.002  | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION                         | 2 161 000                               |
| 4.1.1.0.0.42.003  | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION                      | 2 736 000                               |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>18 747 000</b>                       |
| <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> |  |   |
| 4.1.1.0.0.46.001  | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT                  | 8 732 000                               |
| 4.1.1.0.0.46.002  | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME           | 1 330 000                               |
| 4.1.1.0.0.46.005  | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH              | 2 920 000                               |
| 4.1.1.0.0.46.006  | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA                   | 186 000                                 |
| 4.1.1.0.0.46.007  | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR                  | 186 000                                 |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>13 354 000</b>                       |
| <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       |  |   |
| 4.1.1.0.0.51.001  | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE | 5 500 000                               |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>5 500 000</b>                        |
| <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</b>  |  | <b>2 016 918 000</b>                    |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>DEUXIEME PARTIE : - RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>   |   |
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION                                 | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER</b> |   |
| 4.1.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE                                  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b>                                      |   |
| 4.1.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.11.004 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA                                     | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.11.005 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES   | 5 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.11.006 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  | 3 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>11 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE   | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL  | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT  | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT   | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA   | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA  | 500 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI   | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                    | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT                                       | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE                                    | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU                                       | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA                                      | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM                                   | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN                                  | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE                                      | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER                                      | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN                                      | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                   | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE                                       | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA                                     | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA                                   | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA   | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG                                       | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR  | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE                                      | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE                                    | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN                                      | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                 | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR                                       | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                   | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE    | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID           | 600 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA                         | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA                         | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE                               | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA                     | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSET                           | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES                             | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA                               | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE          | 10 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE                                       | 16 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                | 3 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                        | 9 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                           | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI       | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE                            | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT                              | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                            | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                    | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK         | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE                          | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA                                | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ                            | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA                              | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR                            | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ                            | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM                            | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA                             | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR                            | 400 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE  | 5 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK                   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES   | 1 200 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID  | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH                                       | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.087 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>84 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>                                     |   |
| 4.1.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE  | 9 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                                     | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>9 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b> |   |
| 4.1.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                             | 1 000 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE  | 788 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER      | 750 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 875 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES                                      | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH                                | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES                                   | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT                                    | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE                               | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE                                 | 60 000                                  |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>3 773 000</b>                        |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES                                 | 4 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL                         | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT                                       | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH                                   | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES                                      | -                                       |
| 4.1.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA  | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA                                  | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR                                       | 3 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER                            | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE  | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE                                    | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER                                      | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL                                 | 500 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE   | 48 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS  | 3 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>67 800 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES   | 10 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE  | 4 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE   | 35 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>49 500 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b> |   |
| 4.1.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE    | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA                             | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES                                     | 2 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA  | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI  | 650 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES  | 4 200 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN   | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE   | 535 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -  | 2 315 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS   | 4 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES  | 10 400 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>25 200 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE  | -                                       |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                           |   |
| 4.1.2.0.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT  | 380 000                                 |
| 4.1.2.0.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH   | 1 380 000                               |
| 4.1.2.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION                                  | 1 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>3 260 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>                               |   |
| 4.1.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA                                   | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION  | 3 610 000                               |
| 4.1.2.0.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA                                       | 6 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>13 110 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES</b> |   |
| 4.1.2.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION  | 200 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>200 000</b>                          |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE  | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA                                      | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS                                       | -                                       |

| <b>Code Chapitre</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Ressources pour l'année budgétaire 2023</b> |
|----------------------|---|--|
| 4.1.2.0.0.34.012     | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA  | -  |
|                      | <b>TOTAL</b>  | <b>3 000 000</b>                               |
|                      | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  |  |
| 4.1.2.0.0.42.001     | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE  | 2 942 000                                      |
| 4.1.2.0.0.42.002     | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION  | 3 000 000                                      |
| 4.1.2.0.0.42.003     | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION   | 2 700 000                                      |
|                      | <b>TOTAL</b>  | <b>8 642 000</b>                               |
|                      | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> |  |
| 4.1.2.0.0.46.001     | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT   | 2 100 000                                      |
| 4.1.2.0.0.46.002     | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME  | 700 000  |
| 4.1.2.0.0.46.005     | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH   | 1 300 000                                      |
| 4.1.2.0.0.46.006     | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA  | 100 000  |
| 4.1.2.0.0.46.007     | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR   | 100 000  |
|                      | <b>TOTAL</b>  | <b>4 300 000</b>                               |
|                      | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       |  |
| 4.1.2.0.0.51.001     | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE  | -  |
|                      | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                       |
|                      | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>  | <b>282 785 000</b>                             |
|                      | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</b>                                    | <b>2 299 703 000</b>                           |

III. Comptes spéciaux du Trésor  
(En dirhams)

| Code             | Désignation des comptes  | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>3.1- COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>   |   |
| 3.1.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel  | 90 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.00.002 | Fonds spécial pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité | 5 000 000                               |
| 3.1.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes   | 3 209 100 000                           |
| 3.1.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain   | 2 914 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications   | 200 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain   | 3 600 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.04.007 | Fonds de mise à niveau sociale   | 10 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.04.008 | Fonds de promotion des investissements   | 3 353 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions   | 400 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale   | 160 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.07.001 | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration              | 25 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.08.004 | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A   | 37 608 299 000                          |
| 3.1.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile  | 200 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions  | 9 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage   | 1 500 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale   | 30 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage  | 463 927 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation   | 1 500 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles   | 400 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.013 | Fonds de solidarité interrégionale   | 1 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique  | 22 500 000                              |
| 3.1.0.0.1.11.003 | Fonds national du développement du sport   | 800 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale   | 1 900 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.13.003 | Fonds de remploi domanial  | 1 500 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries  | 80 000 000                              |

| <b>Code</b>      | <b>Désignation des comptes</b>  | <b>Ressources pour l'année budgétaire 2023</b> |
|------------------|---|--|
| 3.1.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers   | 350 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire   | 5 000 000                                      |
| 3.1.0.0.1.13.012 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères  | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat   | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances  | 600 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires   | 600 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat   | 89 960 000                                     |
| 3.1.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale  | 10 000 000 000                                 |
| 3.1.0.0.1.13.025 | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe   | 350 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.026 | Fonds de lutte contre la fraude douanière   | 800 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.027 | Fonds provenant des dépôts au Trésor  | 360 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.028 | Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat   | 500 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.030 | Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19"   | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier   | 2 700 000 000                                  |
| 3.1.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire   | 16 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole   | 4 000 000 000                                  |
| 3.1.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime   | 80 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.20.007 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne  | 4 132 000 000                                  |
| 3.1.0.0.1.20.008 | Fonds national forestier  | 700 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.20.009 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale  | 30 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable  | 150 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique  | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle   | 20 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.29.004 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique   | 370 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe                                 | 1 179 500 000                                  |
| 3.1.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale  | 50 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.46.001 | Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine  | 2 000 000 000                                  |

| Code             | Désignation des comptes   | Ressources pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 3.1.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires   | 150 000 000                             |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>  | <b>99 403 286 000</b>                   |
|                  | <b>3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  |   |
| 3.1.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales   | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  | <b>Mémoire</b>                          |
|                  | <b>3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   |   |
| 3.1.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises  | 100 000 000                             |
| 3.1.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs                                | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   | <b>100 000 000</b>                      |
|                  | <b>3.7- COMPTES DE FINANCEMENT</b>  |   |
| 3.1.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités territoriales   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation  | 3 019 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires  | 6 429 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA"   | 61 571 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE FINANCEMENT</b>  | <b>71 019 000</b>                       |
|                  | <b>3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   |   |
| 3.1.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense | 10 800 000 000                          |
| 3.1.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques  | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   | <b>10 800 500 000</b>                   |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>  | <b>110 374 805 000</b>                  |

TABLEAU (B)  
(Article 45)  
Titre I  
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR  
CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE  
FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2023  
(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
|                       | <b>SA MAJESTE LE ROI</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.01.000      | - Listes Civiles .....   | 26 292 000                           |
| 1.2.1.2.0.01.000      | - Dotations de Souveraineté .....  | 517 164 000                          |
|                       | <b>COUR ROYALE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.02.000      | - Personnel .....  | 577 257 000                          |
| 1.2.1.2.0.02.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....  | 1 514 183 000                        |
|                       | <b>CHAMBRE DES REPRESENTANTS</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.03.000      | - Personnel .....  | 433 410 000                          |
| 1.2.1.2.0.03.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....  | 142 860 000                          |
|                       | <b>CHAMBRE DES CONSEILLERS</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.43.000      | - Personnel .....  | 288 440 000                          |
| 1.2.1.2.0.43.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....  | 137 180 000                          |
|                       | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.04.000      | - Personnel .....  | 176 690 000                          |
| 1.2.1.2.0.04.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....  | 744 700 000                          |
|                       | <b>JURIDICTIONS FINANCIERES</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.05.000      | - Personnel .....  | 372 640 000                          |
| 1.2.1.2.0.05.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....  | 95 000 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.06.000      | - Personnel .....  | 3 189 941 000                        |
| 1.2.1.2.0.06.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....  | 333 949 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.07.000      | - Personnel .....  | 2 613 081 000                        |
| 1.2.1.2.0.07.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....  | 1 396 600 000                        |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions   | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
|                       | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.08.000      | - Personnel .....   | 31 221 521 000                       |
| 1.2.1.2.0.08.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 4 480 657 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.10.000      | - Personnel .....   | 8 795 874 000                        |
| 1.2.1.2.0.10.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 4 416 081 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b>                       |                                      |
| 1.2.1.1.0.11.000      | - Personnel .....   | 40 856 209 000                       |
| 1.2.1.2.0.11.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 21 202 187 000                       |
|                       | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                      |                                      |
| 1.2.1.1.0.12.000      | - Personnel .....   | 13 455 252 000                       |
| 1.2.1.2.0.12.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 6 675 000 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.13.000      | - Personnel .....   | 3 199 876 000                        |
| 1.2.1.2.0.13.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 584 278 000                          |
| 1.2.1.3.0.13.000      | - Charges communes .....  | 38 674 400 000                       |
| 1.2.1.5.0.13.000      | - Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux .....                                 | 9 648 013 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>            |                                      |
| 1.2.1.1.0.14.000      | - Personnel .....   | 297 131 000                          |
| 1.2.1.2.0.14.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 228 476 000                          |
|                       | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.16.000      | - Personnel .....   | 95 709 000                           |
| 1.2.1.2.0.16.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 27 541 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.17.000      | - Personnel .....   | 1 064 128 000                        |
| 1.2.1.2.0.17.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 608 997 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.18.000      | - Personnel .....   | 184 064 000                          |
| 1.2.1.2.0.18.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 102 770 000                          |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions   | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
|                       | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.20.000      | - Personnel .....   | 963 850 000                          |
| 1.2.1.2.0.20.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 3 389 046 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.23.000      | - Personnel .....   | 1 079 540 000                        |
| 1.2.1.2.0.23.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 3 591 943 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE L'INVESTISSEMENT, DE LA CONVERGENCE ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.24.000      | - Personnel .....   | 16 535 000                           |
| 1.2.1.2.0.24.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 122 565 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.27.000      | - Personnel .....   | 240 099 000                          |
| 1.2.1.2.0.27.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 322 572 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.28.000      | - Personnel .....   | 256 376 000                          |
| 1.2.1.2.0.28.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 288 188 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.29.000      | - Personnel .....   | 836 102 000                          |
| 1.2.1.2.0.29.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 2 066 496 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.31.000      | - Personnel .....   | 362 377 000                          |
| 1.2.1.2.0.31.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 1 161 482 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.32.000      | - Personnel .....   | 41 815 000                           |
| 1.2.1.2.0.32.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 45 811 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION</b>                    |                                      |
| 1.2.1.1.0.33.000      | - Personnel .....   | 71 842 000                           |
| 1.2.1.2.0.33.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 187 297 000                          |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions   | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
|                       | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.34.000      | - Personnel .....   | 39 480 914 000                       |
| 1.2.1.2.0.34.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 7 530 010 000                        |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION</b>                           |                                      |
| 1.2.1.1.0.35.000      | - Personnel .....   | 74 655 000                           |
| 1.2.1.2.0.35.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 75 912 000                           |
|                       | <b>DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES</b>  |                                      |
| 1.2.1.4.0.36.000      | - Dépenses imprévues et dotations provisionnelles   | 2 200 000 000                        |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.42.000      | - Personnel .....   | 349 666 000                          |
| 1.2.1.2.0.42.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 173 459 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.46.000      | - Personnel .....   | 385 622 000                          |
| 1.2.1.2.0.46.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 759 970 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'INSERTION SOCIALE ET DE LA FAMILLE</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.48.000      | - Personnel .....   | 79 379 000                           |
| 1.2.1.2.0.48.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 580 000 000                          |
|                       | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       |                                      |
| 1.2.1.1.0.51.000      | - Personnel .....   | 1 829 701 000                        |
| 1.2.1.2.0.51.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 966 433 000                          |
|                       | <b>CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.52.000      | - Personnel .....   | 71 985 000                           |
| 1.2.1.2.0.52.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 50 980 000                           |
|                       | <b>CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.53.000      | - Personnel .....   | 2 670 963 000                        |
| 1.2.1.2.0.53.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 263 080 000                          |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions   | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
|                       | <b>CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.54.000      | - Personnel .....   | 91 360 000                           |
| 1.2.1.2.0.54.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | 84 000 000                           |
|                       | <b>INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.55.000      | - Personnel .....   | Mémoire                              |
| 1.2.1.2.0.55.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....   | Mémoire                              |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL :</b>                               | <b>271 139 576 000</b>               |

**TABLEAU (C)**  
**(Article 46)**  
**Titre II**  
**REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR**  
**CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**  
**DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2023**  
**(En dirhams)**

| <b>Numéros des chapitres</b> | <b>Départements Ministériels ou Institutions</b>  | <b>Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023</b> | <b>Crédits d'engagement pour 2024 et suivants</b> | <b>TOTAL</b>   |
|------------------------------|---|---|---|----------------|
| 1.2.2.2.0.02.000             | COUR ROYALE   | 131 608 000   | -   | 131 608 000    |
| 1.2.2.2.0.03.000             | CHAMBRE DES REPRESENTANTS   | 20 000 000  | 20 000 000  | 40 000 000     |
| 1.2.2.2.0.43.000             | CHAMBRE DES CONSEILLERS   | 45 000 000  | 10 000 000  | 55 000 000     |
| 1.2.2.2.0.04.000             | CHEF DU GOUVERNEMENT  | 700 300 000   | 7 000 000   | 707 300 000    |
| 1.2.2.2.0.05.000             | JURIDICTIONS FINANCIERES  | 85 000 000  | 67 000 000  | 152 000 000    |
| 1.2.2.2.0.06.000             | MINISTERE DE LA JUSTICE   | 230 550 000   | 263 000 000                                       | 493 550 000    |
| 1.2.2.2.0.07.000             | MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | 305 000 000   | 60 000 000  | 365 000 000    |
| 1.2.2.2.0.08.000             | MINISTERE DE L'INTERIEUR  | 4 062 092 000   | 3 877 690 000                                     | 7 939 782 000  |
| 1.2.2.2.0.10.000             | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION                | 1 853 080 000   | 1 247 000 000                                     | 3 100 080 000  |
| 1.2.2.2.0.11.000             | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS                                      | 8 966 871 000   | 5 277 000 000                                     | 14 243 871 000 |
| 1.2.2.2.0.12.000             | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE   | 8 000 000 000   | 6 000 000 000                                     | 14 000 000 000 |
| 1.2.2.2.0.13.000             | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES   | 136 493 000   | 87 325 000  | 223 818 000    |
| 1.2.2.3.0.13.000             | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Charges communes  | 33 861 000 000  | -   | 33 861 000 000 |
| 1.2.2.2.0.14.000             | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE                           | 841 977 000   | 56 500 000  | 898 477 000    |
| 1.2.2.2.0.16.000             | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT   | 10 353 000  | -   | 10 353 000     |
| 1.2.2.2.0.17.000             | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU   | 13 530 816 000  | 43 836 049 000                                    | 57 366 865 000 |
| 1.2.2.2.0.18.000             | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE  | 1 831 620 000   | 198 000 000                                       | 2 029 620 000  |
| 1.2.2.2.0.20.000             | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS        | 14 352 407 000  | 5 852 670 000                                     | 20 205 077 000 |
| 1.2.2.2.0.23.000             | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES   | 1 037 239 000   | 900 000 000                                       | 1 937 239 000  |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL                  |
|-----------------------|--|--|--|------------------------|
| 1.2.2.2.0.24.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE L'INVESTISSEMENT, DE LA CONVERGENCE ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES | 3 369 213 000                                    | 2 000 000                                  | 3 371 213 000          |
| 1.2.2.2.0.27.000      | MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE   | 186 827 000                                      | 25 500 000                                 | 212 327 000            |
| 1.2.2.2.0.28.000      | MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE  | 1 338 594 000                                    | 120 000 000                                | 1 458 594 000          |
| 1.2.2.2.0.29.000      | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION   | 2 196 751 000                                    | 365 000 000                                | 2 561 751 000          |
| 1.2.2.2.0.31.000      | MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES   | 912 260 000                                      | 127 000 000                                | 1 039 260 000          |
| 1.2.2.2.0.32.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT  | 24 460 000                                       | -  | 24 460 000             |
| 1.2.2.2.0.33.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION                    | 1 249 225 000                                    | 10 000 000                                 | 1 259 225 000          |
| 1.2.2.2.0.34.000      | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE   | 5 146 690 000                                    | 3 400 000 000                              | 8 546 690 000          |
| 1.2.2.2.0.35.000      | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION   | 6 664 000  | 3 000 000                                  | 9 664 000              |
| 1.2.2.2.0.42.000      | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN  | 20 319 000                                       | 8 000 000                                  | 28 319 000             |
| 1.2.2.2.0.46.000      | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE                             | 940 495 000                                      | 67 855 000                                 | 1 008 350 000          |
| 1.2.2.2.0.48.000      | MINISTERE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'INSERTION SOCIALE ET DE LA FAMILLE  | 225 000 000                                      | -  | 225 000 000            |
| 1.2.2.2.0.51.000      | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION   | 160 700 000                                      | 250 000 000                                | 410 700 000            |
| 1.2.2.2.0.52.000      | CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL  | 11 500 000                                       | -  | 11 500 000             |
| 1.2.2.2.0.53.000      | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE  | 224 200 000                                      | -  | 224 200 000            |
| 1.2.2.2.0.54.000      | CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME   | 13 000 000                                       | -  | 13 000 000             |
| 1.2.2.2.0.55.000      | INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION   | Mémoire  | Mémoire                                    | Mémoire                |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL :</b>   | <b>106 027 304 000</b>                           | <b>72 137 589 000</b>                      | <b>178 164 893 000</b> |

TABLEAU (D)

(Article 47)

Titre III

REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES  
RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2023

(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
| 1.2.3.1.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Intérêts et Commissions de la Dette Publique               | 30 966 549 000                       |
| 1.2.3.2.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes | 78 253 012 000                       |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE :</b>                                | <b>109 219 561 000</b>               |

TABLEAU (E)  
(Article 48)  
REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION  
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE  
BUDGETAIRE 2023  
(En dirhams)

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>   |   |
| 4.2.1.1.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM   | 18 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  | <b>18 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>  |   |
| 4.2.1.1.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION  | 900 000                                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE</b>   | <b>900 000</b>                          |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER</b>  |   |
| 4.2.1.1.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES  | 20 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER</b> | <b>20 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>   |   |
| 4.2.1.1.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE   | 80 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  | <b>80 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b>   |   |
| 4.2.1.1.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION  | 5 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.11.004 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA  | 15 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.11.005 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES  | 20 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.11.006 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS   | 12 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b>                                      | <b>52 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>  |   |
| 4.2.1.1.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE  | 11 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL   | 10 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT   | 12 500 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT  | 13 000 000                              |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 4.2.1.1.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA                            | 13 500 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA                                       | 9 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA                                       | 21 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI  | 17 500 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                       | 18 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT  | 16 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE                                       | 7 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU  | 6 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA   | 25 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM                                      | 16 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN                                     | 8 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE   | 15 500 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER   | 28 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN   | 20 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                      | 21 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE  | 6 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA  | 13 500 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA                                      | 23 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA  | 13 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG  | 6 800 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR   | 24 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE   | 9 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                   | 7 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE                                       | 15 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN   | 6 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                    | 27 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR  | 23 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                      | 16 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY<br>MOHAMMADI | 14 000 000                              |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2023 |
|------------------|---|---|
| 4.2.1.1.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE | 13 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID        | 15 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA                               | 14 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA                               | 9 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE                                     | 20 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA                           | 20 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET                                | 15 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES                                   | 31 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA                                     | 27 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE                | 44 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                      | 23 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE   | 6 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                      | 2 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                              | 20 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                                 | 8 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI             | 7 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE                                  | 7 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT                                    | 28 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                                  | 8 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                          | 7 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK               | 9 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE                                | 5 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA                                      | 4 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ                                  | 7 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA                                    | 6 700 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR                                  | 5 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ                                  | 6 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM                                  | 11 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA                                   | 7 000 000                               |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|--------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI   | 12 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR  | 10 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL  | 8 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB  | 6 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ   | 11 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE   | 4 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA   | 9 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK  | 6 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES  | 32 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR   | 6 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI   | 6 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE  | 6 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE  | 7 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID   | 10 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA  | 6 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR  | 6 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA   | 5 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH  | 8 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT  | 7 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF   | 6 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.12.087 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA  | 6 000 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b> | <b>1 061 500 000</b>                 |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>  |                                      |
| 4.2.1.1.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION  | -                                    |
| 4.2.1.1.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME  | 50 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE   | -                                    |
| 4.2.1.1.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS  | 55 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>           | <b>105 000 000</b>                   |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|--------------------------------------|
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>  |                                      |
| 4.2.1.1.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER  | 11 016 000                           |
| 4.2.1.1.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE  | 1 542 000                            |
| 4.2.1.1.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER  | 1 315 000                            |
| 4.2.1.1.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT   | 865 000                              |
| 4.2.1.1.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES  | 375 000                              |
| 4.2.1.1.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH  | 400 000                              |
| 4.2.1.1.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES   | 375 000                              |
| 4.2.1.1.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT  | 300 000                              |
| 4.2.1.1.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE   | 300 000                              |
| 4.2.1.1.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE   | 400 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b> | <b>16 888 000</b>                    |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>  |                                      |
| 4.2.1.1.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  | 24 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>   | <b>24 000 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>  |                                      |
| 4.2.1.1.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES   | 5 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL   | 3 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES   | 9 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT   | 5 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH   | 7 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES  | -                                    |
| 4.2.1.1.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA  | 4 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA  | 3 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR   | 7 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER   | 2 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE  | 1 000 000                            |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|--------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE   | 2 700 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER   | 3 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL  | 2 800 000                            |
| 4.2.1.1.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE  | 40 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS   | 5 000 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>      | <b>102 000 000</b>                   |
|                  | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>  |                                      |
| 4.2.1.1.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES  | 6 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE   | 2 500 000                            |
| 4.2.1.1.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE  | 10 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b> | <b>18 500 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b>      |                                      |
| 4.2.1.1.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE         | 3 200 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA                                  | 3 200 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | 1 750 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | 2 100 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | 2 100 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | 2 650 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES  | 19 400 000                           |
| 4.2.1.1.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA   | 2 400 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 2 759 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 5 073 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN  | 2 600 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE  | 2 657 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -   | 2 426 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 5 600 000                            |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2023 |
|------------------|--|---|
| 4.2.1.1.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 11 800 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b> | <b>69 715 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |   |
| 4.2.1.1.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE   | 20 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC   | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>  | <b>20 500 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>  |   |
| 4.2.1.1.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT   | 2 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH  | 3 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION   | 800 000                                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                             | <b>6 300 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>  |   |
| 4.2.1.1.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | 1 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA  | 8 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION   | 4 080 000                               |
| 4.2.1.1.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA  | 8 060 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>                                 | <b>21 140 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES</b>  |   |
| 4.2.1.1.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION   | 400 000                                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES</b>   | <b>400 000</b>                          |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  |   |
| 4.2.1.1.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE   | 5 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT   | 170 000 000                             |
| 4.2.1.1.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH   | 52 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES   | 50 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE   | 12 000 000                              |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|--|--------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA   | 10 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM   | 21 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR  | 33 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA   | 3 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE   | 2 474 000                            |
| 4.2.1.1.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS  | -                                    |
| 4.2.1.1.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA   | 4 000 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   | <b>362 474 000</b>                   |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   |                                      |
| 4.2.1.1.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE   | 13 850 000                           |
| 4.2.1.1.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION   | 2 161 000                            |
| 4.2.1.1.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION  | 2 736 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  | <b>18 747 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>  |                                      |
| 4.2.1.1.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT  | 8 732 000                            |
| 4.2.1.1.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME   | 1 330 000                            |
| 4.2.1.1.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH  | 2 920 000                            |
| 4.2.1.1.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA   | 186 000                              |
| 4.2.1.1.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR  | 186 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> | <b>13 354 000</b>                    |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>  |                                      |
| 4.2.1.1.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE   | 5 500 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       | <b>5 500 000</b>                     |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</b>  | <b>2 016 918 000</b>                 |

**TABLEAU (F)**  
**(Article 49)**  
**REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES**  
**D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME**  
**POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2023**  
**(En dirhams)**

| Code             | Désignation   | Crédits de<br>paiement pour<br>l'année<br>budgétaire 2023 | Crédits<br>d'engagement<br>pour 2024 et<br>suivants | TOTAL             |
|------------------|---|---|---|-------------------|
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>   |   |   |                   |
| 4.2.2.2.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM   | -   | -   | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES<br/>SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  | -   | -   | -                 |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>  |   |   |                   |
| 4.2.2.2.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION<br>JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION   | -   | -   | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES<br/>SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE</b>   | -   | -   | -                 |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA<br/>COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS<br/>RÉSIDENT A L'ETRANGER</b>  |   |   |                   |
| 4.2.2.2.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES  | -   | -   | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES<br/>SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES<br/>ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET<br/>DES MAROCAINS RÉSIDENT A L'ETRANGER</b> | -   | -   | -                 |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>   |   |   |                   |
| 4.2.2.2.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES<br>ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE  | -   | -   | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES<br/>SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  | -   | -   | -                 |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU<br/>PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b>   |   |   |                   |
| 4.2.2.2.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION  | -   | -   | -                 |
| 4.2.2.2.0.11.004 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA<br>ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA   | 3 000 000   | -   | 3 000 000         |
| 4.2.2.2.0.11.005 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES<br>SALLES SPORTIVES   | 5 000 000   | -   | 5 000 000         |
| 4.2.2.2.0.11.006 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA<br>JEUNESSE ET DES SPORTS  | 3 000 000   | -   | 3 000 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES<br/>SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION<br/>NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS</b>  | <b>11 000 000</b>   | -   | <b>11 000 000</b> |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL   |
|------------------|--|--|--|---------|
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b> |  |  |         |
| 4.2.2.2.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE                 | 800 000  | -  | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL      | 600 000  | -  | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT                  | 600 000  | -  | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT                     | 900 000  | -  | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA       | 700 000  | -  | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA                  | 400 000  | -  | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA                  | 500 000  | -  | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI                       | 900 000  | -  | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                  | 700 000  | -  | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT                     | 600 000  | -  | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE                  | 500 000  | -  | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU                     | 400 000  | -  | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA                    | 800 000  | -  | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM                 | 600 000  | -  | 600 000 |
| 4.2.2.2.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN                | 500 000  | -  | 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE                    | 800 000  | -  | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER                    | 900 000  | -  | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN                    | 900 000  | -  | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                 | 900 000  | -  | 900 000 |
| 4.2.2.2.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE                     | 300 000  | -  | 300 000 |
| 4.2.2.2.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA                   | -  | -  | -       |
| 4.2.2.2.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA                 | 700 000  | -  | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA                       | 800 000  | -  | 800 000 |
| 4.2.2.2.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG                     | 400 000  | -  | 400 000 |
| 4.2.2.2.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR                      | 700 000  | -  | 700 000 |
| 4.2.2.2.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE                    | 400 000  | -  | 400 000 |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL      |
|------------------|--|--|--|------------|
| 4.2.2.2.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.2.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE                                    | 900 000  | -  | 900 000    |
| 4.2.2.2.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN                                      | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.2.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                 | 700 000  | -  | 700 000    |
| 4.2.2.2.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR                                       | 800 000  | -  | 800 000    |
| 4.2.2.2.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                   | 700 000  | -  | 700 000    |
| 4.2.2.2.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 600 000  | -  | 600 000    |
| 4.2.2.2.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE    | 600 000  | -  | 600 000    |
| 4.2.2.2.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID           | 600 000  | -  | 600 000    |
| 4.2.2.2.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA                                  | 800 000  | -  | 800 000    |
| 4.2.2.2.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA                                  | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.2.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE  | -  | -  | -          |
| 4.2.2.2.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA                              | -  | -  | -          |
| 4.2.2.2.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET                                   | 700 000  | -  | 700 000    |
| 4.2.2.2.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES                                      | 900 000  | -  | 900 000    |
| 4.2.2.2.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA  | 800 000  | -  | 800 000    |
| 4.2.2.2.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET D'HEMATOLOGIE                   | 10 000 000                                       | -  | 10 000 000 |
| 4.2.2.2.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                         | -  | -  | -          |
| 4.2.2.2.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE  | 16 000 000                                       | -  | 16 000 000 |
| 4.2.2.2.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION   | 3 500 000  | -  | 3 500 000  |
| 4.2.2.2.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                                 | 9 500 000  | -  | 9 500 000  |
| 4.2.2.2.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                                    | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.2.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI                | 500 000  | -  | 500 000    |
| 4.2.2.2.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE                                     | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.2.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT                                       | 400 000  | -  | 400 000    |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL     |
|------------------|---|--|--|-----------|
| 4.2.2.2.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                            | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                    | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK         | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE                          | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA                                | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ                            | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA                              | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR                            | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ                            | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM                            | 500 000  | -  | 500 000   |
| 4.2.2.2.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA                             | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR                            | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL                              | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB                            | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ                       | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE                                 | 5 000 000  | -  | 5 000 000 |
| 4.2.2.2.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA                               | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK  | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES                                | 1 200 000  | -  | 1 200 000 |
| 4.2.2.2.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR                             | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI                           | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE                        | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE                            | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID                           | 600 000  | -  | 600 000   |
| 4.2.2.2.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA                              | 400 000  | -  | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR                        | 400 000  | -  | 400 000   |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL             |
|------------------|---|--|--|-------------------|
| 4.2.2.2.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA   | 400 000  | -  | 400 000           |
| 4.2.2.2.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH  | 400 000  | -  | 400 000           |
| 4.2.2.2.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.2.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF   | 400 000  | -  | 400 000           |
| 4.2.2.2.0.12.087 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MADIOUNA  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b> | <b>84 000 000</b>                                | <b>-</b>                                   | <b>84 000 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.2.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.2.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.2.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE   | 9 000 000  | -  | 9 000 000         |
| 4.2.2.2.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>           | <b>9 000 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>9 000 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>                                  |  |  |                   |
| 4.2.2.2.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER  | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.2.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE                                  | 788 000  | -  | 788 000           |
| 4.2.2.2.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER                                      | 750 000  | -  | 750 000           |
| 4.2.2.2.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT                                 | 875 000  | -  | 875 000           |
| 4.2.2.2.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES  | 60 000   | -  | 60 000            |
| 4.2.2.2.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH  | 60 000   | -  | 60 000            |
| 4.2.2.2.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES   | 60 000   | -  | 60 000            |
| 4.2.2.2.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT  | 60 000   | -  | 60 000            |
| 4.2.2.2.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE   | 60 000   | -  | 60 000            |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL            |
|------------------|---|--|--|------------------|
| 4.2.2.2.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE   | 60 000   | -  | 60 000           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b> | <b>3 773 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>3 773 000</b> |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>  |  |  |                  |
| 4.2.2.2.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  | -  | -  | -                |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>   | <b>-</b>   | <b>-</b>                                   | <b>-</b>         |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>  |  |  |                  |
| 4.2.2.2.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES   | 4 000 000  | 2 000 000                                  | 6 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL   | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES   | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT   | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH   | 1 500 000  | -  | 1 500 000        |
| 4.2.2.2.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES  | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA  | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA  | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR   | 3 500 000  | -  | 3 500 000        |
| 4.2.2.2.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER   | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE  | 300 000  | -  | 300 000          |
| 4.2.2.2.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE  | 500 000  | -  | 500 000          |
| 4.2.2.2.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER  | 500 000  | -  | 500 000          |
| 4.2.2.2.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL   | 500 000  | -  | 500 000          |
| 4.2.2.2.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE   | 48 000 000                                       | 62 000 000                                 | 110 000 000      |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL              |
|------------------|--|--|--|--------------------|
| 4.2.2.2.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS   | 3 000 000  | -  | 3 000 000          |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU</b>      | <b>67 800 000</b>                                | <b>64 000 000</b>                          | <b>131 800 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>  |  |  |                    |
| 4.2.2.2.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES  | 10 000 000                                       | 20 000 000                                 | 30 000 000         |
| 4.2.2.2.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE   | 4 500 000  | -  | 4 500 000          |
| 4.2.2.2.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE  | 35 000 000                                       | 10 000 000                                 | 45 000 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b> | <b>49 500 000</b>                                | <b>30 000 000</b>                          | <b>79 500 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b>        |  |  |                    |
| 4.2.2.2.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE           | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA                                    | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES  | 2 000 000  | -  | 2 000 000          |
| 4.2.2.2.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA   | 300 000  | -  | 300 000            |
| 4.2.2.2.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 650 000  | -  | 650 000            |
| 4.2.2.2.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 4 200 000  | -  | 4 200 000          |
| 4.2.2.2.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN  | 300 000  | -  | 300 000            |
| 4.2.2.2.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE  | 535 000  | -  | 535 000            |
| 4.2.2.2.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -   | 2 315 000  | -  | 2 315 000          |
| 4.2.2.2.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 4 500 000  | 2 000 000                                  | 6 500 000          |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL             |
|------------------|--|--|--|-------------------|
| 4.2.2.2.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 10 400 000                                       | -  | 10 400 000        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS</b> | <b>25 200 000</b>                                | <b>2 000 000</b>                           | <b>27 200 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |  |  |                   |
| 4.2.2.2.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.2.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC   | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>  | <b>-</b>   | <b>-</b>                                   | <b>-</b>          |
|                  | <b>MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.2.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT   | 380 000  | -  | 380 000           |
| 4.2.2.2.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH  | 1 380 000  | -  | 1 380 000         |
| 4.2.2.2.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION   | 1 500 000  | -  | 1 500 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                             | <b>3 260 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>3 260 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.2.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.2.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZHKA   | 3 000 000  | -  | 3 000 000         |
| 4.2.2.2.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION   | 3 610 000  | -  | 3 610 000         |
| 4.2.2.2.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA  | 6 500 000  | -  | 6 500 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>                                 | <b>13 110 000</b>                                | <b>-</b>                                   | <b>13 110 000</b> |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL            |
|------------------|--|--|--|------------------|
|                  | <b>MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES</b>  |  |  |                  |
| 4.2.2.2.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION   | 200 000  | -  | 200 000          |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES</b> | <b>200 000</b>                                   | <b>-</b>                                   | <b>200 000</b>   |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  |  |  |                  |
| 4.2.2.2.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE   | 3 000 000  | -  | 3 000 000        |
| 4.2.2.2.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR  | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS  | -  | -  | -                |
| 4.2.2.2.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA   | -  | -  | -                |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   | <b>3 000 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>3 000 000</b> |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   |  |  |                  |
| 4.2.2.2.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE   | 2 942 000  | -  | 2 942 000        |
| 4.2.2.2.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION   | 3 000 000  | -  | 3 000 000        |
| 4.2.2.2.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION  | 2 700 000  | -  | 2 700 000        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  | <b>8 642 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>8 642 000</b> |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2023 | Crédits d'engagement pour 2024 et suivants | TOTAL              |
|------------------|--|--|--|--------------------|
|                  | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>  |  |  |                    |
| 4.2.2.2.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT  | 2 100 000  | -  | 2 100 000          |
| 4.2.2.2.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME   | 700 000  | -  | 700 000            |
| 4.2.2.2.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH  | 1 300 000  | -  | 1 300 000          |
| 4.2.2.2.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA   | 100 000  | -  | 100 000            |
| 4.2.2.2.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR  | 100 000  | -  | 100 000            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> | <b>4 300 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>4 300 000</b>   |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>  |  |  |                    |
| 4.2.2.2.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE   | -  | -  | -                  |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       | <b>-</b>   | <b>-</b>                                   | <b>-</b>           |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</b>  | <b>282 785 000</b>                               | <b>96 000 000</b>                          | <b>378 785 000</b> |

**TABLEAU (G)**  
**(Article 50)**  
**DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2023**  
**(En dirhams)**

| Code             | Désignation des comptes  | Dépenses pour<br>l'année budgétaire<br>2023 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>3.1- COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>   |   |
| 3.2.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel  | 90 000 000                                  |
| 3.2.0.0.1.00.002 | Fonds spécial pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité   | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité | 5 000 000                                   |
| 3.2.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes   | 3 209 100 000                               |
| 3.2.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain   | 2 914 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications   | 200 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain   | 3 600 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.04.007 | Fonds de mise à niveau sociale   | 10 000 000                                  |
| 3.2.0.0.1.04.008 | Fonds de promotion des investissements   | 3 353 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions   | 400 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale   | 160 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.07.001 | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration              | 25 000 000                                  |
| 3.2.0.0.1.08.004 | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A   | 37 608 299 000                              |
| 3.2.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile  | 200 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions  | 9 000 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage   | 1 500 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale   | 30 000 000                                  |
| 3.2.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage  | 463 927 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation   | 1 500 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles   | 400 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.013 | Fonds de solidarité interrégionale   | 1 000 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique  | 22 500 000                                  |
| 3.2.0.0.1.11.003 | Fonds national du développement du sport   | 800 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale   | 1 900 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.13.003 | Fonds de remploi domanial  | 1 500 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries  | 80 000 000                                  |

| Code             | Désignation des comptes   | Dépenses pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers   | 350 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire   | 5 000 000                             |
| 3.2.0.0.1.13.012 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances  | 600 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires   | 600 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat   | 89 960 000                            |
| 3.2.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale  | 10 000 000 000                        |
| 3.2.0.0.1.13.025 | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.026 | Fonds de lutte contre la fraude douanière   | 800 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.027 | Fonds provenant des dépôts au Trésor  | 360 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.028 | Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat   | 500 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.030 | Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19"   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier   | 2 700 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire   | 16 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole   | 4 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime   | 80 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.20.007 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne  | 4 132 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.20.008 | Fonds national forestier  | 700 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.20.009 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale  | 30 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable  | 150 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle   | 20 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.29.004 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique   | 370 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe                                 | 1 179 500 000                         |
| 3.2.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale  | 50 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.46.001 | Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine  | 2 000 000 000                         |

| Code             | Désignation des comptes   | Dépenses pour l'année budgétaire 2023 |
|------------------|---|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires   | 150 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>  | <b>99 053 286 000</b>                 |
|                  | <b>3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  |                                       |
| 3.2.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods   | 107 401 000                           |
| 3.2.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques   | 137 362 000                           |
| 3.2.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales   | 1 688 070 000                         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  | <b>1 932 833 000</b>                  |
|                  | <b>3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   |                                       |
| 3.2.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs                                | Mémoire                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   | <b>Mémoire</b>                        |
|                  | <b>3.7- COMPTES DE FINANCEMENT</b>  |                                       |
| 3.2.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités territoriales   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA"   | Mémoire                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE FINANCEMENT</b>  | <b>Mémoire</b>                        |
|                  | <b>3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   |                                       |
| 3.2.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense | 10 800 000 000                        |
| 3.2.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques  | 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   | <b>10 800 500 000</b>                 |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>  | <b>111 786 619 000</b>                |